

MONDE  
diplomatique

Supplément « l'Économie »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14637 - 6 F

MARDI 18 FÉVRIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La mort du chef du Hezbollah libanais après l'assassinat de trois soldats israéliens

## Jérusalem a voulu adresser un « message Représailles aux organisations terroristes »

**CE**IL pour ce... Les négociations de paix israélo-arabes de l'après-Madride n'ont pas retenu la validité à la veille du libanais. Celle-ci, une fois de plus, plongée le Proche-Orient dans le cycle sanglant des représailles, où chaque attentat appelle un châtiment, chaque affront une vengeance.

Officiellement, l'attaque aérienne qui a coûté la vie au secrétaire général du mouvement pro-iranien Hezbollah, Cheikh Abbas Moussaoui, lors d'un raid hélicoptère dans le sud du Liban, ne répondait pas au meurtre à l'arme blanche, la veille, de trois jeunes recrues, dans un camp militaire israélien. Jérusalem n'avait-il pas déjà riposté, comme à son habitude, en bombardant le matin même deux camps palestiniens non loin de là ?

Il n'empêche : comme l'a noté le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, avec son sens habituel de la litote, « la mort de M. Moussaoui ne relève pas du hasard ». En tuant l'un de ses pires ennemis - avec lequel il avait un vieux compte à régler - l'État juif a voulu faire passer un message d'intimidation : aucun attentat anti-israélien ne restera impuni.

**V**U d'Israël, le raid de dimanche venait à point nommé. Non seulement beaucoup de militaires n'ont jamais « digéré » le devoir de retenue qui leur fut imposé lors des attaques de Scud irakiens au plus fort de la guerre du Golfe. Mais, en outre, l'assassinat dans leur sommeil de trois soldats, sur le territoire même d'Israël, avait attiré l'attention sur le laxisme qui prévaut souvent dans les rangs de l'armée, valant une voie de bois vert à l'écrit-major. Irrité et humilié, celui-ci n'a pas tardé à prendre sa revanche.

Les militants du Hezbollah cherchent sans doute à leur tour à venger par le sang la mort de leur chef. Mais l'ampleur de leur riposte dépendra beaucoup de la liberté d'action que leur laissera la Syrie, maîtresse du jeu au Liban. « Notre haine pour Israël ne changera jamais », prédisait récemment Cheikh Moussaoui. Catalogué comme modéré, au sein d'un mouvement ouvertement extrémiste, il avait facilité la vaste marchandage qui permit la libération des otages américains et britanniques du Liban et laissait espérer celle des deux Allemands encore détenus.

**M**AIS il avait obtenu de la Syrie - en contrepartie ? - que le seul Hezbollah, au nom du « droit sacré à la résistance contre Israël », échappe au processus de dissolution des milices, symbole de la restauration de l'autorité de l'État libanais. Ce privilège, toléré par Damas, ne remet pas en cause la prudence traditionnelle du président Assad dans cette région frontalière.

D'autant que la Syrie d'une part, le Hezbollah et ses parrains de Téhéran d'autre part, ont un point de désaccord fondamental : la première participe au processus de paix israélo-arabe, les seconds le dénoncent avec virulence. En annonçant dimanche que sa délégation se rendrait comme prévu au prochain rendez-vous de paix à Washington le 24 février, la Syrie confirme que sa solidarité avec les combattants pro-iraniens a des limites.

M0147 - 0218 0 - 6.00 F



Après l'assassinat dans la nuit du vendredi au samedi 15 février de trois soldats israéliens dans un camp militaire à 60 kilomètres de Tel-Aviv, l'aviation israélienne a effectué, au cours du week-end, trois raids contre des positions du Fath et du Hezbollah au Liban du Sud, tuant notamment le chef du Hezbollah, Cheikh Abbas Moussaoui. « Il s'agit d'un message à toutes les organisations terroristes », a déclaré M. Arens, ministre israélien de la défense.

### Le prix du sang

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le raid hélicoptère mené dimanche après-midi 16 février par l'armée de l'air israélienne dans le sud du Liban contre le convoi motorisé du cheikh intégriste Abbas Moussaoui ne constituait pas, à proprement parler, une opération de représailles liée à la mort des trois soldats assassinés par des fedayins palestiniens dans la nuit de vendredi à samedi à Galed, dans le centre d'Israël.

Après quelques hésitations et déclarations plus ou moins contradictoires, c'est en tout cas la version officielle adoptée à Jérusalem où l'on ne nie pas, en revanche, que les deux autres raids aériens opérés beaucoup plus tôt dans la journée contre

deux camps de réfugiés palestiniens du sud du Liban, constituaient, ceux-là, une réponse directe à la perte des trois soldats. Si le secrétaire général du Hezbollah, un des principaux adversaires de l'État juif au Liban, a pu être, quelques heures plus tard, repéré et abattu au lance-missiles dans les collines de Nabatieh, c'est tout simplement, confiera un officier anonyme, « un fabuleux coup de chance » pour les autorités militaires.

« C'est une opération qui s'inscrit dans le cadre d'une action de grande envergure que nous menons contre les terroristes du Hezbollah et les groupes palestiniens », a déclaré le chef d'état-major de l'armée, le général Ehud Barak.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite et l'article de LUCIEN GEORGE page 3

Au moins treize tués à Kinshasa

## Sanglante répression au Zaïre

Au moins treize personnes ont été tuées, dimanche 16 février, à Kinshasa, lors de la répression de marches « pour la paix et l'espoir », organisées à la sortie des églises de la capitale zaïroise. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des milliers de chrétiens qui manifestaient pacifiquement. Les marcheurs demandaient la reprise des travaux de la conférence nationale, suspendus le 19 janvier par le gouvernement du président Mobutu.



Lire nos informations page 28

## New-Hampshire : récession au quotidien

Le président Bush et cinq démocrates à l'heure des primaires dans un des États les plus frappés par la crise

WALPOLE (New-Hampshire)

de notre envoyé spécial

« L'autre jour, en attendant que le pompiste fasse le plein, j'écoulais deux types d'une trentaine d'années qui bavardaient à la station-service. Ils parlaient de leur chômage. De leur famille. L'un d'eux disait : « Les premiers mois, ça allait. Mais maintenant, à la maison, pour ma femme, je n'existe plus. Je fais partie du mobilier, c'est tout. » En rapportant cette brève conversation, James Hogan ne peut s'empêcher de penser à ces mauvaises nouvelles qui ont récemment alimenté les gazettes locales.

La fermeture inattendue de la petite usine d'échelles en aluminium, la seule de la région, les quinze licenciements brutaux intervenus chez R.N. Johnson, sur les soixante personnes qu'employait jusque-là ce fabricant de matériel agricole, les dizaines d'ouvriers et d'employés qui ne se rendent plus chaque matin à Belows Falls, dans le Vermont voisin, où le travail fait également défaut. Depuis plus de soixante-

dix ans qu'il habite Walpole, cet ancien fermier, reconverti sur le tard dans l'immobilier, affirme n'avoir jamais connu de situation aussi préoccupante.

Entre sa fonction de *selected man* qui le conduit à administrer cette petite ville de trois mille âmes qui longe la Connecticut River, et son rôle de parlementaire (républicain) à la Chambre des représentants de Concord, la capitale du New-Hampshire, James Hogan s'efforce de gérer au mieux un budget de 2 millions de dollars. C'est encore l'école qui coûte le plus cher, explique-t-il, mais « nous avons de plus en plus de personnes désespérées, qui ne peuvent plus payer leur loyer, leurs dettes et à qui le *welfare* (l'aide sociale) ne suffit plus ».

En apparence, Walpole n'a rien d'une cité sinistrée. Ses jolies petites maisons de bois blanc feraient bien des envieux à Manchester, à Concord ou à Nashua, dans ce « triangle d'or » qui symbolisait la folle croissance du milieu des années 80.

SERGE MARTI

Lire la suite page 21

## Valéry Giscard d'Auvergne

L'ancien chef de l'Etat fait campagne pour conserver la présidence de la région

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyé spécial

Les Auvergnats en manque de toutes politiques devront patienter un peu. M. Valéry Giscard d'Estaing multiplie les rencontres et les vins d'honneur dans la région, mais, pour l'ancien président de la République, la « vraie » campagne ne débutera que le 2 mars. « Les gens sont en vacances, n'allons pas les ennuyer avec nos histoires », souffle-t-il entre la visite d'un des laboratoires d'une firme agroalimentaire sur le campus universitaire de l'agglomération clermontoise et la remise de la médaille d'honneur « régionale, départementale et communale » au maire honoraire de Varennes-sur-Morge, au beau milieu des terres grasses de la plaine de Limagne.

Le candidat fait pour l'instant discrètement campagne dans les habits d'un président de région gourmé et presque indifférent aux darts de M. Michel Charasse, qui joue avec un entrain prévisible les mouches du coche.

Que lui reproche-t-on ? Son « absence » de l'Auvergne ? « Un peu facile », réplique-t-il avec condescendance. Un endettement dramatique de la région ? « Ce n'est tout de même pas au ministre du budget de faire actuellement ce genre de remarques », ajoute-t-il avec hauteur. Sa méconnaissance d'une région que M. Charasse se promet de lui faire découvrir « perdu à ses basques », à l'occasion de cette campagne ? « On entend des choses pittoresques ! », conclut-il avec dédain.

A Varennes-sur-Morge, justement, alors qu'il complimente à son tour le récipiendaire, forcément méritant, qui croûte sous les hommages, il lui revient, à propos de l'ancien maire de la commune, le député CNIP Joseph Dixmier qui fut son mentor en politique, une anecdote qui remonte aux législatives de 1956. Une façon comme une autre de rappeler que son destin politique est depuis longtemps indissolublement lié à l'Auvergne.

GILLES PARIS

Lire la suite et nos informations page 10

HECTOR  
BIANCIOTTI

Ce que la nuit raconte au jour



Grasset

### JEUX OLYMPIQUES

■ Ski alpin : la razzia des schtroumpfs norvégiens ; une Canadienne en embuscade. ■ Hockey sur glace : les tribulations d'un enfant slovaque. ■ Patinage artistique : la revanche des éclopés. ■ Saut à ski : Toni, le fils de l'air. ■ Bobsleigh : une piste réhabilitée. ■ En jeux : l'ambassadrice de la Croatie.

Lire pages 15 et 16 les articles de PHILIPPE BROUSSARD, JÉRÔME FENOGLIO, CLAUDE FRANÇILLON ET ALAIN GIRAUDO

### ESPACE EUROPÉEN

■ Un entretien avec le ministre-président de la République, M. Kurt Biedenkopf. ■ Le lobbying, sport national allemand. ■ Jeux de rôle autour des faibles dentaires : des étudiants s'initient à l'art de la négociation à douze. ■ Les lésions orageuses de l'extrême droite.

pages 7 à 9

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 750 m.l. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 Fl. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Samoa, 1,20 TS ; USA, 100¢ ; USA, 100¢ ; 2,50 \$.



## DÉBATS

## Un entretien avec Eugen Drewermann

« Le christianisme est une sorte de pharaonisme moderne »

« Dépassant la critique historique de la Bible et recourant à la psychanalyse, vous démontrez, un par un, les dogmes classiques du christianisme — la virginité de Marie, la résurrection du Christ et son Ascension — d'une manière qui, en Allemagne, fait scandale. »

— Mais comment éviter de rappeler que le récit de l'Ascension de Jésus est le fruit d'un imaginaire qui remonte à au moins deux mille trois cents ans avant Jésus. À l'époque de l'ancien Empire égyptien, dans les textes des pyramides, on trouve déjà le récit d'un pharaon qui monte au ciel et s'assied à la droite du Dieu-Soleil. Cette forme d'Ascension était aussi ritualisée à Rome, au temps d'Auguste, pour symboliser la divinité de l'empereur au moment de sa mort et le Nouveau Testament ne traite pas l'Ascension autrement que comme une sorte de symbolisation de la mort de Jésus comme roi d'Israël.

« Allons plus loin. L'Ascension n'est pas seulement une expérience qui survient après la mort de Jésus. Toute sa vie, on le voit s'élever au-dessus de la mesquinerie des hommes et des lois, de la corruption de l'argent et du pouvoir. Par l'Ascension, l'Évangile signifie, en fait, que l'homme est renvoyé à la question de l'orientation de sa vie et de son action. On bien il continue à subir la contingence des réalités et des lois terrestres, la logique de l'angoisse. Ou bien, en suivant Jésus, il dépasse cet ordre inhumain et atteint une confiance nouvelle, plus profonde, envers soi, envers les autres, sous le regard de Dieu. L'Ascension est une invitation à dépasser les contraintes du monde. L'homme garde les pieds sur terre, mais son front touche déjà les étoiles... »

— Les autorités ecclésiastiques vous reprochent aussi de contester la virginité de Marie.

— Les récits de naissance virgine sont également bien antérieurs au christianisme. Les bouddhistes savent que vers cinq cents ans avant Jésus-Christ, le bouddha, Gaudama, surnommé Bouddha, a été conçu de l'union d'une jeune vierge et d'un éléphant blanc dans le pré sacré de Lumbini. Il est né d'une cote de la vierge, morte peu de temps après. Elle est donc vierge avant, pendant et après la naissance de Bouddha, mais tous les bouddhistes savent que cette conception et cette naissance virginales sont de purs symboles poétiques. Chez les Égyptiens aussi, le jour où le roi montait sur le trône, il déclarait que sa mère avait conçu d'une manière virgine ce fils pharaonique, ignorant toute autre naissance chez cette femme.

« Pourtant, seule l'Église catholique insiste encore aujourd'hui sur une historicisation fautive de ces symboles. Il n'est pas raisonnable que, deux mille ans après la naissance du Christ, on puisse croire de manière encore plus mythologique que deux mille ans avant. Que signifie, au fond, ce symbolisme si répandu de la Vierge mère ? En psychanalyse, on observe des moments de renouveau intérieur, fondés sur des images de nouvelle naissance, sans antécédents, disons virginales. C'est le sens du récit biblique de la naissance miraculeuse de Jésus, le condensé de l'expérience poétique prodigieuse de toute sa vie : proches de lui, les hommes pouvaient apprendre à re-naître et à re-vivre. »

« On ne sait presque rien de la naissance du personnage Jésus, sauf, au sens historique, qu'il est né d'un père et d'une mère comme les autres. Mais quelle importance ! Ce que le Nouveau Testament veut nous montrer, c'est l'art que Jésus a de faire revivre des hommes et de devenir roi — comme le jeune bouddha, comme le pharaon — en donnant une sorte de conscience de dignité royale à tous les humains. »

« Mais est-il possible de réduire la résurrection du Christ, quand on se dit chrétien, à un simple récit imaginaire et symbolique ? »

— Le récit de la résurrection puise l'une de ses origines dans la religion de l'Égypte antique. Le « tombeau » est un mot qui désigne littéralement le « lieu de la résurrection ». On y place la momie debout et on lui ouvre rituellement la bouche. La foi en la résurrection de l'homme n'est donc pas venue sur terre avec Jésus. Lui-même, comme enfant déjà, avait grandi dans cette croyance de la résurrection qu'il trouvait dans la littérature apocryphe ou chez les Pharisiens.

« La nouveauté de Jésus n'est donc pas dans sa résurrection, mais dans la façon dont il défend et proclame l'existence d'une vie au-delà de la mort. Il apprend aux hommes à ne pas craindre la dernière étape de leur vie, à chercher et à trouver Dieu comme aboutissement de leur existence. Autrement dit, les récits de l'aube pascale qu'on trouve dans

En Allemagne, la fécondité de son œuvre, la modernité de sa pensée, ses premiers démentis avec la hiérarchie catholique ont fait d'Eugen Drewermann, cinquante et un ans, théologien et psychanalyste, un « nouveau Luther » (le Monde du 27 septembre 1991 et du 15 janvier 1992). Ses volumineux ouvrages (une quarantaine) connaissent de gros tirages. Le dernier, *Kieriker* (900 pages, diffusé à plus de 100 000 exemplaires), est en cours de traduction en France (1). Des émissions de radio, de télévision, des conférences lui sont consacrées. Privé de sa chaire au séminaire universitaire de Paderborn (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), il livre depuis l'automne ses cours à l'université publique. Interdit de prédication depuis une interview retentissante au Spiegel à la veille de Noël 1991, il donne chaque samedi à la sortie de son église des conférences qui attirent un public toujours plus large.

Influencé, entre autres auteurs, par Kierkegaard et son concept de l'angoisse, par l'existentialisme de Sartre, Eugen Drewermann cherche à dépasser les vérités historiques et dogmatiques des Églises pour restituer, avec l'aide de la psychanalyse, la puissance d'images, de rêves et de symboles qui est contenue dans toutes les religions. Nous avons rencontré le théologien allemand à Paderborn.

(1) La parole qui guérit est le premier livre de Drewermann publié en France, en 1991, au Cerf. Chez le même éditeur, sortira prochainement *Le Pire et le Père*, l'essai de l'essence du christianisme psychanalytique du Pater Noster de Saint-Euphrasie. Du même auteur toujours, le Saul va publier, début mars, *De la naissance des dieux à la naissance du Christ* (une interprétation de la nativité de Jésus d'après la psychologie des profondeurs).

le Nouveau Testament ne doivent pas fonder historiquement, mais les bases de la foi en Pâques et en la résurrection. Mais tout l'art du récit est dans la représentation d'un ange, assis à côté d'un tombeau vide. Un ange au lieu même où on attend la mort ! Bien sûr, la chimie de la réincarnation de l'œil ne peut pas expliquer la présence de cet ange, pas plus qu'elle n'explique l'Ascension de Jésus au ciel, mais ce qui est important, c'est que cet ange tourne son regard vers la Galilée, là où ces paroles de vie ont été pour la première fois prononcées. Plus nous suivons ses paroles, plus Jésus nous approche comme ressuscité.

« Nous ne pourrions résoudre aucune des énigmes de la société sans de nouvelles étapes de libération de la conscience »

— A vous lire et à vous entendre, la religion conduit à une sorte de thérapie de l'âme individuelle...

— Je ne crois pas que le christianisme dans sa forme actuelle soit une solution pour résoudre les énigmes de la société. Nous ne pourrions d'ailleurs en résoudre aucune, sans de nouvelles étapes de libération et d'intégration de la conscience. Toute action sur les structures suppose ainsi une analyse de l'individu. Dans la *Critique de la raison dialectique*, Sartre part de la praxis individuelle pour comprendre la répression sociale et politique et pour trouver les moyens de la briser.

« La même dialectique entre existence individuelle et existence collective s'exprime dans des rites et des symboles auxquels se sont formées les religions. Mais nous assistons aujourd'hui à une transformation profonde de cette conscience religieuse. La religion ne fonctionne plus comme un Sur-moi, dans le cadre de rites et d'institutions traditionnelles, mais comme une expression et une fonction du Moi. Erich Fromm disait déjà il y a cinquante ans que toutes les religions instituées seraient un jour remises en question, face à ce choix : ou bien rester « autoritaires », ou bien devenir « humanitaires ».

« La fonction de la psychanalyse, précisément à l'intérieur de la religion, est de faciliter cette conversion vers le sujet, vers le Moi. On ne peut servir l'humanité et la société que si on commence à vivre soi-même. Donc un christianisme qui ne fait que crucifier le Moi perd son humanisme. Mais n'est-ce pas à cette conversion que nous invite la résurrection de Jésus ? Cette question du moi, de l'homme intérieur, terrorisait déjà Saint-Augustin, puis les jansénistes. Un jansénisme psy-

chanalyse donne un homme libre... Cette conversion vers le Moi intérieur est une révolte contre le masochisme voulu par l'Église et la société et un manifeste pour le droit au bonheur et au plaisir.

— Mais que reste-t-il de la spécificité du christianisme, si celui-ci n'est plus autre chose qu'un humanisme réactivé par la psychanalyse ou la reconnaissance de ce droit au bonheur dont vous venez de parler ?

— Le christianisme est vrai chaque fois qu'il se légitime par son humanisme. Il ne peut l'être autrement... Le dépassement de l'angoisse n'est possible que s'il est ouvert à la transcendance. La révolte contre l'absurdité de la mort présuppose elle-même la conscience que l'homme est plus que nature. L'humanité, la société, sont incapables de dire au sujet pourquoi il existe, et quand Feuerbach lui-même écrit que l'amour de l'homme et de l'humanité est le seul objet de la religion, il ne répond pas non plus à la question angoissée de l'existence humaine. Le postulat de la beauté, par exemple à travers la pensée méditerranéenne de Camus, présuppose aussi une conscience d'un au-delà de l'histoire et de la société.

« C'est dans ce déficit de la réponse au sens de l'existence que le christianisme projette son image de Dieu, une image éveillée dans l'existence par la vie, la poésie et la force prophétique de Jésus. Le christianisme exprime la situation fondamentale d'un Moi qui est tout et d'un au-delà qui accepte le tout et permet d'accéder à ce tout. Cette projection n'est pas une dialectique négative. Une fois éveillée, elle est au contraire un formidable miroir de tous les syndromes qui inversent l'histoire et le monde et par lesquels l'homme atteint son sens.

« Prenez l'exemple du Golgotha. La Passion de Jésus au Golgotha pourrait être le symbole d'une rupture totale de la confiance entre Dieu et l'homme, mais Jésus en fait le symbole d'un Dieu qui garde sa confiance en l'homme. Même le couteau à Auschwitz, où Dieu est autant nié, humilié, qu'il apparaît nécessaire et convoqué, ne serait-ce que pour démontrer que le cynisme, le principe du fascisme, ne peut pas tout justifier. La révolte contre l'inhumanité d'Auschwitz n'est possible que si l'on croit à l'invincibilité de l'homme. L'histoire, la nature clouent l'homme à la croix, le fixent à sa souffrance et à l'absurdité de son existence. Dieu seul fonde cette croyance que le rien de l'homme — sa contingence, son immatence — est beaucoup plus que ce rien. Le christianisme est, en fait, cette révolte qui rend possible la vie.

« Je me résume. Dieu ne peut pas exister comme spectateur extérieur. Ou il est spectateur et alors il n'existe pas. Ou il fait confiance à l'homme, le libère, et alors la question de son existence ne se pose plus. Il est le sujet qui fonde toute subjectivité, toute dignité, toute liberté, au sens où l'entend Fichte, la liberté se saisissant dans le vertige qu'elle n'est pas nécessaire.

— Vous dites que les récits évangéliques ne sont pas des vérités historiques et encore moins dogmatiques. Mais il y a quand même un point central de la foi chrétienne : Jésus, pour vous n'est qu'un homme, mort comme un homme, est le fils de

Dieu. La première interpellation de votre époque n'a-t-elle pas été : n'est-ce pas Jésus soit le fils de Dieu ?

— Je lui ai répondu : je crois de tout mon cœur que Jésus est le fils de Dieu vivant. Mais j'ajoute que cette vérité fondamentale, radicale, doit être dite dans le langage du vingtième siècle et de la modernité. L'histoire des religions nous enseigne que la métaphore du Fils de Dieu est un attribut tout à fait courant des rois de l'ancien Orient. Sous l'influence des prêtres de Thèbes, depuis la cinquième dynastie égyptienne, le pharaon n'est plus Dieu tout court, mais le Fils de Dieu. Le nom Hem-Juni, celui du bâtisseur des pyramides, veut dire littéralement « fils corporel du pharaon Kheops ». L'expression « Fils de Dieu » signifie donc autant la personification que la représentation de Dieu, et la meilleure définition de cet extraordinaire symbolisme n'est-elle pas dans l'Évangile lui-même, chez Jean, au chapitre XIV : « Celui qui me voit, voit le Père. »

« Il est donc singulier que l'on emploie encore le vocabulaire de la mythologie pour parler du Fils de Dieu. Pour parler de Jésus aujourd'hui, il nous faut trouver un autre langage que celui des métaphores comme Messie, Roi, Fils de l'homme, Fils de David. Le titre de Fils de Dieu renvoie à une fonction ou à un rôle. Il ne décrit pas le Fils comme être divin en soi, mais comme celui qui parle bien de Dieu, parce qu'il est en lui et qu'il l'exprime. Paul Tillich disait déjà que Dieu est tout ce qui nous concerne sans conditions. Celui qui sent, qui trouve son existence dans une proximité de Jésus, qui est basculé par cette révélation, celui-là peut dire qu'il croit que Jésus est le Fils de Dieu et participe à son existence.

« Comment avez-vous fait le passage de cette interprétation symbolique, psychanalytique, des récits bibliques, à la critique globale, radicale que vous faites du statut des clercs dans votre livre *Kieriker* et du fonctionnement ecclésiastique ? »

— Dans mes consultations psychothérapeutiques, je vois comme les gens ont une image de Dieu, transmise par l'Église, pleine de répression, d'angoisse, de culpabilité, de dépendance et de dépersonnalisation. L'expérience de Freud se confirme chaque jour : quand les hommes commencent à parler de Dieu, naissent subitement des angoisses infantiles liées au père, à la mère, des symboles que l'Église a instrumentalisés de manière psychologiquement négative. Mon engagement pour la liberté du Moi et de l'individu m'a nécessairement mené dans l'opposition à l'Église. La liberté n'est pas possible sans révolte.

« L'Église est responsable de ce transfert, si rapide chez l'homme moderne, de la superstition à l'athéisme. C'est la même Église qui, pourtant, prétend encore fixer aujourd'hui la vérité des personnes et de leur salut dans des formules administratives, dans des jeux de langage préfabriqués et figés. Beaucoup de questions se posent après deux mille ans de christianisme, mais on nous défend de les soulever. La synthèse que nous essayons de faire entre une certaine raison moderne et la foi est considérée comme la menace la plus dange-

reuse. Pourtant le mal est grand : à un Dieu objectivé dans un discours froid, oppressant, correspond un homme-sujet du système bureaucratique et moraliste de l'Église.

— Ne rêvez-vous pas au fond d'une Église libérale, sans règles, sans dogmes, sans sacrements. Une nouvelle Église de quakers ?

— Mais je ne veux absolument pas fonder de nouvelle religion, encore moins de nouvelle Église. Je veux seulement, par la critique, aider la mission à évoluer, à la réformer, à revenir à sa source. Car l'erreur capitale a été commise au départ, quand on a traduit l'enseignement de Jésus, qui parlait à la population paysanne de Galilée, critique à l'égard de la grande ville Jérusalem, dans la forme grecque d'une méditation philosophique et d'un savoir réservé aux intellectuels de la ville. C'est cette scission qui a déchiré l'Église en deux : l'élite cléricale et le peuple. À l'intérieur de chaque croyant s'est produite la même scission entre le cœur et la raison. Une proclamation royale de libération est devenue théorie de soumission et d'administration.

« La liberté n'est pas possible sans la révolte »

— Ce conflit n'est-il pas seulement typique de l'histoire interne d'une Église allemande de tradition plus autoritaire qu'en France par exemple ?

— Je crois en effet que l'Église d'Allemagne depuis deux cents ans a pris beaucoup plus au sérieux le dogme catholique, l'enseignement doctrinal et romain que, par exemple, l'Église de France. Mais l'effort de la France pour regagner du terrain par la spiritualité a aussi mené à une fausse mystification de l'innocent. Prenez la discussion, très ancienne mais jamais résolue, entre Adolphe Gide et Paul Claudel. Ou la figure névrotique du curé de campagne de Bernanos. Le personnage du saint est toujours lié au surhumain, jamais issu de l'épaisseur du quotidien des hommes. C'est du mysticisme, ce n'est pas la vie.

« En Allemagne, se manifeste plutôt une sorte de piété prussienne, réglée par les impératifs d'une Église puissante sur les places financières, active au point de vue caritatif et même intellectuellement élevée, mais sans spiritualité, incapable qu'elle est d'atteindre l'âme des hommes. Elle veut jouer un rôle moral en s'accrochant à la doctrine du Vatican sur la sexualité, le divorce, le remariage. Il n'y a personne dans l'Église catholique qui ne souffre de cet enseignement catholique prussien.

— Mais par des propos aussi excessifs, ne devenez-vous pas prisonnier de votre propre rôle ? Et du médecin de l'âme que vous étiez, prêtre et thérapeute, n'êtes-vous pas devenu le porte-parole d'une fraction de mécon-

tenants en rébellion contre la hiérarchie et de l'arrêt de tous ceux qui ont déjà quitté l'Église ?

— Je vais répondre à votre question par un simple exemple. Six cents ans avant notre ère, le prophète Jérémie dénonçait les prêtres et les théologiens qui mentaient dans le temple, le lieu par excellence de la vérité. Il priait pour que Nabuchodonosor vienne détruire l'ordre existant, ce régime du mensonge institutionnalisé, et pour que Dieu vienne inscrire enfin sa parole dans le cœur de l'homme libéré. Depuis quatre cent cinquante ans, alors que l'Europe a vécu la Renaissance, la Réforme, les Lumières, la science moderne, nous voulons seulement que notre Église accepte le débat interne pour être plus accessible à l'homme de l'an 2000.

— Je pense que votre apport le plus original est de faire naître, par un jeu de symboles et d'images universelles, un langage théologique nouveau qui réinvestit l'étude comparée des religions. À cet égard, comment interprétez-vous le rapport entre le judaïsme, la foi des Égyptiens, le bouddhisme, auxquels vous faites des emprunts constants, et la foi chrétienne ?

— Les symboles et les images de la foi chrétienne ne sont pas du tout, en effet, un bien exclusif du christianisme. Il me semble inacceptable que, mille trois cents ans après la naissance de Mahomet et de l'islam, nous ne soyons pas capables de trouver un langage pour expliquer à un musulman comment nous chrétiens, nous nous ouvrons à Dieu, nous croyons et nous prions. Pis encore, depuis deux mille ans, nous reprochons aux juifs de renier la foi de Jésus. Mais nous devrions être, au contraire, pleins de gratitude pour ce juif, appelé Jésus, qui, à sa manière, nous a invités, nous les gentils, les païens, à participer à la foi d'Israël.

« Au lieu de cela, tout l'effort de la chrétologie ancienne et moderne consiste à réinterpréter des mythes et des symboles que rejette le judaïsme — celui de la Vierge mère, du dieu mourant, du Dieu qui partage son corps et son sang — pour bâtir une métaphysique et une dogmatique qui, pour les juifs précisément, est incompréhensible et inacceptable. N'est-on pas fait du Fils de Dieu la deuxième personne de la Trinité ? Il devrait être possible d'interpréter le christianisme comme un judaïsme ouvert au langage des autres religions de l'humanité.

« N'est-il pas surprenant de constater comment, par des Pères de l'Église comme Clément d'Alexandrie ou Origène, l'Égypte est revenue dans le christianisme, dans les milieux qui parlaient grec ? Rappelez-vous que, pour les Égyptiens, le roi est la forme visible de Dieu. Toutankhamon veut dire « image vivante sur terre de l'amour dans le ciel ». Et très tôt dans la théologie d'Antioche, on voit surgir le problème de l'identité de Dieu et du rapport entre le Fils et le Père.

« L'antijudaïsme chrétien vient de là. Car, pour les juifs, cette mythologie royale égyptienne ne pouvait être interprétée que de manière poétique. On en retrouve des traces, d'ailleurs, dans les psaumes 2 et 110 de l'Ancien Testament. Mais le christianisme a pris ces mythes au sérieux, en a fait des vérités historiques et même le noyau de sa christologie. Ici, il est au fond, que le christianisme est une sorte de pharaonisme moderne, avec un trésor immense de sagesse symbolique, mais non interprété, ni utilisé pour ce qu'il est. Le christianisme avait la chance d'intégrer cette richesse du symbolisme païen à travers la critique fondamentale et radicale qu'en faisait le judaïsme. Mais il ne le fera pas, aussi longtemps qu'il ne reconnaîtra pas l'origine de sa propre histoire, c'est-à-dire le patrimoine universel de ses symboles.

« Quant au bouddhisme, il a eu l'immense sagesse d'admettre que toutes ces images de dieux et de forces vivantes, dans la nature et dans l'homme, faisaient partie de l'âme humaine, universelle et éternelle. Le bouddhisme est en quelque sorte une psychanalyse vieille de deux mille cinq cents ans. Les impulsions sexuelles y sont reconnues et intégrées, alors qu'elles sont, dans le christianisme, refoulées. L'idée de compassion universelle pour tous les vivants est plus forte dans le bouddhisme que dans l'éthique chrétienne. Et par sa manière d'aborder la nature, le bouddhisme aurait beaucoup à nous apprendre, pour reprendre, à frais nouveaux, la question du respect de l'environnement et de la paix. »

Propos recueillis par HENRI TINCQ

سكنا من اجل



## Les raids de représailles israéliens au Liban du Sud et la mort du cheikh Moussaoui

## Vingt personnes ont été tuées dont le chef du Hezbollah

Il est évident, de la façon dont le chef du Hezbollah Abbas Moussaoui a été tué lors d'un raid aérien israélien, que le meneur du mouvement intégriste musulman chiite au Liban était la cible directe de ce raid et que les Israéliens savaient qu'ils attaquaient en mitraillant le convoi. Au total, seize personnes ont été tuées dans l'attaque aérienne, dont Cheikh Abbas Moussaoui, sa femme et un de ses cinq enfants âgé de six ans, qui ont été carbonisés dans leur voiture; douze personnes ont été blessées; huit sont dans un état grave.

BEYROUTH

de notre correspondant

Le Hezbollah craignait, à vrai dire, une attaque israélienne durant le meeting organisé juste auparavant à Jibchit à la mémoire d'un autre de ses chefs, tué par les Israéliens en 1984, Ragheb Harb, meeting auquel venait précisément de participer Cheikh Abbas Moussaoui. Mais c'est sur le chemin du retour que l'armée israélienne avait dressé son guet-apens aérien.

La DCA de l'armée libanaise, désormais déployée dans le secteur, est entrée en action au

moment du raid. Par la suite, et durant toute la nuit de dimanche à lundi, un duel d'artillerie a opposé les batteries libanaises installées dans le secteur et celles de l'armée israélienne et de la milice qui lui est inféodée, dite Armée du Liban Sud.

Déjà, dans la matinée de dimanche, le Liban du Sud avait subi deux raids aériens israéliens. L'un mené par des hélicoptères, le premier contre le camp d'Aïn-Heloué, près de Saïda (quatre morts, tous libanais, dix blessés, dont huit libanais); le second, contre le camp de Rachidiyeh, près de Tyr, qui visait les Palestiniens et constituait manifestement des représailles à l'opération menée en Israël contre les camps militaires.

## Réunion au sommet syro-libanaise

On constate que, pour la quatrième fois, une flambée de violence met le Liban du Sud à feu et à sang, à une semaine de la reprise de la négociation de paix arabo-israélienne. Cela s'était produit avant la conférence de Madrid, avant les pourparlers bilatéraux de Washington et avant la multilatérale de Moscou. Cette fois, l'escalade apparaît encore plus nette.

Néanmoins — et en connaissance de cause puisque la déci-



sion a été rendue publique après l'opération dont a été victime le secrétaire général du Hezbollah, — la Syrie et dans son sillage le Liban ont décidé de participer à la prochaine phase de négociation à Washington « pour donner une nouvelle chance aux pourparlers de paix ». L'annonce a été faite en effet à Damas, à la suite d'une réunion au sommet entre les présidents syrien et libanais, la deuxième en une semaine, en soirée vers 20 heures, alors que le raid avait eu lieu à 16 heures et que les victimes en étaient connues à 19 heures. Quand ils ont été informés de l'événement, les présidents Assad et Hraoui avaient déjà pris leur décision mais ils ne l'ont pas remise en question.

La couverture syrienne permet-elle au gouvernement libanais de poursuivre, envers et contre tout, sa participation aux négociations de paix? Il n'en demeure pas moins que sa position devient plus difficile après l'opération dont a été victime le leader intégriste. Une grève générale a été observée lundi dans la majorité des régions du Liban: le Sud bien sûr, mais aussi Beyrouth Ouest, la Bekaa et le Chouf. Ni le Nord cependant sunnite et chrétien, ni l'ancien réduit chrétien n'ont réagi à l'appel lancé d'ailleurs par Amal, la milice rivale du Hezbollah.

Comment réagira la résistance islamique anti-israélienne? A priori, celle-ci devrait être exaltée, le Hezbollah ne manquant pas d'ultras pour reprendre le flambeau. Sa disparition risque d'ouvrir la voie aux ultras. Un journal libanais annonce que le Hezbollah dément — probablement — un pilote israélien vivant et que celui-ci pourrait être la victime expiatoire du raid réussi de l'armée de l'air à laquelle il appartenait. Dans cette hypothèse, Israël n'aurait fait que jeter de l'huile sur le feu.

LUCIEN GEORGE

## Le prix du sang

Suite de la première page

Il y a des mois que les forces israéliennes qui occupent, tout au long de la frontière nord, une bande de territoire libanais d'environ 15 kilomètres de large, cherchent à mettre la main sur le patron du « parti de Dieu ».

Abbas Moussaoui, laisse-t-on entendre dans les milieux concernés, était déjà l'objectif d'un raid mené le 20 décembre dernier par Tshah — acronyme de l'armée israélienne — près du village de Jibchit, non loin de l'endroit où le cheikh et sa famille auront finalement trouvé la mort. Trois chiites libanais, libérés ensuite, avaient alors été enlevés par des commandos hélicoptères, puis transportés en Israël pour interrogatoire (le Monde daté 22-23 décembre).

Principal organisateur et commanditaire des opérations de sabotage et de pose d'engins explosifs essentiellement — menées de plus en plus fréquemment au sud du Liban occupé contre les positions de l'armée d'Israël et ses alliés, — le Hezbollah servirait de « parapluie » politico-ideologique-religieux à plusieurs groupes de preneurs d'otages. L'organisation chiite a toujours nié avoir recours, elle-même, au kidnapping politique. Elle détiendrait cependant huit prisonniers, des combattants de la milice libanaise pro-israélienne du « général » Antoine Lahad (SLA), ainsi que les restes de deux soldats israéliens capturés au combat en 1986.

## Négociations dans l'impasse

Aux dernières nouvelles, les négociations entamées par l'intermédiaire d'un conseiller du secrétaire général des Nations unies, entre le Hezbollah et Israël, en vue d'un vaste échange de prisonniers, seraient dans une impasse.

Ce blocage, ajouté au fait que tous les otages occidentaux — à l'exception de deux Allemands — sont désormais rentrés chez eux, expliquerait pourquoi les Israéliens, naguère fermement incités à la prudence par certaines grandes puissances — « pour ne pas mettre en danger la vie des otages occidentaux » — auraient décidé de passer, avec des risques limités, à l'action. « Je ne pense pas que cette opération aura des répercussions sur l'affaire des otages et des prisonniers » encore détenus de part et d'autre, a d'ailleurs affirmé le spécialiste israélien de ces questions, M. Uri Lubrani.

Selon lui, « les franiens », qui sont les commanditaires du Hezbollah, « ne devraient pas non plus réagir » de manière significative à la perte de leur allié libanais. « La disparition de Moussaoui va certes, selon lui, porter un coup sérieux à la capacité d'action du Hezbollah », mais les candidats à la succession du dignitaire chiite ne manquent pas.

Outre plusieurs centaines de citoyens libanais, détenus au camp d'El-Khyam dans le sud du pays par l'Armée du Liban-sud (ALS)

pour le compte de l'Etat juif, Israël détiendrait toujours le cheikh Karim Obeid, un autre dirigeant local du Hezbollah enlevé chez lui pendant l'été 1989. Dimanche soir, au journal télévisé, le ministre de la défense, M. Moshé Arens, n'a pas manqué de rappeler que le Hezbollah, « organisation terroriste responsable de la mort de soldats israéliens », avait également « enlevé plusieurs citoyens américains à Beyrouth ».

Généralement décrit en Israël comme « un homme profondément religieux, très humble, pragmatique et authentiquement totalitaire », cheikh Abbas Moussaoui, a encore affirmé M. Arens, « avoir les mains tachées de sang ». Le ministre de la défense s'est déclaré convaincu que Tshah était « prêt à parer à toute éventualité sur sa frontière nord » pour le cas, tout à fait probable, où le Hezbollah chercherait à venger son chef. Un état d'alerte général avait d'ailleurs été déclenché dans toute la « zone de sécurité » israélienne, dès après l'opération de dimanche. « La mort de Moussaoui, a explicité M. Moshé Arens, ne relève pas du hasard. Il s'agit d'un message que nous adressons à toutes les organisations terroristes. Ceux qui nous attaquent doivent savoir qu'ils en paieront le prix ».

Inutile d'épiloguer sur la « fabuleuse coïncidence » qui a voulu que l'armée dispose des informations adéquates pour administrer une aussi spectaculaire « leçon » à ses ennemis, au moment précis où elle était elle-même sur la sellette en raison de « ses négligences », dixit le premier ministre M. Itzhak Shamir en personne, voire de « son incurie », dixit cette fois, et avec une belle unanimité, la presse nationale.

L'opération du sud du Liban devrait en effet, et au moins dans un premier temps, calmer une opinion publique qui, depuis deux jours, c'est-à-dire depuis la mort de trois nouvelles recrues dans un camp d'entraînement situé en Israël même, se déchaînait contre la hiérarchie de « l'armée du peuple ». A noter d'ailleurs, mais c'est sans doute encore « un hasard », que la mort de Moussaoui et de sa famille est survenue à peu près au moment même où, en différents points d'Israël, les familles endeuillées des trois soldats tués enterraient leurs victimes...

« Négligence criminelle » pour le célèbre spécialiste des affaires militaires, M. Zeev Schiff dans le journal Haaretz, « massacre de la honte » pour l'éditorialiste du Yedioth Aharonot, la mort des trois soldats, assassinés à l'arme blanche à l'intérieur d'un camp militaire, est d'autant plus grave qu'elle aurait à la fois démontré « une grande audace » de la part des trois Palestiniens qui ont mené l'opération et mis en lumière « de graves manquements » du côté de l'armée.

Le Jerusalem Post fustigeait ainsi avec sévérité dans son édition du week-end « le laxisme, l'indiscipline et l'irresponsabilité » qui seraient devenus « monnaie courante » dans l'armée. Constitué d'une vingtaine

de grandes tentes militaires, et pouvant abriter jusqu'à une centaine de recrues, le camp d'entraînement de Galed, au centre du pays, n'était pas gardé. Au moment de l'action, la plupart des soldats étaient rentrés chez eux pour le shabat, de même d'ailleurs que les officiers.

Armé d'un couteau, d'une hache et d'une fourche — trois instruments ensanglantés laissés sur place par les assaillants, — le commando palestinien, qui aurait bénéficié, selon l'enquête préliminaire, de la complicité d'au moins un résident arabe-israélien de la région, a pu s'introduire dans le camp, massacrer les trois hommes, en blesser sérieusement un quatrième et s'en aller avec quatre fusils d'assaut sans que l'alarme soit donnée.

## L'activité

## des « Panthères noires »

D'après certains témoignages, le seul militaire qui savait utiliser le radio du camp ayant été tué, c'est une jeune recrue, affolée et hors d'haleine, qui a couru jusqu'au kibboutz voisin de Galed pour donner l'alarme. Comme disait dimanche l'éditorialiste du Yedioth, alors que les « auteurs de l'attentat seront considérés comme des héros par les leurs » — plusieurs dizaines de jeunes militants palestiniens masqués ont d'ailleurs défilé dans plusieurs villes de Cisjordanie quelques heures plus tard pour exprimer leur joie, — c'est toute « la crédibilité dissuasive de Tshah qui a pris un sérieux coup » avec cette opération.

Revendiquée par radio et messages diffusés par haut-parleurs clandestins dans les localités arabes, notamment à Jenine, l'audacieuse « nuit des fourches », comme l'appelle désormais la presse locale, aurait été réalisée par l'organisation dite des « Panthères noires ». Fondée en 1989 à Naplouse, en Cisjordanie occupée, ce petit groupe d'action lié au Fath de M. Arafat était plutôt spécialisé, jusqu'ici, dans les exécutions de « collaborateurs » arabes présumés.

Constituées de quelques dizaines de jeunes activistes, « peut-être une centaine tout au plus », les Panthères noires, qui ont multiplié les opérations contre l'armée et les colons juifs ces derniers mois, seraient dirigées par un certain Ahmed Awad Kmeil, un homme de vingt-huit ans originaire de Qabaty, une localité du nord de la Cisjordanie.

Des rumeurs non confirmées laissent entendre dimanche soir à Jérusalem que l'homme aurait personnellement conduit l'opération de la « nuit des fourches » et que la vaste chasse à l'homme déclenchée samedi matin dans la région par l'armée et la police réunies était sur le point de se refermer sur lui. Selon un « haut responsable des services de sécurité du Shin Beth » cité dimanche par le quotidien Haaretz, « les Panthères noires ont effectivement créé la surprise en agissant pour la première fois à l'intérieur de la ligne verte » — qui sépare Israël des territoires occupés de Cisjordanie — mais, selon lui, « cette organisation sera bientôt démantelée ».

PATRICE CLAUDE

## L'Iran perd l'un de ses plus fidèles amis libanais

Avec l'assassinat du secrétaire général du Hezbollah libanais, Cheikh Abbas Moussaoui, tué dimanche dans un raid israélien avec sa femme, et un de ses enfants, l'Iran perd l'un de ses plus proches et fidèles amis au Liban. Cheikh Moussaoui, qui se rendait régulièrement en Iran où il était reçu avec tous les honneurs, jouissait d'un soutien total des autorités iraniennes.

Il avait présidé en octobre 1991 — ce fut son dernier voyage en Iran — plusieurs séances de la Conférence internationale sur la Palestine, dont les résolutions préconisaient « la libération totale de la Palestine » et condamnant « la conférence de capitulation de Madrid » étaient largement marquées de son empreinte et reflétaient la politique de Téhéran concernant le problème palestinien.

Généralement considéré comme un pragmatique proche du président iranien Rafsanjani, il avait été élu à la tête du Hezbollah à Téhéran en septembre 1990 en remplacement du cheikh Sobhi Toufayil, tenant de la ligne dure des radicaux opposés au chef de l'Etat iranien. Son accession à la tête du Hezbollah donna le signal d'une nouvelle ligne politique plus souple en accord avec Téhéran, notamment en ce qui concerne le dossier des otages, dont la clôture s'est soudain accélérée.

Cette ligne avait d'ailleurs été confirmée par les déclarations du guide spirituel du Hezbollah, cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, selon lesquelles les intégristes chiites libanais étaient prêts désormais à participer au jeu démocratique et à se présenter à d'éventuelles élections.

## Profondément anti-israélien

Malgré l'adoption d'une attitude « pragmatique » dictée par Téhéran, le Hezbollah maintient son « cap radical », refusant l'accord interlibanais de Taëf et surtout les négociations de paix arabo-israéliennes. Cheikh Moussaoui est demeuré toujours profondément anti-israélien. « Notre mission principale et notre élémentaire devoir religieux est d'activer et de renforcer la résistance contre l'ennemi israélien », expliquait-il à l'automne dernier, qualifiant l'Etat hébreu de « cancer » dont « la simple existence constitue une menace mortelle pour l'humanité dans son ensemble ».

Il avait plus particulièrement dénoncé l'afflux d'immigrants soviétiques en Israël: « La menace israélienne s'accroît de jour en jour, Israël envahit militairement les terres des musulmans en accueillant des vagues de nouveaux immigrants, plus particulièrement

d'Union soviétique. C'est une invasion militaire car tous ces immigrants deviennent des soldats ».

Né en 1952 dans le village de Nabi Shit, proche de Baalbeck, dans la plaine de la Bekaa, cheikh Moussaoui était marié et père de cinq enfants. Il avait suivi des études religieuses approfondies, d'abord à l'école jafarite (chiite) de Tyr, au début des années 1970, puis à Najaf, ville sainte d'Irak, à l'époque où l'ayatollah Khomeini, en exil, y enseignait.

## L'attentat contre le « Drakkar »

Ce religieux, qui aborait le turban noir des descendants du prophète Mahomet, avait échappé à la mort en novembre 1983 lorsque l'aviation française avait détruit les cantonnements des milices pro-iraniennes à l'entrée de Baalbeck.

Les autorités françaises avaient en effet acquis la conviction que l'attentat du 23 octobre 1983 contre le poste Drakkar avait été perpétré à partir de cette caserne et d'un hôtel qui la joignait et qui servait de quartier général à Moussaoui. — (AFP-AP.)

## YÉMEN

## Assassinat d'un membre du Parti socialiste

Un membre du Parti socialiste yéménite (PSY, une des deux formations au pouvoir) a été assassiné le 6 février dans la province d'Ibb (sud du pays), a indiqué samedi 15 février le journal Al Thawri, organe du PSY. Ahmed Mohamed Hakissi a été tué par trois inconnus qui ont tiré sur lui alors qu'il s'apprêtait à quitter son domicile, selon le journal, qui accuse « des éléments hostiles au parti et à l'unité nationale » d'avoir perpétré ce crime.

Al Thawri met en garde ces « éléments criminels » et affirme que le parti ripostera fermement à cet attentat, le quatrième qui vise des responsables de partis yéménites en moins de six mois. En décembre 1991, deux membres du PSY avaient été assassinés dans la province d'Ibb. Al Thawri avait alors affirmé qu'il s'agissait « d'attentats politiques visant à déstabiliser le Yémen ». En septembre dernier, le secrétaire général du Parti du rassemblement unioniste yéménite (PRUY, opposition), Omar El Jaoui, avait échappé à un attentat, alors que son compagnon avait été tué sur le coup. — (AFP.)

## ROBERT SCHNEIDER



Un livre passionnant qui décortique avec cruauté les rapports entre MM. Mitterrand et Rocard.

Franc-Olivier Giesbert / Le Figaro

Les journalistes ne sont jamais meilleurs que lorsqu'ils sont là où il ne faut pas, avec un stylo et de l'humour à revendre.

Liliane Sichter / L'Événement du jeudi

Collection L'Épreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman. 120 F

Editions du Seuil







## AMÉRIQUES

PÉROU : symbole de l'action non violente en faveur des déshérités

### Maria Helena Moyano, adjointe au maire d'un bidonville de Lima, a été assassinée par le Sentier lumineux

Symbole de la lutte non violente en faveur de la paix et de la solidarité, M<sup>me</sup> Maria Helena Moyano, adjointe au maire de Villa-El Salvador (bidonville de 300 000 habitants situé au sud de Lima), a été assassinée, dans la soirée du samedi 15 février, alors qu'elle participait à une réunion organisée par la Fédération des femmes de Lima, dont elle était la présidente. Un commando du Sentier lumineux (guérilla «maoïste») a mitraillé le groupe, blessant grièvement huit personnes dont son fils. M<sup>me</sup> Moyano, âgée de trente-six ans, a été achevée d'une balle dans la tête et son corps a été dynamité.

LIMA

de notre correspondante

Depuis près d'un an, M<sup>me</sup> Maria Helena Moyano, qui avait consacré sa

vie aux organisations populaires de soutien aux plus pauvres, était menacée de mort par le Sentier lumineux. Le journal *El Diario*, porte-parole clandestin des insurgés, l'accusait de «faire œuvre de bienfaisance et de manipuler la Fédération des femmes, qui ne peuvent s'émanciper qu'en prenant les armes». «Ils nous reprochent d'être les pompes de la révolution et d'éteindre les feux qu'ils allument pour faire flamber le pays», nous confiait-elle récemment. «Ils veulent que la population n'ait absolument plus rien à manger, pour qu'elle rejoigne la lutte armée. Nous ne pouvons pas céder à ce chantage de la terreur. Nous devons affronter l'injustice et la barbarie terroriste, pour aider ceux qui n'ont pas les moyens de survivre».

En septembre dernier, après l'assassinat de Juana Lopez, coordinatrice du «Programme du verre de lait» du port de Callao (cibée de balles alors qu'elle distribuait les pains du petit déjeuner), M<sup>me</sup> Moyano avait organisé une manifestation «contre la faim et la terreur», rassemblant des mères de famille. En guise de représailles, les «sentinistes» avaient dynamité le local de la Fédération des femmes, où

étaient emmagasinées les victuailles destinées aux plus démunis. Les représentants de 10 000 comités du «programme du verre de lait» avaient ensuite défilé dans Lima, pour exprimer leur soutien à la Fédération et à sa présidente charismatique.

«Rondes urbaines» d'autodéfense

Vendredi dernier, jour de la «grève armée» décrétée par le Sentier lumineux, dont les bombes ont fait sept morts et une dizaine de blessés (*le Monde* du 16-17 février) dans la capitale, M<sup>me</sup> Moyano, membre du Mouvement vers le socialisme (MAS), avait défilé les guérilleros en prenant la tête d'une grande marche pour la paix. Elle entendait aussi protester contre la tentative d'attentat contre M. Michel Azcueta, ex-maire de Villa-El Salvador et candidat à la mairie de Lima aux prochaines élections municipales. «Parfois, j'ai peur, mais si la population s'organise, nous pourrions mettre en déroute le Sentier lumineux. Ce ne sera pas facile mais ce n'est pas non plus impossible», estimait la jeune femme.

Villa-El Salvador, comme d'autres

bidonvilles de la ceinture de Lima, avait commencé à organiser des «rondes urbaines» d'autodéfense, décision qui n'a fait qu'exacerber la haine des «sentinistes», décidés à «dépister» les organisations populaires, dont des dizaines de dirigeants ont déjà été assassinés. Face à une police impuissante et souvent corrompue, face à une armée mal équipée, débordée et prompt à fermer les yeux sur toutes les «bavures» en matière de défense des droits de l'homme, faut-il armer les rondes urbaines? C'est la question que se posent les parlementaires. En onze ans de lutte armée commencée dans les campagnes, le Sentier lumineux est devenu «polpotien», a tué 24 000 personnes mais a échoué dans sa stratégie d'encerclement des villes. Il tente maintenant d'étirer la capitale, où sont concentrés les tiers des Péruviens et 70 % des industries, en s'en prenant à son ceinturon de misère. Mais «militariser» la lutte antiterroriste pour faire face à ce défi, n'est-ce pas courir le risque de «littoraliser» le pays?

NICOLE BONNET

BRÉSIL

### L'ancien président Janio Quadros est décédé

BUENOS AIRES  
de notre correspondant

L'ancien président Janio Quadros est mort, dimanche 16 février, à l'hôpital Albert-Einstein de São Paulo, à l'âge de soixante-cinq ans, des suites de plusieurs attaques cardiaques. L'homme au balai, ainsi surnommé parce qu'il avait pris cet emblème pour tenter de «chasser les voleurs du gouvernement», était dans le coma depuis plusieurs jours. Il avait fêté, le 25 août dernier, le trentième anniversaire de sa démission, après sept mois de pouvoir, au cours desquels il avait tenté de «moraliser» le pays et déjoué tout le monde, appliquant une politique financière orthodoxe et accordant du même soufflé la plus haute décoration à «Che» Guevara, alors ministre cubain de l'économie.

Expliquant, sans autre détail, que des «forces terribles» s'étaient liguées contre lui, le chef du petit Parti démocrate-chrétien avait quitté le pouvoir en espérant que le peuple «viendrait le rechercher». Las! il plongea en fait le pays dans une crise constitutionnelle qui

déboucha sur le coup d'Etat de 1964. La dictature militaire devait durer vingt et une années...

Près d'un quart de siècle après son départ en exil, il parvint à reconquérir la mairie de São Paulo, soutenu cette fois par la droite. Ce bon vivant devint en quelque sorte et avant l'heure le «Cossiga» du Brésil, multipliant les mesures populistes et les «coups de pub», vite baptisés «clowneries» dans une rubrique presque quotidienne d'un journal local. La presse avait largement marqué, en août dernier, l'anniversaire de la démission de cette «vedette» de la politique brésilienne, qui prenait un malin plaisir à souligner sa ressemblance avec Guevara Marx en utilisant les mimiques appropriées. Tout le monde avait démythifié depuis longtemps les «forces terribles» qu'il avait évoquées: c'est en tentant de renforcer ses propres pouvoirs par un «coup d'Etat institutionnel» que l'ancien président avait trébuché.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS : accusé de quinze meurtres

### Jeffrey Dahmer a été déclaré responsable de ses crimes

Par dix voix contre deux et après cinq heures de délibérations, les douze jurés chargés de déterminer la santé mentale de Jeffrey Dahmer ont estimé, samedi 15 février à Milwaukee (Wisconsin), que l'accusé était sain d'esprit quand il a assassiné et mutilé quinze jeunes hommes entre 1978 et 1991. Jeffrey Dahmer, âgé de trente et un ans, avait avoué ces meurtres. Il avait eu des relations sexuelles avec la plupart des victimes, qui fréquentaient comme lui les bars homosexuels de la ville. Il risque la prison à vie pour chacun des crimes dont il a été reconnu coupable. Sa peine devait lui être signifiée lundi par le juge du tribunal de Milwaukee. Le juge décida plus tard si Dahmer

pourra ou non bénéficier d'une libération conditionnelle.

Lorsque le juge Laurence Gram a énuméré d'une voix calme le nom des victimes, le visage de Jeffrey Dahmer est resté tout aussi impassible qu'au cours des trois dernières semaines. Son défenseur, M<sup>re</sup> Gerald Boyle, lui avait conseillé d'attendre au pire. Après le verdict, Jeffrey Dahmer l'a remercié de ses efforts, a déclaré l'avocat. Dans ce procès qui a passionné les États-Unis, en raison notamment de films récents tels que *le Silence des agneaux* sur les auteurs de meurtres en série, il appartenait à la défense de faire la preuve que Dahmer était en état de démence au moment de ses crimes. — (AP, UPI)

ARGENTINE : enquête contre un ancien collaborateur de Joseph Goebbels. — Une enquête judiciaire a été ouverte, samedi 15 février, contre M. Wilfried von Owen, un ancien collaborateur de Joseph Goebbels (responsable de la propagande du III<sup>e</sup> Reich), après qu'il eut «suggéré une justification de l'holocauste juif dans un contexte élogieux à l'égard des hauts fonctionnaires de Hitler», dans des déclarations publiées par le quotidien *Page 12*. L'enquête contre M. von Owen, entré légalement en 1951 en Argentine, pays dont il a obtenu la nationalité, survient au moment de l'ouverture des archives secrètes sur les nazis (*le Monde* du 7 février). — (AFP)

CUBA : deux condamnations à mort confirmées. — La Cour suprême de Cuba a confirmé, dimanche 16 février, les condamnations à mort de MM. Luis Almeida Perez (vingt-quatre ans) et René Salmeron Mendoza (vingt-deux ans), reconnus coupables de l'assassinat de trois policiers, lors

d'une tentative de fuite vers les États-Unis, début janvier. L'agence officielle AIN a annoncé le même jour qu'un quatrièmement policier, M. Rolando Perez Quintana, qui avait été grièvement blessé dans la fusillade, est décédé. Un deuxième national a été décrété pour lundi, jour de son enterrement. — (AFP, Reuters)

GUATEMALA : les droits de l'homme en question. — Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, qui a commencé, samedi 15 février, une visite officielle au Guatemala, a exprimé ses «préoccupations» sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, auquel les États-Unis ont suspendu leur aide militaire en 1990. Par ailleurs, terminant une mission exploratoire, M. Christian Tomuschat, délégué de la commission des droits de l'homme de l'ONU, a estimé que «l'insécurité continuait de prévaloir au Guatemala», où les affaires de meurtres, de disparitions et de torture se sont succédées durant l'année écoulée. — (Reuters)

## ASIE

CORÉE DU NORD

### Pyongyang a célébré les cinquante ans du fils et successeur de M. Kim Il-sung

Pyongyang a célébré en grande pompe, dimanche 16 février, les cinquante ans de M. Kim Jong-il, le fils du «grand» dirigeant et fondateur du régime nord-coréen, le maréchal Kim Il-sung. Les instances dirigeantes du régime ont présenté leurs félicitations au «cher dirigeant de notre parti et de notre peuple, commandant suprême de nos forces armées révolutionnaires. (...) La confiance que vous portez au parti, le gouvernement, le peuple et l'armée est absolue et votre direction est un facteur décisif pour que notre révolution puisse toujours sortir victorieuse».

Ces formules fleuries, typiques de ce régime communiste, laissent présager que le jeune Kim, héritier présomptif depuis 1980 et dont la propagande ne cesse de célébrer le «génie», pratiquement à l'égal de son père, pourrait prendre bientôt officiellement en main les destinées du Nord. C'est en effet le 15 avril prochain que le vieux maréchal atteindra l'âge de quatre-vingts ans.

Déjà, M. Kim Jong-il, promu chef de l'armée en décembre dernier et placé sur le même plan protocolaire que son père depuis 1990, assurait la gestion des affaires courantes avec, selon Pyongyang, une sagacité sans pareil. Il a, ces derniers temps, violemment attaqué l'économie de marché, dénoncé le «système multipartite dictatorial et anti-populaire», et appelé la population à faire des économies en raison des couleuvres du pouvoir mais apparaissant peu en

public, le «cher dirigeant» a été accusé d'avoir trempé dans plusieurs opérations «noires», depuis l'attentat de Rangoun contre les dirigeants sud-coréens en 1983 jusqu'à celui perpétré contre l'avion de la Korean Airlines en 1987. Au cours de sa longue carrière, commencée pratiquement à la sortie du berceau et couronnée par un diplôme décerné par l'université Kim Il-sung, il est crédité d'avoir déjoué de nombreux complots. Le premier des l'âge de huit ans (*le Monde* daté 9-9 juin 1986). Sa succession, dans le cadre de la première «dynastie» communiste, a été contestée de l'intérieur, en particulier au sein de l'armée et des vétérans du régime. Ce n'est peut-être pas une coïncidence si le ministre de la défense, le général O Jin-u, a écrit, le 27 janvier, dans le quotidien officiel *Nodong Shinmun*, que, même sous la direction de M. Kim Jong-il, «la révolution ne peut construire de châteaux en Espagne».

Cet anniversaire survient alors que le régime nord-coréen est de plus en plus isolé, avec la disparition de l'URSS, et doit gérer les difficiles négociations avec le Sud pour mettre fin à la tension armée qui persiste depuis un demi-siècle dans la péninsule. Ainsi, les textes des accords de non-agression et sur le nucléaire entre Séoul et Pyongyang devraient être échangés cette semaine par les premiers ministres des deux pays, dans la capitale du Nord.

PATRICE DE BEER

La mort d'Etienne Manac'h

### De la Résistance à la Chine

Etienne Manac'h, ambassadeur de France, est mort, vendredi 14 février, à l'hôpital de Concarnec, il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Le Finistère, né à Plouigneau, dans le Finistère, le 3 février 1910, diplômé d'études supérieures de philosophie, et qui se définissait lui-même dans *le Monde* comme un «ambassadeur peu docile», aura joué un rôle considérable dans la définition de la politique asiatique de la France sous de Gaulle et Pompidou. Résistant de la première heure, se situant résolument à gauche, Etienne Manac'h a représenté la France libre en Turquie et dans les pays balkaniques. Intégré à la Libération au Quai d'Orsay, en poste en Tchécoslovaquie de 1945 à 1951, sous-directeur d'Europe septentrionale puis orientale, il est nommé directeur d'Asie et d'Océanie en 1960. Il restera à ce poste pendant neuf ans, jouant une partie importante, dans les coulisses, pour favoriser l'ouverture des longues négociations entre Hanoi et Washington en vue de mettre fin à la guerre du Vietnam.

Gaulliste de cœur, il mettra en musique sur le terrain la politique asiatique du général, du discours de Phnom-Penh à la reconnaissance de la Chine populaire, où il sera envoyé comme ambassadeur de 1969 à sa retraite en 1975. Trait d'union avec le prince Sihanouk - réfugié à Pékin de 1970 à 1975 - intermédiaire infatigable grâce à ses excellentes relations avec Zhou Enlai, il utilisera toute son énergie au service du retour de la paix en Indochine. Il racontera cette période dans les trois gros tomes de ses *Mémoires d'extrême*.

Asie (1), entremettant ses souvenirs sur sa vie quotidienne et sur ses activités diplomatiques.

Car ce grand commis de l'Etat s'est impliqué, plus profondément sans doute qu'un diplomate traditionnel, ce qu'il se défendait d'être, dans cette passion qu'il avait pour l'Asie. Au point d'y consacrer la dernière partie de sa vie. Y compris de sa maison de retraite de Pont-Aven, d'où il continuait d'écrire, et en se rendant de temps en temps en Chine, son pays de prédilection. En 1984, il fut dépeché par le président Mitterrand comme envoyé spécial à Ankara, pour tenter d'améliorer des relations avec la Turquie toujours marquées par la question arménienne.

Ses sentiments à l'égard de la Chine, qu'il s'efforça de faire partager dans ses œuvres et ses interventions publiques, l'avaient conduit à une certaine indulgence envers le régime de Pékin. Il avait écrit un hommage à Zhou Enlai, «le patricien en sandales», dans *le Monde* en 1976. Deux ans après, il qualifiait de simples «débordements» les affaires de la révolution culturelle. Ce qui lui avait valu une volée de bois vert d'un Simon Leys peu avare de jugements féroces. Car Etienne Manac'h, en dépit d'une certaine naïveté envers un pays qu'il avait bien connu et aimé, et même s'il n'a pas toujours eu un regard réaliste sur la dure réalité chinoise, n'a jamais cessé d'être sincère.

P. de B.

(1) Editions Fayard, tome 1, 1977; tome 2, 1980; tome 3, 1983. Etienne Manac'h avait aussi publié, en 1990, *Enluis, récit à soi-même*, consacré à la déportation de deux de ses amis de jeunesse en URSS sous Staline.

**MANIÈRE DE VOIR N° 14**

MEDIAS  
MENSONGES  
ET  
DEMOCRATIE

100 pages  
42 francs

DES SOCIÉTÉS MALADES  
DE LEUR SYSTÈME D'INFORMATION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**LA REUNION 3 890 F**

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

**Nouvelles Frontières.**  
On ne vit que mille fois.

Et après le kaléidoscope grandiose des laves en fusion, rêver dans le jardin tropical d'un hôtel créole, ne vous coûtera pas plus cher que votre paire de rangers en iguane.\*

\* La Réunion avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 870 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

**NOUVELLES FRONTIÈRES**



## DIPLOMATIE

Les suites de l'affaire Habache

## L'enregistrement de la conversation Souss-Arafat aurait été transmis à CNN par un responsable israélien

Le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Georges Habache, a affirmé samedi 15 février que « tous les responsables français concernés étaient au courant » de sa visite en France pour y être soigné, dans un entretien publié par le quotidien algérien *El Salam*.

« Je me suis rendu en France après avoir obtenu un accord de la préfecture, c'est la Croix-Rouge française qui a choisi l'hôpital et les médecins et a facilité les procédures légales, comme le visa, avec le ministère de l'intérieur. Ma visite

n'était pas secrète. Tous les responsables français concernés étaient au courant, à commencer par celui de la Croix-Rouge, ceux du ministère de la Santé et d'autres responsables de haut niveau de l'Etat », a déclaré M. Habache, sans citer aucun nom.

D'autre part, le *Journal du dimanche* affirme dans son édition du 16 février que c'est le vice-ministre israélien des affaires étrangères, M. Benjamin Netanyahu, qui a transmis à CNN un enregistrement de la conversation téléphonique entre le représentant de l'OLP à Paris Ibrahim Souss et

M. Yasser Arafat, qui déclarait notamment : « Nous réglerons nos comptes avec les juifs pourris ».

L'enregistrement aurait été réalisé par les services secrets israéliens à Tunis. Selon le *Journal du dimanche*, le premier ministre israélien avait reçu du Mossad un décriptage de la conversation, mais ne lui avait pas accordé d'importance. Dans un entretien au *Figaro* publié lundi 17 février, M. Roland Dumas, à qui l'on demande « quelle puissance étrangère est derrière cette fuite », répond : « Je vous laisse le soin de l'imaginer. »

M<sup>me</sup> Cresson « essaie de comprendre »

M<sup>me</sup> Edith Cresson affirme, dans un entretien publié par le *Journal du dimanche* du 16 février, à propos de l'affaire Habache : « J'essaie de comprendre... Mais cela ne se reproduira pas : désormais, j'aurai la liste de toutes les personnalités qui font une demande de visa. » C'est peut-être une opération politique de la part de groupes qui ne veulent pas de bien à la France, estime le premier ministre, mais c'est surtout une erreur. Malheureusement à un niveau très élevé. Ce qui fait qu'en dessous on a obéi. Dès que j'ai été prévenue, un dispositif a été mis en place. Je suis restée toute la nuit de vendredi à dimanche pour superviser le départ de M. Habache. Interrogée sur les propos prêtés à M. Yasser Arafat et au représentant de l'OLP en France, M. Ibrahim Souss, par la chaîne de télévision américaine CNN, M<sup>me</sup> Cresson déclare que « tout cela n'est pas de nature à améliorer le processus de paix » et que « tout se passe comme si certains ne voulaient pas vraiment une conclusion heureuse au Proche-Orient ».

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a déclaré, dimanche, sur FR 3, que l'affaire Habache avait été une espèce d'« hystérie collective ». Rappelant que le chef du FPLP « ne faisait l'objet d'aucune demande de mandat d'arrêt international ni de mandat d'arrêt sur le territoire fran-

çais », M. Marchand a concédé qu'il y avait eu « un dysfonctionnement entre les services », mais qu'il n'avait pas songé à donner sa démission. « C'est au président de la République, a-t-il expliqué, de dire si je devais, ou non, rester ministre (...). Si je m'étais senti gravement responsable, je ne serais pas ici ce soir en tant que ministre de l'intérieur. »

Pour M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, maire d'Épinal, qui était l'invité du « Grand jury RTL-Le Monde » dimanche, « il est maintenant reconnu par chacun que l'affaire Habache a véritablement commencé lorsque le président de la République a eu la mauvaise idée de dire : « Ils sont tous devenus fous. » Selon M. Séguin, si M. François Mitterrand « avait assumé la décision qui avait été prise, il y aurait certainement eu des remous, mais on n'aurait pas vu l'affaire prendre les proportions qu'elle a prises ». Quant à la motion de censure déposée par l'opposition sur cette affaire, son « utilité », selon M. Séguin, était « absolument nulle ». La convocation du Parlement, a-t-il expliqué, ne se justifiait que « dans la perspective d'un vote de confiance », comme l'avait demandé M. Edouard Balladur, afin que « les uns et les autres » soient amenés à « se compter pour ou contre le gouvernement ».

## L'indignation d'un conseiller général PS

M. Roland Gabory, conseiller général socialiste du Gers, a rendu publique, la semaine dernière, à l'intention de la presse locale, une déclaration dans laquelle il s'indigne des réactions provoquées par la venue en France de M. Habache, « terroriste », dit-il, comme de Gaulle, comme Mitterrand, comme mon père, qui ont pris les armes pour sauver la patrie de l'occupant !.

Elu du canton de Condom, M. Gabory écrit au sujet d'Israël : « Fier, sûr de lui et dominant », avait dit de Gaulle de cet Etat parasitaire, intégriste, raciste et expansionniste, qui a accaparé la terre de Palestine au nom de ridicules sornettes bibliques vieilles de quatre mille ans. (...) Les crimes inévitables commis il y a un demi-siècle par ceux qui se disaient la « race des seigneurs » n'existent en rien le terrorisme de ceux qui se croient toujours la « race du Seigneur ». Mais il semble y avoir, en France, des sujets tabous. »

□ L'opposition demande une commission d'enquête sur l'Élysée. — Les groupes RPR, UDF et UDC de l'Assemblée nationale ont déposé, jeudi 13 février, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur « le fonctionnement du secrétariat général de la présidence de la République, à l'occasion du séjour en France de M. Georges Habache ». Les présidents des trois groupes parlementaires, MM. Charles Millon (UDF), Bernard Pons (RPR) et Jacques Barrot (UDC), estiment que l'affaire Habache a montré « l'incroyable désordre qui règne au sommet de l'Etat », « le rôle anormal et inquiétant joué par des personnes travaillant ou prétendant travailler dans l'entourage du président de la République » et l'existence d'« une sorte de cabinet noir ».

Au terme d'une enquête secrète

## L'OLP affirme l'« innocence » de Tripoli dans l'attentat de Lockerbie

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a mené une enquête secrète et dispose d'un dossier « démontrant que la Libye est innocente et n'est pas impliquée » dans l'attentat contre le Boeing de la PanAm qui a explosé en 1988 au-dessus de Lockerbie, en Écosse, a indiqué, samedi 15 février, à Tunis, M. Bessam Abou Charif, conseiller de M. Yasser Arafat. Il a précisé que « les éléments confidentiels recueillis par l'OLP montrent nettement l'implication de parties du Proche-Orient », mais s'est refusé à nommer les commanditaires de cet acte terroriste qui avait coûté la vie à 270 personnes.

La centrale palestinienne dispose, a ajouté M. Abou Charif, « d'une liste détaillée des noms des personnes directement impliquées dans la mise au point et l'exécution » de cet attentat.

Elle « est prête à coopérer » avec une commission d'enquête afin de « prouver la véracité » des éléments de son dossier et à mettre celui-ci à la disposition des États-Unis, si le président George Bush, en faisait la demande. — (AFP).

LE MONDE diplomatique

Février 1992

ALGÉRIE :

## Le sabre et la piété

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

PRIX, CHOIX, DÉLAIS !  
Venez comparer  
avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher !

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91  
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

## AFRIQUE

ALGÉRIE : recevant la presse internationale

## M. Boudiaf promet de se débarrasser de ceux qui « ont accaparé le pouvoir »

Deux gendarmes ont été blessés par des tirs de pistolet-mitrailleur, dimanche 16 février, à Baraki, dans la banlieue sud-est d'Alger. D'autre part, une personne a été tuée au cours d'une manifestation, vendredi, à Mascara, dans l'ouest du pays. Le dernier numéro de l'hebdomadaire *l'Éveil*, de tendance intégriste, a été saisi, samedi, pour « publication d'articles de nature à perturber l'ordre public ».

ALGER

de notre correspondant

Nul n'accusera M. Mohammed Boudiaf de conformisme. La semaine dernière, rompant avec un solide tabou, le président du Haut Comité d'Etat (HCE) s'était adressé à ses compatriotes en arabe dialectal, et non en arabe classique, pour leur expliquer les nécessités de l'état de siège. Dimanche, il a réalisé une première en invitant les journalistes étrangers à assister, à l'intérieur du palais présidentiel, à une conférence de presse. Dans ce pays au nationalisme sourcilieux, aucun de ses prédécesseurs ne les avait, jusque-là, invités à discuter, au travers de leurs questions, des affaires intérieures de l'Algérie.

## « La situation s'améliore »

Autres temps, autres contraintes et, donc, autres réactions : conscient de l'émotion créée dans le monde par une situation « d'une extrême gravité », « Je sais combien l'opinion de vos pays est sensible à la question de la démocratie », a-t-il lancé dans une déclaration liminaire — M. Boudiaf, à tenu, cette fois, à s'adresser « à l'ensemble de l'opinion mondiale (...) pour évaluer, comme cela a été le cas précédemment, toute spéculation quant aux choix du pouvoir en Algérie ».

Le maintien de l'ordre et l'affirmation de l'autorité de l'Etat sont toujours les priorités de M. Boudiaf, aux yeux duquel « la situation s'améliore de jour en jour ». Faisant, sans jamais les nommer, allusion à l'Iran et au Soudan qui, à cause de leur soutien aux islamistes, font, dans la presse locale, l'objet d'attaques répétées, le prési-

dent du HCE — qui manifeste quelque agacement lorsqu'on lui parle de « répression » — rappelle qu'en Algérie, « on ne pend pas », assure « qu'il n'y aura pas de torture » et que, tous comptes faits, « on n'arrête pas les gens pour rien ».

M. Boudiaf ne sera cependant pas en mesure de dresser un bilan des arrestations opérées ces derniers jours, qui, selon des estimations officielles, avoisineraient les deux mille. Conformément au décret organisant l'état d'urgence, la majorité des personnes interpellées ont été envoyées par avions spéciaux dans l'un des trois centres de détention ouverts dans le sud du pays.

Mais c'est à la jeunesse, qui forme le gros de la population, que M. Boudiaf s'est surtout adressé. Son message, estime-t-il, a été entendu : « Les jeunes veulent un changement radical, ils ne tolèrent plus la corruption qui a apporté de l'eau au moulin du FIS. » Le gouvernement en tient compte et se débarrasse, « dans la légalité », de ceux qui « ont accaparé le pouvoir », comme il poursuivra ceux « qui se sont emparés des biens de l'Etat et du pays ».

Le régime se montre prêt à travailler avec les jeunes, « même s'ils ont voté pour le FIS ». C'est à eux, « et non à ceux qui utilisent la mitraille », que s'adressent les appels au dialogue que le pouvoir, depuis quelques jours, lance à tout va. Encore faut-il que « les jeunes s'impliquent, qu'ils comprennent que leurs problèmes ne seront pas résolus facilement (...). Je sais que les jeunes attendent beaucoup. Mais sans lutte, on n'obtient rien. Il faut qu'ils comprennent qu'ils doivent s'organiser, se faire entendre. J'appelle ces jeunes à être patients. Qu'ils n'attendent pas que l'Etat leur apporte tout sur un plateau ».

Pour autant, M. Boudiaf n'a pas expliqué comment il comptait gagner la confiance d'une jeunesse paupérisée dont une grande partie manifeste à l'égard du nouveau pouvoir, au mieux une réserve sceptique, au pire une franche hos-

tilité. Il sait que, hormis les invites au dialogue, il n'a, pour le moment, que peu de moyens. Beaucoup de choses dépendent du plan de relance économique en préparation, « un problème essentiel ».

## Remaniement ministériel

Mais les ressources financières sont incertaines. L'accord discuté à Paris entre les banques internationales et l'Algérie pour réaménager une partie de la dette n'est toujours pas signé alors que l'octroi de nouveaux crédits en dépend. « Les négociations avancent dans le bon sens », assure M. Boudiaf, qui a toutefois tempéré son optimisme en citant un verset du Coran selon lequel « un être humain ne peut faire que ce qu'il peut faire ».

« Pour ce qui est des aides, nous avons reçu des promesses, a rétorqué le président du HCE. Nous estimons que tous nos amis s'engageront même si, des promesses à l'exécution, il y a parfois des problèmes. » En voyage dans les pays du Golfe, le ministre des Affaires étrangères, M. Lakhdar Brahimi, devrait rapidement pouvoir dire si, comme l'espère Alger, l'Arabie saoudite est disposée à apporter la substantielle aide financière qui, en cas d'échec des discussions de Paris, contrebalancerait l'aide occidentale défilante.

Dans quelques jours sera rendu public le remaniement du gouvernement annoncé depuis plusieurs semaines. Selon des informations persistantes, il s'agit d'un remaniement de très grande ampleur. Par souci d'efficacité et d'économie, comme par volonté affichée de promouvoir des hommes nouveaux, non compromis dans les errements du passé, la nouvelle équipe, sensiblement réduite, serait composée essentiellement de ministres techniciens n'ayant jamais exercé de responsabilités politiques. M. Boudiaf a cependant confirmé qu'elle resterait dirigée par l'actuel premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali.

GEORGES MARION

TCHAD

## Le vice-président de la Ligue des droits de l'homme a été assassiné

Le vice-président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), M. Joseph Behidi, a été assassiné, dans la nuit du samedi 15 au dimanche 16 février, à N'Djamena, par deux hommes qui ont pris la fuite.

Selon le président de la LTDH, M. Enock Djondang, les deux auteurs étaient des soldats de la tribu zaghawa, fidèle au président Idriss Déby. Pour la LTDH, cet assassinat « illustre une fois encore la volonté du régime Déby d'instaurer le terrorisme politique en vue d'anéantir tous les espoirs de démocratie, de paix et de justice ».

La ligue a appelé la population à observer des « journées mortes » lundi et mardi. Dans un télégramme envoyé dimanche au président Déby, la Fédération internationale des droits de l'homme a indiqué que cette mort « ne sera pas passée sous silence ».

[M. Joseph Behidi, quarante-sept ans, avait fait des études de droit en France, avant de retourner dans son pays, en 1972. Originaire de l'ethnie Ngamaye — c'est-à-dire vaudiste — il a toujours combattu les cloisonnements ethniques. Il était l'un des fondateurs de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, créée en juin dernier.]

□ SOMALIE : les combats continuent malgré l'accord de paix conclu à l'ONU. — Les combats se poursuivaient, dimanche 16 février, à Mogadiscio, malgré l'accord préliminaire sur un cessez-le-feu conclu deux jours plus tôt, à New-York, sous les auspices des Nations unies (le *Monde* daté 16-17 février). De violents combats à l'artillerie ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, selon les organisations humanitaires présentes dans la capitale. — (AFP.)

ÉTHIOPIE

## Les restes de l'empereur Haïlé Selassié découverts sous le bureau de l'ancien président Mengistu

Selon la radio officielle éthiopienne, c'est dans le bureau de l'ex-dictateur Mengistu, à trois mètres sous terre, que les restes de l'ancien empereur éthiopien Haïlé Selassié — décédé en 1975, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, alors qu'il était détenu dans son palais — ont été découverts, dimanche 16 février, après deux jours de recherches. La radio a rappelé que la cause de la mort de l'empereur n'était toujours pas connue. La thèse des anciens dirigeants communistes, selon

laquelle le Négus est décédé de mort naturelle, est sérieusement mise en doute. Selon des documents en possession du gouvernement, un infirmier du palais aurait asphyxié l'empereur avec un coussin imbibé d'éther.

Samedi, des milliers de personnes ont assisté à l'exhumation des restes de soixante-deux hauts responsables du régime impérial, qui avaient été enterrés dans une fosse commune, dans l'enceinte de la prison centrale d'Addis-Abeba. — (AFP, Reuters.)

Le Monde

INITIATIVES

OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOIS

Rhône-Alpes

Confirmés ou jeunes diplômés

LE MONDE INITIATIVES

du 18 au 19 février

vous propose les meilleures opportunités de carrière dans le secteur informatique



## Le Monde

# ESPACE EUROPEEN

## Un entretien avec le ministre-président de Saxe

« On ne peut pas tout faire comme à l'Ouest », nous déclare Kurt Biedenkopf

DRESDÉ  
de nos envoyés spéciaux

DRESDÉ. Les bâtiments témoignent de la splendeur passée du royaume de Saxe, mais les ruines de la Frauenkirche, qui masquent leurs pierres noircies par la pollution industrielle, dans quelque temps, ils se refléteront de nouveau dans les eaux de l'Elbe. Les ruines de la Frauenkirche, mémoire des terribles bombardements au phosphore de 1945, ont été soigneusement ordonnées avant que l'église ne soit totalement reconstruite. Les survivances de l'ancien régime cèdent l'avant-garde de l'économie de marché. L'essentiel, dit Kurt Biedenkopf, soixante ans, ministre-président du Land de Saxe depuis 1990, c'est que les gens aient de l'espoir et le sentiment que concrètement les choses sont en train de changer.

Elles changent, mais ce sera long, plus long que prévu par les hommes politiques qui, au moment de la réunification, promettaient le même niveau de vie pour tous les Allemands par la grâce du deutchmark triomphant. Dans son grand bureau de la chancellerie, installée dans d'anciens locaux du ministère de l'Intérieur, face à la vieille ville, Kurt Biedenkopf, secrétaire général de la CDU bonnoise dans les années 70, parle volontiers de son Land d'adoption. Comme beaucoup d'hommes politiques ouest-allemands, il a pris du service à l'Est pour suppléer une élite défilante ou compromise avec le communisme, mais il rappelle que son père avait travaillé avant la guerre aux usines chimiques de Buna, près de Merseburg. Venant de Lud-

wigshaven, sur les bords du Rhin, « il avait vécu cela comme un exil en Sibérie », reconnaît-il. Ce rappel lui permet d'ajouter qu'en visitant dernièrement les usines de Buna M. Biedenkopf père y remarqua les turbines qu'il avait construites en 1936, preuve de l'état d'arrière-pensée dans lequel le système socialiste a laissé l'Allemagne de l'Est.

### Un commutateur de 1925

Une autre marque de ce retard trône dans le bureau même du ministre-président : un commutateur manuel d'un central téléphonique construit à Dresde en 1925 et utilisé encore l'année dernière, jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un commutateur digital et des fibres optiques.

« La Saxe, avec ses 5,4 millions d'habitants, se trouve dans une situation stratégique en Europe », explique Kurt Biedenkopf. Elle est la pointe d'un triangle formé avec la Bohême et la Silésie qui doivent développer une coopération régionale. Le chef de la Basse-Saxe vient d'avoir sur ce sujet des entretiens avec son collègue bavarois, qu'il voudrait associer à son entreprise. Comme il voudrait associer la France — « expression de la dimension européenne » — à cette politique régionale transfrontalière. Il en a parlé à François Mitterrand, quand celui-ci a fait un voyage officiel en décembre dans les nouveaux Länder, et il compte en repartir lors d'une prochaine visite à Paris.

Les Tchèques et les Polonais seraient d'ailleurs plus enclins à coopérer avec les Saxons qu'ils auraient en quelque sorte la bénédiction des Français, qui rompraient un tête-à-tête exclusif avec des Allemands envieux et

craints. Kurt Biedenkopf ne nie pas l'aspect Mitteleuropéen de l'entreprise. « Jusqu'à la réunification, dit-il, l'Allemagne avait le regard orienté vers l'Ouest et le dos à l'Est. Elle doit opérer un quart de tour. » Des éléments culturels, religieux, spirituels qui font partie du patrimoine de l'Europe centrale ont été mis entre parenthèses par la division de l'Europe. Il est grand temps de les redécouvrir et de revenir aux solidarités anciennes. L'unité de l'Europe ne peut être « une voie à sens unique ».

Dans la répartition des ressources européennes, il ne faut pas penser seulement aux régions pauvres de la Communauté ; il faudra aussi penser à l'Est, et à l'Est de l'Est. Ainsi la Saxe va-t-elle coopérer avec l'Ukraine pour lui réapprendre ce qu'est l'agriculture. Kurt Biedenkopf ne conteste certes pas les bienfaits de « l'ancrage à l'Ouest » de la République fédérale,



TANCHO

qui a permis à l'Allemagne, depuis quarante ans, de retrouver respectabilité et prospérité. Mais l'orientation à l'Ouest est « ambivalente », affirme-t-il, car elle signifie à la fois l'adhésion aux valeurs démocratiques, mais aussi une orientation exclusive de l'Allemagne de l'Ouest vers l'Europe occi-

dentale, qui laisse de côté la part orientale de l'Allemagne.

Cette redécouverte doit aller de pair avec l'affirmation de l'identité est-allemande. Ce thème, que l'on croyait réservé aux nostalgiques d'une « troisième voie », aux mouvements de citoyens apparus au moment du grand « tournant » de 1989, revient comme un leitmotiv dans la bouche du ministre-président de Saxe, pourtant chrétien-démocrate bon teint. Cette conversion n'a rien d'idéologique ; elle est la conclusion d'un raisonnement essentiellement pragmatique : « Il faut dire aux Allemands de l'Est que l'on ne peut pas tout faire comme à l'Ouest », affirme Kurt Biedenkopf, parce qu'il est irréaliste de penser que la partie orientale de l'Allemagne puisse rattrapper économiquement la RFA dans un temps raisonnable. Aussi faut-il chercher d'autres voies de développement, ne pas fixer des objectifs inatteignables qui risqueraient de décourager les efforts d'une population qui a l'impression d'avoir travaillé en vain pendant quarante ans.

### Des solutions décentralisées

C'est pourquoi vouloir copier l'Occident est, selon Kurt Biedenkopf, une voie sans issue. Au contraire, les Allemands de l'Est doivent profiter de ces conditions pour affirmer leur identité et apporter de nouvelles réponses à leurs problèmes, en tenant compte de la rareté des moyens. Celle-ci ne disparaîtra pas seulement grâce à l'aide des Allemands de l'Ouest qui sont d'ailleurs très réticents à faire des sacrifices pour leurs compatriotes de l'Est. Une plus grande marge de manœuvre devrait, pour Kurt Biedenkopf, se retrouver aussi dans les négociations entre partenaires sociaux. S'il est illusoire de maintenir encore longtemps une différence dans les salaires entre l'Est et l'Ouest, alors que le coût de la vie a tendance à s'égaliser, on pourrait demander aux Allemands de l'Est de travailler plus longtemps pour la même rémunération, afin de compenser les différences de productivité. En tout cas, le ministre-président de Saxe pense que les solutions décentralisées devraient l'emporter sur les lois édictées à Bonn (ou Berlin) et que, contrairement aux prévisions, c'est le fédéralisme, et non le centralisme, qui devrait sortir renforcé de la réunification. L'imagination doit aussi faire preuve de l'est de l'Allemagne pour profiter à tout le pays.

Est-il optimiste ? Dans une certaine mesure, oui. Trente milliards de deutchmarks (près de 100 milliards de francs) d'investissements privés dans l'ancienne RDA en 1991, à côté des quelque 150 milliards de transferts publics, devraient permettre de créer une industrie ultramoderne, pour une main-d'œuvre dont Kurt Biedenkopf affirme qu'elle est très performante. Mais des habitudes de travail qui ne sont pas à la hauteur des exigences occidentales, des infrastructures déshéritées, l'absence d'élites et un rapport difficile au passé laissent à penser que le « rattrapage » n'est pas une affaire d'années, mais de générations.

HENRI DE BRESSON  
et DANIEL VERNET

## Le lobbying, sport national allemand

Les groupes de pression, qui font partie de la vie politique bonnoise, ont déjà émigré vers Bruxelles pour ne pas manquer l'ouverture du grand marché

FRANCFORT  
correspondance

AU moment où, en France, on parle beaucoup du « modèle allemand », il n'est pas inutile de considérer la pratique de nos voisins en matière de lobbying, appuyée sur une longue tradition (1). Outre-Rhin, cette manière de défendre ses intérêts en pesant sur les décisions du gouvernement est en effet aussi vieille que l'industrialisation elle-même. Après la guerre et le bouleversement des structures sociales qu'elle a entraîné, les fédérations professionnelles, qui réclament aujourd'hui le monopole du lobbying, ont rempli tout l'espace laissé vide par la disparition des élites traditionnelles. Tandis qu'au niveau régional le réseau des chambres de commerce et d'industrie, auquel toutes les entreprises sont obligées d'adhérer outre-Rhin, se remplit rapidement en place.

Il en a découlé un pouvoir souvent jugé exorbitant par une partie de la classe politique allemande. Ainsi, le requéreur de Theodore Eschenburg, au milieu des années 50, contre la « domination des fédérations » est toujours cité en référence. Le terme lobby désigne, à l'origine, aux Etats-Unis, le hall du Congrès, c'est-à-dire le lieu de rencontre entre représentants et sénateurs et le public, parmi lequel se trouvent des envoyés des divers groupes d'intérêts.

« Pour comprendre comment fonctionne le lobbying en Allemagne, il ne faut jamais perdre de vue la séparation stricte des pouvoirs entre l'Etat fédéral et les Länder », dit Michel Martong, juriste de formation et lobbyiste de vocation. Cet Auvergnat qui a fait toutes ses études en Allemagne a décidé de s'installer avec sa famille en Alsace, à Wissembourg, une petite localité frontalière située juste en face de Karlsruhe. Il n'est pas le seul. Depuis deux ans, construction européenne oblige, la population allemande de Wissembourg a quasiment doublé. Quand il n'est pas à Bruxelles, Michel Martong fait régulièrement des incursions de l'autre côté du Rhin pour « travailler au corps » les administrations des Länder.

Comme tous les lobbyistes, Michel Martong devient très discret quand il s'agit de citer des exemples précis. La plupart de ses domaines d'intervention, affirme-t-il, relèvent de la juri-

dition des Länder. Il s'agit de la formation, la recherche, l'éducation ou la politique de l'environnement au niveau régional, qui a pris de plus en plus d'importance, ces dernières années, avec l'apparition des lobbies verts. Récemment, il s'est rendu à plusieurs reprises à Dresde pour préparer la voie à des projets de coopération avec la France, notamment entre l'université technique et l'Ecole d'architecture de Paris. La réunification ayant permis l'apparition de nouveaux Parlements dans les cinq Länder de l'ex-RDA, le lobbying est en plein boom à l'Est, puisque tous les règlements devant assurer le développement des provinces orientales sont en cours d'élaboration.

Au niveau fédéral, où se concentre l'essentiel de l'activité des groupes de pression, la liste des lobbies officiellement inscrits auprès du Bundestag n'a cessé de s'allonger en vingt ans, passant de 625 en 1972 à 1 512 en 1991. Aux termes de la loi du 21 septembre 1972, cette inscription est censée faciliter le droit d'être entendu par les députés, même si ces derniers sont seuls à décider des auditions qu'ils accordent. Il y a de tout dans cette liste, qui se présente par ordre alphabétique et non selon la puissance des lobbies : associations du troisième âge, clubs de philatélistes, syndicats professionnels des conducteurs de locomotive, et même... de détectives !

Parmi les lobbies les plus influents, on trouve les grandes fédérations comme la Confédération de l'industrie allemande (BDI), regroupant pas moins de trente-quatre branches d'activité ; le BDA, qui défend les intérêts des unions patronales et sert d'interlocuteur à cette sorte de contre-lobby qui constituent les syndicats réunis dans le DGB pour la négociation des conventions collectives ; le DIHT, l'organisation coiffant les chambres de commerce et d'industrie au niveau fédéral, et dont la mission de conseiller des instances étatiques est inscrite dans les textes de loi ; enfin, des fédérations représentant des secteurs d'activité comme la banque, l'assurance ou le commerce (2), dont l'influence pèse dans le processus de décision, particulièrement au niveau de l'exécutif puisqu'il n'est pas rare de trouver des ministres ou des fonctionnaires qui sont également membres de l'une de ces fédérations.

Les parlementaires allemands n'échappent pas non plus à cet

chevêtrement des intérêts : à la suite du scandale de l'affaire Flick sur le financement occulte des partis politiques, qui a entraîné en octobre 1984 la démission du président du Bundestag, Rainer Barzel, une loi a été votée pour limiter la possibilité de verser des dessous-de-table.

### Influer sur

#### les commandes publiques

Afin d'accroître encore la transparence, le Bundestag a également décidé d'enquêter sur l'origine des revenus perçus par les députés en plus de leurs indemnités. Un parlementaire sur six a ainsi avoué avoir des liens avec un groupe de pression, quand il n'est pas carrément le chef d'un lobby, comme Friedrich Adolf Jahn (CDU), président de l'Association des propriétaires immobiliers, qui préside également au Bundestag... la commission pour la construction de nouveaux logements !

On comprend mieux, dans ces conditions, comment de grands

groupes allemands ont réussi à promouvoir leurs propres candidats pour les élections au Bundestag. De plus en plus, ces grands groupes tendent d'ailleurs à s'émanciper des fédérations pour faire du lobbying « individuel ». C'est également la stratégie suivie par plusieurs groupes étrangers, parmi lesquels 12,5 % de Français, car la présence d'une représentation à Bonn a un très net avantage : elle permet de devancer les appels d'offres. Or, chaque année, le gouvernement fédéral injecte près de 100 milliards de deutchmarks (plus de 330 milliards de francs) dans l'économie par le biais des commandes publiques, sans compter les subventions et les fonds pour la recherche.

Le même principe prévaut à Bruxelles, où la « troisième vague », celle de l'arrivée des entreprises qui ont succédé aux fédérations professionnelles et aux Länder, continue de déferler. Alors que le lobbying allemand compte parmi les plus anciens

dans la capitale européenne, Manfred Brunner, chef de cabinet de Martin Bangemann — ce dernier ayant été ministre (libéral) de l'économie à Bonn, avant d'être nommé commissaire à Bruxelles — reproche avec sévérité à ses compatriotes de s'être quelque peu « endormis » depuis la réunification. Il leur a même annoncé un réveil brutal s'ils ne faisaient pas davantage d'efforts pour faire prévaloir leur point de vue auprès de la commission. « Le plus tôt possible, dans le processus législatif ».

Un test décisif de la puissance des lobbies allemands devrait avoir lieu dans les mois qui viennent. Le ministère de la défense vient d'annoncer un programme drastique d'économies, mais sans se prononcer définitivement sur le sort du projet de l'avion de chasse européen, le Jager 90, que les Allemands veulent développer avec les Anglais et les Espagnols. De l'autre côté du chef de Deutsche Aero-space (DASA), Jürgen Schremp, Bonn a déjà accepté

de débours 7 milliards de deutchmarks de subsides pour la recherche sur cet avion. Le nouveau représentant de Daimler-Benz à Bonn, Alfons Pawelczyk, député socialiste de longue date et ancien sénateur de Hambourg, qui a également siégé dans le conseil de surveillance de MBB avant la fusion entre les deux géants, va devoir maintenant convaincre ses collègues du bien-fondé, pour l'Allemagne, d'avoir son propre avion.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

(1) La Pratique du lobbying en Allemagne, document en deux tomes publié par le poste « expansion économique » de Francfort au prix de 600 F (HT). A commander directement par téléphone à M<sup>me</sup> Régine Nicolas (19-49-69-71-135).

(2) Les trois « B », comme on appelle les lobbies des agriculteurs, des fonctionnaires et des mineurs (Bauern, Beamten, Bergleute), ont beaucoup de pouvoir parce qu'il n'y a pas de contre-lobby pour leur faire contrepoids.

# ROME

## 890 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.  
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après  
une promenade de la piazza Navona  
aux thermes de Caracalla,  
déguster un cappuccino  
dans le jardin de votre hôtel  
ne vous coûtera pas plus cher que  
votre poids en épingles à nourrice.\*

\* Rome avec Nouvelles Frontières,  
c'est aussi des week-end ou des séjours,  
avion compris, à partir de 1 250 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64



## ESPACE EUROPEEN

## Jeux de rôle autour des fraises dentaires

Pour apprendre l'art difficile de la négociation à douze des étudiants de Sciences politiques simulent les réunions bruxelloises

REVUE DE PRESSE  
Maastricht la douloureuse facture

«Extorsion», titre le *Times* de Londres, le 13 février. Le quotidien britannique s'enflamme, et les autres journaux européens s'inquiètent de «la facture», de «l'addition», du «prix» de Maastricht, les 20 milliards d'euros (1) supplémentaires demandés d'ici à cinq ans par Jacques Delors pour financer le passage de l'actuelle Communauté à la nouvelle Union économique et monétaire. «Après la note, l'addition» («after the binge, the bill»), écrit le *Times*, qui ne voit «aucune justification à une quelconque augmentation des ressources communautaires».

«C'est de l'argent du contribuable européen aspiré dans le tourbillon des dépenses de la CEE», explique, en bonne logique libérale, le *Times*. «L'approche de M. Delors est idéologiquement la même que celle qui avait mené à la fameuse guerre du budget avec Margaret Thatcher (...)», menace le journal londonien. La *Libre Belgique* se «souvient du fameux: «I want my money back» [Je veux qu'on me rende mon argent], de Margaret Thatcher qui a réussi à monopoliser plusieurs sommets européens avant d'obtenir en 1984 un sérieux allègement de la contribution britannique au budget européen». «Après les grands discours, voici l'heure des comptes. (...) Inutile de dire que le débat promet d'être chaud», note le journal bruxellois. «La Communauté a connu ses crises les plus violentes chaque fois que le budget a été mis sur la table». A Londres, l'*Evening Standard* a déjà lancé le cri de guerre: «Pas un penny de plus pour l'Europe».

Le *Times* - toujours - sonne la charge contre M. Delors, «un petit Européen d'une impressionnante vigueur», qui «toujours veut étendre les compétences de sa commission (...)». Loin donc des grands rêves communautaires, la presse entre dans les petits comptes d'apothicaire nationaux du «qui paie quoi et qui reçoit quoi». La *Libre Belgique* note que «la confusion règne» sur ce que la Belgique «retire vraiment du pot communautaire». Confusion qui vient peut-être de ce que l'on a inclus dans la colonne des bénéfices les retombées des institutions européennes à Bruxelles... Le *Soir* écrit calmement que «la Belgique devra payer plus en veillant à dépenser moins» et que «ce qui qu'on en pense, la Belgique est un pays riche». «C'est un scandale», s'exclame le *Financial Times*, que les deux pays avec les plus hauts revenus moyens, le Danemark et le Luxembourg, soient bénéficiaires nets du budget (...).

En Espagne, pays bénéficiaire, la presse reste sobre. El País se contente de comptabiliser les pesetas supplémentaires dont vont bénéficier les régions les plus pauvres du pays, comme celles d'Andalousie, du Portugal ou de Grèce. La République cite le commentaire du commissaire Carlo Ripa di Meana: «Après tant d'années de substantiels avantages financiers, le réveil de l'Italie sera particulièrement amer». Le *Corriere della Sera* pense que le «sacrifice pourrait être compensé par une meilleure utilisation des fonds régionaux distribués par la CEE».

Après avoir crié au scandale, ironisé sur «les plans de cinq ans malgré le décès du communisme», les Anglais posent leurs conditions pour un nouveau budget. «En même temps (...), une réforme de la politique agricole et un système plus équitable de contribution doivent être mis en place», estime le *Financial Times* comme le *Times*. Au milieu de ce qu'il qualifie de «fureur», le *Guardian* tout arrive: «fait preuve d'euro-optimisme. Il est difficile de débattre de ces questions rationnellement en Grande-Bretagne», note le *Guardian*, qui espère qu'à la fin il y aura matière à une discussion calme: après les élections et avant que la Grande-Bretagne ne prenne la présidence.

J.-B. N.

(1) Un sou vaut environ 7 FF.

EN cette fin janvier, la réunion du Conseil des ministres de la CEE s'annonce particulièrement serrée. La négociation doit déboucher sur une directive communautaire (loi européenne) relative au rapprochement des Etats membres en matière de fraises dentaires. La question est d'importance, car le marché européen pourrait bien être envahi par des fraises japonaises beaucoup plus sophistiquées que celles utilisées en Europe de l'Ouest. Il s'agit également d'harmoniser les tests de sécurité afin d'assurer une plus grande fiabilité.

Autour de la table prennent place les ministres des affaires européennes des Douze, flanqués de leurs ambassadeurs permanents auprès de la CEE. Le président du conseil des ministres (Portugal) ouvre les débats: à sa gauche siège le secrétaire général du conseil, qui assure le support administratif des débats tout en conseillant, à mi-voix, le président pour la direction des débats (le secrétariat est également la «mémoire» du conseil): à sa droite se trouve le président des représentants permanents (COREPER) (1) et en face trois membres de la Commission de Bruxelles.

La présidence portugaise ouvre la négociation, qui a déjà donné lieu à plusieurs séances de travail au niveau du COREPER. A tour de rôle, chacune des délégations expose sa position, critique, approuvant, amendement la proposition de directive proposée par la Commission (c'est en effet elle qui possède en droit communautaire l'initiative de la proposition). Chaque note est charpentée, argumentée en fonction des discussions qui ont déjà eu lieu. Il s'agit de cerner les points majeurs de blocage entre les différents pays. Les pays du Sud s'inquiètent notamment du «coût» des modernisations induites par cette directive et souhaitent que des délais et des fonds d'adaptation soient prévus.

La France trouve la définition de la «fraise dentaire» trop imprécise et propose des amendements, tandis que l'Allemagne insiste pour que les tests de sécurité soient renforcés afin de mettre en valeur les risques que ferait courir la «fraise» japonaise, dont la vitesse de rotation est supérieure à celle concernée par le projet de directive. Fidèle à elle-même, la Grande-Bretagne ne voit pas bien l'intérêt de cette directive, mais, par esprit européen, elle se dit prête à faire un effort tout en suggérant une clause de garantie, une sorte d'option qui retienne pour la circonstance. Cette clause de garantie permettrait à un pays de la CEE d'interdire pendant six mois certaines

fraises qui, quoique conformes à la directive européenne, «constitueraient une menace pour la sécurité humaine». Bref, ce serait, pour certains, le meilleur moyen de lutter contre les fraises japonaises dont quelques modèles pourraient échapper au cadre fixé par la directive. Mais les intentions britanniques sont-elles pures?

## Les «ficelles» procédurales

La présidence doit suspendre à plusieurs reprises les travaux afin de chercher, avec la Commission, une base d'accord susceptible de rallier le point de vue du plus grand nombre de pays membres. Pendant ce temps, certaines délégations se rencontrent pour tenter d'harmoniser leurs positions et de présenter ainsi un front plus solide durant la négociation. Les échanges sont parfois animés mais la plus grande politesse est de rigueur. Personne ne peut prendre la parole sans que la présidence, qui fait preuve d'une grande autorité, n'en donne l'autorisation. La Grande-Bretagne semble souffrir particulièrement de cette règle et son représentant n'hésite pas à brandir énergiquement le carton où figure le nom de son pays pour tenter d'obtenir la parole plus souvent qu'à son tour.

Le réalisme de la réunion est saisissant, tant les participants font preuve de sérieux, de conviction, et d'une maîtrise consommée du langage et du droit communautaires. En dehors du cadre de la salle, du mobilier et de certains apartés: «C'est nul votre position sur la clause de garantie!», on s'y croirait... Pourtant, les ministres qui sont là ne sont pas de vrais ministres (pas encore!) et les ambassadeurs n'ont jamais présenté leurs lettres de créance. Il s'agit en effet d'un «jeu de rôle» dans lequel chaque «rôle» est tenu par un étudiant de l'Institut d'études politiques de Paris. Dans un coin de la salle, les deux professeurs, MM. Christian Lequesne et Bruno Vindel, qui animent ce séminaire de troisième année (section Relations internationales) consacré au «processus communautaire de négociation et de décision», restent muets, observant, prenant des notes. Etait sur trois semaines, cet exercice de simulation a conduit chaque étudiant à préparer des notes écrites pour les séances plénières.

Contrairement aux pays anglo-saxons où les «simulations» sont des instruments pédagogiques fréquemment utilisés, la France semble avoir encore prudemment sur cette voie pourtant très riche. Le «cas» étudié a

d'ailleurs déjà été utilisé en Grande-Bretagne pour la formation de fonctionnaires. Après les retouches nécessaires, il a été adapté pour les étudiants de l'IEP. Pour M. Lequesne, chercheur au Centre d'études et de recherche internationales, directeur du séminaire, il s'agit de permettre à ces étudiants de neuf nationalités différentes (2) - la délégation française est composée d'un Suisse, d'une Belge et d'un Tchèque - de faire un apprentissage concret de «toutes les ficelles procédurales» d'une négociation communautaire classique. «Ils comprennent ici des choses que l'on ne pourrait pas leur enseigner dans un cours théorique», explique M. Lequesne. «Ils touchent du doigt le fait que tous les mots sont importants. Au départ, ils avaient tendance à aller trop vite en visant les autres ou en allant trop rapidement leurs cartes», ajoute M. Vindel, qui a travaillé pendant cinq années au Secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI). «Ils apprennent la progressivité», note M. Lequesne, qui y voit un enrichissement «aussi bien pour ceux qui se retrouveront demain au cœur des instances européennes que pour ceux qui travailleront en entreprise» et qui pourront, alors, utiliser leurs connaissances des rouages communautaires.

## Acteurs et spectateurs

Les étudiants semblent, quant à eux, très satisfaits de cet exercice qui donne à une matière plutôt abstraite une densité plus facilement assimilable. Si l'objet de la directive elle-même a plutôt provoqué quelques réticences au début, très rapidement il a été dépassé par le jeu de la négociation elle-même. Un dossier a été remis au départ aux étudiants avec un projet de directive, les éléments de base de la négociation, un guide et une enveloppe confidentielle par pays résumant la situation de l'industrie et du marché national en matière de fraise dentaire. Bien qu'il ait été précisé qu'il n'était pas nécessaire de connaître les «dessous» des fraises pour bien négocier, certains étudiants n'ont pas hésité à aller voir leur dentiste pour obtenir des conseils techniques. Cela leur a permis d'utiliser dans les négociations, à l'appui de leur argumentation, d'astucieuses «expertises».

«Avant de faire cette simulation, on ne voyait pas de façon pratique comment une

négociation pouvait se dérouler», explique Isabelle, tandis que Claude reconnaît que la pédagogie de la négociation a fait son chemin pas à pas: «Au début, nous étions très fermes sur nos positions. Puis, petit à petit, nous avons fait preuve de plus de modération». «C'est excellent pour apprendre à négocier», souligne Christelle, qui estime que cela lui servira de toute façon plus tard, «pour des négociations dans l'entreprise par exemple». «Ces simulations sont très révélatrices du caractère des personnes», relève également Thomas. S'il y a parfois des frictions, l'esprit qui règne est très «européen» (même si tous les étudiants ne sont pas ressortissants de la CEE) et la volonté d'aboutir à un compromis est clairement affichée. «Nous avons envie de déboucher. L'année dernière, ils n'y sont pas parvenus», explique Isabelle. Eve-Marie, qui a déjà fait un stage à la Commission de Bruxelles, l'été dernier, constate, quant à elle, qu'il y a une grande différence entre être acteur et être spectateur: «Cela me paraissait facile là-bas, mais en situation je constate qu'il est difficile de présenter et de défendre sa position. Je pensais que mon stage m'aurait facilité la tâche».

Ces simulations, qui complètent les enseignements théoriques, ont d'autres retombées positives qui dépassent le cadre strict de l'enseignement: la cohésion du groupe et une meilleure connaissance réciproque sont, en effet, grandement facilitées par ce type d'exercice. Chacun doit sortir de sa coquille pour découvrir ses partenaires de négociation. Les a priori sur les autres tombent souvent au cours de ces longues séances de travail. A quand les marathons nocturnes rue Saint-Guillaume, pour se plonger complètement dans l'ambiance de Bruxelles?

PIERRE SERVANT

(1) Le COREPER est le Comité permanent des représentants permanents. Composé de diplomates, ayant rang d'ambassadeur des Douze, il fonctionne comme un organe subsidiaire du conseil des ministres: «Courtois de transmission entre les différentes administrations nationales et l'administration communautaire, le COREPER connaît deux formations: la réunion des représentants permanents adjoints, ou COREPER N.1, en charge de très nombreux dossiers techniques, et la réunion des ambassadeurs permanents, ou COREPER N.2, à qui incombe la préparation, pour le conseil des ministres, des dossiers politiques. Les institutions européennes de Pascal Fontaine et Henri Malosse, Paris.

(2) En dehors de la France, la Russie, l'Italie, la Hollande, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie et la Suisse sont représentés.

## TRIBUNE EUROPÉENNE

## Hors de l'Europe, point de salut!

par Janos Martonyi

VERS quelle Europe allons-nous? Après le sommet de Maastricht, la signature des accords d'association avec la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne, après l'accord sur l'espace économique européen, il n'est plus possible d'ajourner la réponse à certaines questions. Quelles responsabilités la Communauté européenne, ou la future Union européenne, est-elle prête à assumer? Où sont les limites de l'élargissement de la Communauté? Quels sont les critères pour qu'un pays puisse devenir membre à part entière de cette Communauté? Comment les institutions d'une Communauté élargie pourront-elles fonctionner?

Maastricht n'a pas apporté de réponses à toutes ces interrogations. C'est une raison de plus pour essayer d'y remédier rapidement. Mais une doctrine de l'élargissement doit tenir compte de données fondamentales concernant aussi bien les Douze que les pays candidats.

## Un symbole de l'unité

Parmi toutes les institutions européennes mises en place depuis la seconde guerre mondiale, la CEE s'est avérée - et de loin - la plus réussie. La Communauté des Six est ainsi devenue, après plusieurs élargissements, non seulement le moteur principal de l'intégration européenne, mais aussi un symbole de l'unité de l'Europe, incarnant les aspirations des peuples européens dans les Etats membres et dans les pays tiers.

La contrepartie de cette réussite est une responsabilité accrue que la Communauté n'est pas en droit de refuser, car cette réussite est la source d'espérances chez toutes

les nations du Vieux Continent. Il n'y a pas de solution de rechange à la Communauté, construite à travers des décennies d'efforts et de difficultés: il n'y a pas d'autre voie pour répondre aux aspirations des peuples européens qui sont encore en dehors de la Communauté.

La stratégie de la Communauté et de ses Etats membres vis-à-vis des pays candidats doit tenir compte de cette nouvelle responsabilité et doit analyser sérieusement les aspirations fondamentales de chacun de ces candidats.

Quels sont les objectifs des principaux candidats d'Europe centrale? Prenons le cas de la Hongrie. Les aspirations les plus profondes d'un peuple devraient déterminer les orientations de la politique étrangère d'un pays. Ça paraît un lieu commun, mais il n'en a pas été toujours ainsi dans certaines parties de notre continent. Quelle est donc l'ambition fondamentale des Hongrois? Est-ce de devenir une puissance régionale, sur le plan politique voire militaire, afin d'exercer une influence sur ses voisins? Est-ce d'avoir une politique de puissance fondée sur des objectifs nationalistes, ressort traditionnel de l'histoire?

La réponse est claire et nette: non. La Hongrie est un petit pays qui fut tourmenté et déchiré par l'histoire, surtout au cours de ce glorieux et tragique XX<sup>e</sup> siècle, peut-être plus que toute autre nation européenne (même s'il y a, hélas, plusieurs candidats à ce titre). Après avoir subi tant de pertes humaines et autres, nous avons décidé de tourner définitivement cette page de l'histoire, de sortir de la logique de la politique traditionnelle. Ce n'est que par des performances économiques, culturelles, techniques ou scientifiques que la Hongrie peut et veut se dis-

tinguer dans le concert des nations. En même temps, les Hongrois, qui sont un des peuples les plus dispersés du monde, se retrouvent minoritaires dans beaucoup de pays, et sont ainsi très attachés aux droits de l'homme ainsi qu'aux droits des minorités nationales. Ils peuvent devenir porteurs de certaines valeurs humaines fondamentales, comme c'est le cas pour d'autres minorités.

## L'identité de la Mitteleuropa

Quand on constate, avec une profonde tristesse, la renaissance - ou plutôt la recrudescence - d'un nationalisme dangereux et agressif dans la partie orientale de l'Europe et l'existence d'un clivage entre une tendance à l'intégration à l'Ouest et une tendance à la fragmentation à l'Est, il ne faut pas oublier qu'il existe une Europe centrale. Une Mitteleuropa avec une identité distincte, avec des personnalités propres, avec des sentiments et des ambitions profondément européennes. Géographiquement, cette Europe centrale - y compris la Hongrie - se situe à la frontière entre les deux parties de l'Europe, mais politiquement et culturellement, elle s'inscrit totalement dans la tendance à l'intégration et à la construction de l'Europe unie.

Nous aussi, nous aspirons à l'effacement complet des conflits historiques; nous aussi, nous voulons nous intégrer pleinement dans un processus d'unification de l'Europe. Nous aussi, nous avons la ferme intention de devenir membre à part entière d'une communauté économique et politique, d'un système commun de sécurité, élément indispensable à toute intégration efficace.

Moi aussi, comme tant de mes concitoyens de Hongrie, d'Europe centrale et d'Europe tout court, je rêve d'une Europe unie par des valeurs fondamentales communes, d'une Europe des régions où les nations gardent leurs identités historiques, linguistiques et culturelles, mais où les structures politiques et économiques communes ont le pas sur les structures nationales, où les frontières s'effacent progressivement ou deviennent des «pièces cyclables», comme on l'a fait à l'emplacement du mur de Berlin.

Compte tenu de ces aspirations, notre intérêt est que la Communauté actuelle se renforce et que le processus d'intégration économique et politique progresse vers une union politique et également militaire. Nous ne voulons pas que l'élargissement entraîne l'affaiblissement ou la dilution de la Communauté. Sur la base des expériences passées, nous sommes convaincus que l'adhésion à la Communauté de la Mitteleuropa - le cœur de l'Europe - avec ses valeurs historiques, avec ses expériences et ses aspirations, marquerait une nouvelle relance du processus d'intégration et contribuerait à son renforcement.

## Le droit à l'adhésion

Il est urgent d'élaborer une stratégie globale de l'élargissement et de définir une politique sans ambiguïté à l'égard des pays d'Europe centrale et orientale. Il faut tout d'abord esquisser les limites de l'élargissement et en fixer les critères, qui doivent être à la fois politiques et économiques, car on ne peut pas avoir un système démocratique fonctionnant correctement sans une économie de marché où la propriété privée joue un rôle pré-

dominant. Une économie décentralisée, déséquilibrée, et relativement performante, semble être une condition préalable à toute adhésion.

Les critères politiques sont relativement faciles à formuler. Le respect scrupuleux des droits de l'homme et des droits des minorités nationales, non seulement dans les textes mais dans la pratique, doit figurer parmi les priorités, quand on constate ce qui se passe dans certains pays d'Europe. La renonciation à une politique classique de puissance liée à des ambitions nationalistes devrait être une autre condition sine qua non à tout rapprochement avec la Communauté.

La Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne acceptent volontiers ces critères ainsi que des conditions claires. Elles sont même prêtes à apporter leur contribution à leur définition. Une fois ces conditions remplies, elles ont droit à un véritable droit à adhérer, à devenir membre à part entière de la construction européenne. Elles sont en train de faire la preuve de leur maturité politique en établissant entre elles une coopération de plus en plus efficace et de plus en plus efficace, politiquement et économiquement. Ces trois pays ne veulent pas d'un autre stade intermédiaire entre l'association et l'adhésion; ils ne veulent pas passer d'une antichambre à une autre. Leur désir de faire partie de l'Europe qui se construit est trop fort et trop profond pour qu'on puisse l'étouffer avec un ersatz qui d'ailleurs n'existe pas.

► Janos Martonyi, professeur de droit, est secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du gouvernement de Budapest.

## Les liai

Le Monde

ABONNEMENT

BULLETIN D'ABON

Le Monde



## ESPACE EUROPÉEN

BRUXELLES  
STRASBOURG

## Les liaisons orageuses de l'extrême droite

STRASBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

L'immigration et l'insécurité, voilà deux thèmes de prédilection pour les « droites nationales » en Europe, et Jean-Marie Le Pen, député européen, entend, malgré les difficultés de son groupe, les Droites européennes (DR), se servir du Parlement de Strasbourg pour sceller des relations aussi étroites que possible entre les divers mouvements d'extrême droite.

En s'alliant, après les élections européennes de juin 1989, à M. Franz Schönhuber et aux cinq autres Républicains élus à Strasbourg, le président du Front national ne pensait pas que les querelles de l'extrême droite allemande allaient fragiliser le groupe qu'il préside au sein de l'Assemblée de la CEE. Il s'est trouvé malgré lui mêlé aux querelles des Républicains et de l'extrême droite allemande.

Aujourd'hui, le président des Républicains tente d'acquiescer une image « présentable ». Il se dit l'« ami » de M. Le Pen, mais il tient à souligner que son programme est différent, à 50 %, de celui du FN. Il n'est pas, par exemple, favorable au rétablissement de la peine de mort. S'il craint lui aussi l'invasion « purement économique » (des étrangers) – il se déclare partisan du droit d'asile et il estime qu'il y a des choses qu'on ne peut pas dire en Allemagne –, en résumé, il avoue : « Jean-Marie est plus à droite que moi ».

Depuis la chute du mur de Berlin, M. Schönhuber a le regard tourné vers l'Est. Il affirme que les Républicains comptent trente mille adhérents, grâce surtout à l'audience qu'ils recueillent dans l'ex-RDA. Il précise que ce chiffre pourrait être encore plus spectaculaire si

son parti ne se montrait pas vigilant pour écarter « les gens qui ne sont pas respectables ». Mais son ambition ne s'arrête pas aux frontières de l'Allemagne. Selon lui, des Républicains existent en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Ukraine. Il s'est déjà rendu à Moscou et une tournée dans les pays baltes est prévue prochainement.

## La recherche de la respectabilité

Toujours avec la volonté de se débarrasser de son image d'extrême droite, M. Schönhuber se dit convaincu que « l'antisémitisme a été une catastrophe pour l'Allemagne ». « C'est parce que Neubauer (son rival dans le parti) est raciste et antisémite, précise-t-il, qu'il a été exclu des Républicains ». Il rappelle que M. Neubauer a appartenu au NPD (Parti national-démocrate, néo-nazi) et qu'il a approuvé les événements de Hoyaerwerde (1) pour affirmer : « Petrotisme oui, chauvinisme non ».

Le fondateur de la toute récente Ligue allemande pour le peuple et la patrie (créée en octobre 1991) n'est pas moins cruel avec son concurrent : « Moi j'ai appartenu au NPD, dit-il, mais Schönhuber au Parti national-socialiste et il traîne toujours derrière lui son passé nazi. N'a-t-il pas fait partie, ajoute-t-il, de la garde personnelle de Hitler de 1942 à 1945 ? Lui aussi prétend s'être opposé à son ancien ordonnateur parce qu'il voulait transformer les Républicains en un « parti plus moderne et plus modéré ».

En attendant, le Front national est le « parti frère en Europe, un arbre immense à côté duquel pousse la petite plante qu'est encore la Deutsche Liga ». Ses alliés français véhiculent-ils des thèses racistes ? Un sourire aux lèvres, cet

homme jeune (quarante ans) répond sans se démentir : « Je ne connais personne qui considère M. Le Pen comme un raciste. De toute façon, je n'accorde pas beaucoup d'importance à ce que l'on dit sur le Front national mais en revanche, je suis heureux que M. Le Pen ait la confiance du tiers des Français pour résoudre le problème de l'immigration ».

La troisième composante des Droites européennes se limite à un seul homme, M. Karel Dillen (Vlaams Blok). En fait, à lui tout seul, le « président à vie » du Parti nationaliste flamand de Belgique – « C'est mon seul point commun, ironise-t-il, avec Mobutu » – tient entre ses mains l'existence du groupe parlementaire. Aux termes du règlement de l'Assemblée, une formation aussi peu nombreuse que les DR doit être représentée par au moins trois nationalités différentes.

Fort de sa position clé et de l'élection de douze députés et six sénateurs au Parlement belge à l'issue de la consultation de novembre 1991, le fondateur du Vlaams Blok (créé en 1977) veut donner l'image d'un homme déterminé et sûr de lui lorsqu'il affirme qu'il donne la priorité au combat contre la tendance plus ou moins gauchiste de la Volksunie (parti régionaliste flamand) qui va de compromission en compromission, comme sur l'école plurielle et l'avortement, en participant au gouvernement.

Après les élections européennes, M. Dillen a trouvé naturel de s'allier avec les représentants du Front national qui, comme lui, luttent contre « le marxisme, la criminalité et l'immigration ». Il n'hésite pas à proclamer sa volonté de favoriser un plan de « retour des immigrés africains et asiatiques dans leurs pays ». Il relève tout de même une

grande différence entre le nationalisme de M. Le Pen, « fondé sur l'Etat, alors que celui des Flamands est fondé sur l'éthnie ».

M. Dillen a fait cause commune avec M. Schönhuber pour s'opposer à la venue dans le groupe des Droites européennes des quatre élus du Mouvement social italien (MSI). Le président du Vlaams Blok, qui voulait avant tout s'allier avec les Allemands au nom de la « solidarité germanique », a épousé la position du chef de file des Républicains qui est favorable à l'indépendance du Sud Tyrol et estime que le MSI est trop marqué par le fascisme. Aujourd'hui, M. Schönhuber est sur les bancs du groupe des non-inscrits avec... les élus du Mouvement social italien.

## Il y a région et région

La question de l'indépendance des régions crée quelques difficultés à M. Le Pen dans l'hémicycle européen. Déjà, M. Schönhuber lui reproche de ne pas être suffisamment régionaliste et de refuser que Bruxelles soit proclamée « capitale de la Flandre ». Les deux représentants de la Ligue lombarde ont refusé d'adhérer aux DR pour cette raison. M. Yvon Blot (FN) se déclare pourtant en faveur de plus de pouvoirs et d'autonomie des régions françaises. Contradiction ou simples propos de circonstance ? C'est que M. Blot sera aux régionales en compétition avec M. Robert Speller (Alsace d'abord, dissident du FN, qui a épousé les thèses extrêmes des autonomistes alsaciens).

Est-ce la raison pour laquelle il n'est pas envisagé de « structurer internationale » de l'extrême droite européenne en dehors du Parlement de la CEE ? M. Blot estime que peu de choses différencient le

Front national du Vlaams Blok, de la Deutsch Liga, du MSI – « avec qui nous avons de très bons rapports », affirme-t-il – et même de la Ligue lombarde. « Sur les questions essentielles que sont le recours fréquent au référendum, l'immigration et l'insécurité, dit-il, nous sommes entièrement d'accord ».

Le Front national a noué des contacts avec des courants d'extrême-droite en Europe qui ne sont pas représentés à Strasbourg, avec l'association britannique Western Goals, qui regrouperait la droite du parti conservateur, avec le mouvement Agir de Liège, qui a des élus locaux et qui milite pour l'indépendance de la Wallonie. (En revanche, le FN n'aurait aucun lien avec le FN de Belgique qui est pour l'unité du pays et anflamand. Sans doute, s'agit-il de ne pas choquer M. Dillen ?)

Le parti de M. Le Pen est en relation avec le Centre démocrate des Pays-Bas de M. Hans Janmaat, le Parti libéral autrichien de M. Jörg Haider, et compte prendre langue à bref délai avec les Démocrates suisses. M. Blot souligne que les relations ne peuvent s'établir qu'avec des partis ou des mouvements qui se présentent aux élections. « Nous appliquons une rigueur absolue, dit-il d'un ton solennel, pour rejeter tous les fauteurs de trouble qui ne jouent pas le jeu démocratique ». Mais il a comme un regret lorsqu'il évoque la faible percée des idées du Front national dans des pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, qui ont connu naguère la dictature.

MARCEL SCOTTO

(1) En septembre 1991, un foyer de réfugiés tziganes avait été attaqué sous les applaudissements de la population, dans cette petite cité située à la frontière polonaise.

## LIVRES

## ET REVUES

## RELATIONS INTERNATIONALES

De l'Europe des empires et des monarchies à celle de la Révolution française : c'est à ce parcours historique riche en guerres et en conflits divers qu'invite Lucien Bély, professeur d'histoire des relations internationales à Lille-III. En étudiant les soubresauts de l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle en pleine mutation, l'auteur écrit en conclusion : « Des forces nouvelles, spirituelles et matérielles, avaient été suscitées. L'Europe entraînait dans le temps des nationalités. Les nations remplaçaient les princes comme acteurs sur la scène internationale, les ambitions nationales remplaçaient les vues dynastiques. » Un constat que d'aucuns appliqueraient volontiers à l'époque actuelle s'il n'était bien connu que l'histoire ne se répète pas.

« Les relations internationales en Europe, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », de Lucien Bély, Presses universitaires de France (PUF), « Thémis Histoire », 735 pages, 198 francs.

## COMPRENDRE

## L'EUROPE MÉDITERRANÉE

Organisée par une fondation suisse sous l'égide du ministère des affaires étrangères de la République hellénique, une conférence aura lieu à Athènes, du 8 au 12 avril, sur le thème : « L'Europe et la Méditerranée dans la nouvelle situation mondiale ». Cette conférence d'Athènes devrait rassembler plus de mille responsables du monde politique et économique des pays de la Méditerranée, de la mer Noire, de la CEE, et également des Etats-Unis, du Canada et du Japon.

► Fondation du Forum, 31, av. Fitz, CH 1950 Sion. Tél. : 027-23-81-03.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Téléc : 206.808F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la S.A. Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

de « Le Monde »

12, r. M. Groussin

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-3037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-85-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Colonel-Pierre-Arès

75902 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONDIPUB 434 128 F

Téléc : 46-62-72-72 - Société filiale

de la S.A. Le Monde de Médias et Régions Europe SA.

## Le Monde

## TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-00

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

## Budapest, tombeau de Gül-Baba

Un lieu de pèlerinage musulman au cœur de l'Europe

## BUDAPEST

de notre correspondant

En arrivant à Budapest, en septembre 1990, le vice-ministre iranien des affaires étrangères s'est directement rendu sur la tombe de Gül-Baba. Ce petit mausolée, érigé au pied de la Colline des roses, est un des rares vestiges encore intacts de l'occupation ottomane en Hongrie (1526-1686).

Mais le site demeure un endroit sacré pour la plupart des musulmans. Personnage mystérieux, Gül-Baba est entré dans la mythologie du monde arabe il y a quatre siècles et demi. Décédé neuf jours seulement après la conquête de Buda par les Turcs en 1541, Gül-Baba fut consacré patron de la ville par le sultan Soliman II le Grand, qui lui fit construire un mausolée. Depuis, la légende de Gül-Baba n'a fait que s'amplifier. Au point que certains affirment que sa tombe est devenue le troisième lieu de pèlerinage du monde musulman ! Disons plutôt que sa sépulture incarne l'une des dernières bornes de la conquête

musulmane en Europe. Et, à ce titre, Gül-Baba est convoité. Il alimente une intense querelle historique-diplomatique entre les Turcs et les Arabes sur les bords du Danube. Les Turcs réclament la paternité du personnage et veulent construire un centre culturel et une mosquée aux abords de la tombe.

A cela les Arabes opposent un projet d'institut islamique au même endroit. Aux dernières nouvelles, les Turcs seraient en passe d'obtenir gain de cause...

## Le maigre héritage de la présence turque

Quant aux Hongrois, ils se gardent bien de prendre part à ces débats. La tombe de Gül-Baba a beau représenter une curiosité historique, elle n'en demeure pas moins le symbole de cent cinquante ans d'occupation. Nichée dans un recoin tranquille et discret de la ville, la tombe est rarement incluse dans les circuits touristiques officiels de Budapest. Elle est d'ailleurs inaccessible pendant l'hiver, faute de chauffage. Mais Gül-Baba est malgré tout choyé. Il a donné lieu à

une opérette du dix-neuvième siècle diffusée à la télévision il y a trois ans. Avec les quatre bains turcs de la capitale, sa tombe fait partie de la poignée de bâtiments ottomans encore en état. Mis à part la mosquée de la ville de Bècs, dans le sud du pays, et quelques minarets encore debout, partout ailleurs, il ne reste de la présence ottomane que des pans de murs en ruines.

Avec le café et le paprika, la tombe de Gül-Baba incarne le maigre héritage de la présence turque sur le sol hongrois. Quant aux quel-ques deux cents musulmans hongrois, ils n'ont qu'un lointain lien de parenté avec les descendants de Gül-Baba. Originaires de Bosnie, la plupart se sont installés dans le pays après la première guerre mondiale.

Même si Gül-Baba fait indéniablement partie du décor de Budapest, sa figure demeure énigmatique. Souvent décrit comme un « guerrier implacable menant une vie pieuse », il n'a laissé aucune donnée fiable sur ses origines. Certains affirment qu'il descend de la famille du Prophète, et qu'il s'est taillé une réputation en participant

à de nombreuses conquêtes. Un pèlerin des Indes, venu à Budapest au dix-septième siècle, rapporte les rumeurs de l'époque : « Il avait beaucoup erré à travers le monde et, couchant toujours à la belle étoile, il était cependant extrêmement propre, d'où son nom Gül-Baba (le père des roses) ».

Mais, dans les comptes rendus de l'historien attiré du sultan Suliman II, il n'y a aucune trace de Gül-Baba. Le premier récit de sa vie n'a été écrit que cent vingt-cinq ans après sa mort. D'où la conclusion de l'historien hongrois Lajos Fekete : « On est presque obligé d'admettre que Gül-Baba n'avait pas de contemporains, qu'il n'était pas une figure historique, qu'il n'a même peut-être jamais vécu ou du moins qu'il n'a pas vécu sous le nom de Gül-Baba... »

YVES-MICHEL RIOLS

► Tombe de Gül-Baba : rue Turban Utsa, Budapest, 2<sup>e</sup> arrondissement. Ouvert d'avril à septembre.

LES  
ANTILLES  
2 600 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.  
On ne vit que mille fois.

Et après  
la moiteur des sentiers tropicaux,  
siroter un lait de coco,  
face à la mer,  
sur la terrasse de votre Paladien,  
vous coûtera à peine plus cher que  
votre séminaire d'ikebana.\*

\* Les Antilles avec Nouvelles Frontières,  
c'est aussi des séjours ou des circuits,  
avion compris, à partir de 4 105 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES  
FRONTIERES



# POLITIQUE

## La préparation des élections régionales



### Aveyron : socialiste et heureuse !

RODEZ

de notre envoyé spécial

Ses amis s'agitent : « On te plaint beaucoup... » Ses voisins compatissent : « On vous admire de continuer à militer dans ces conditions... » Ses collègues préfèrent souvent, par pudeur, « éviter le sujet... ». Tous se trompent : M<sup>me</sup> Mireille Larrouy n'est pas une militante socialiste honteuse.

Certes, il lui arrive de ressentir des « coups de fatigue » devant l'effet cumulé des affaires calamiteuses, des sondages déprimants et des plaintes corporatistes sur l'air de la « sinistrose ». Mais il en faudrait bien davantage pour démoraliser ce professeur de lettres. Quand on est, comme elle, fille d'instituteurs pérorés de foi laïque, élevée dans le culte de la gauche républicaine, en cet Aveyron très cléricale où l'histoire du socialisme s'est toujours identifiée à une croisade contre tous les conservatismes, on ne peut pas s'offrir le luxe des états d'âme.

M<sup>me</sup> Larrouy est même, au contraire, la preuve vivante qu'il existe encore, dans le paysage politique français, des socialistes heureux !

Quel est donc le secret de cette femme brune et élégante qui vit et milite au cœur de la vieille cité rudoise sans se soucier du qu'en-dira-t-on ? Elle en a un, en effet, qu'elle livre volontiers : « Je ne suis pas déçue, je ne me sens pas atteinte par tout ce que j'entends, tout ce que je vois et tout ce que je lis pour une raison simple : moi, ici, comme les autres socialistes, je suis toujours dans l'opposition et, croyez-moi, cela constitue un facteur dynamisant... »

Car si M<sup>me</sup> Larrouy, de sensibilité « jospiniste », continue de revendiquer hautement son appartenance à la majorité mitterrandienne nationale, elle n'a jamais vécu, localement, que les vicissitudes bien connues de tous les élus locaux mitterrandiens. Membre du conseil municipal de Rodez depuis 1983, cela fait neuf ans qu'elle milite contre la

majorité UDF-RPR locale et, pour elle, ce combat-là occupe nécessairement tous les autres : « Ici, quand on est socialiste, il faut se battre pour obtenir quelque chose, et il y a même des gens qui adhèrent, aujourd'hui, pour des raisons strictement locales. Alors, nous ramons... »

M<sup>me</sup> Larrouy rame quotidiennement à l'assaut de la municipalité que dirige M. Marc Censi, président UDF-PR du conseil régional sortant de Midi-Pyrénées. Elle le fait avec d'autant plus de détermination que le maire de Rodez délaisse sa ville et son département pour conduire la liste de l'opposition en bataille avec celle de M. Lionel Jospin en Haute-Garonne et que M. Censi, pour parvenir à ses fins politiques, utilise, à ses yeux, des moyens contestables.

#### Montagne ou Machiavel ?

M<sup>me</sup> Larrouy a lu, par exemple, dans le *Monde* daté 5-6 janvier, que M. Censi pouvait apparaître, ailleurs qu'à Rodez, comme « un humaniste égaré en politique », disciple de Montaigne, amateur de poésie et de théâtre, bref, le contraire d'un homme politique... Cela l'horripile et elle vient à la faire savoir au nom de la minorité socialiste du conseil municipal. Elle veut témoigner, au contraire, du comportement « de plus en plus autoritaire » de son maire. « M. Censi supporte de plus en plus mal les débats contradictoires. Quand, en septembre dernier, il a déclaré dans le journal que « le socialisme, c'est un vrai cancer, c'est la lèpre », j'ai pris la parole pour lui demander, en conseil, s'il avait l'intention de distribuer à tous les socialistes de Rodez des clochettes, comme on le faisait au Moyen Âge, pour mettre en garde la population contre le passage des lépreux... En bien, il ne m'a pas laissé finir sa déclaration, il m'a coupé la parole... »

Elle s'insurge qu'on puisse traîner d'un inoffensif Montaigne : « Son personnage, c'est Machiavel ! » Vieilles coupures de presse en main, elle rappelle

comment, aux élections municipales de mars 1983, M. Censi dévina de la municipalité, en constituant contre lui sa propre liste, le maire sortant de Rodez, M. Roland Boecary-Monsservin, l'ancien sénateur républicain indépendant auquel il devait pourtant son ascension politique et qui le dépeignait déjà comme « un tout petit jeune ambitieux ». « Ce n'est, dit-elle, qu'un florentin ! »

Elle supporte encore moins l'image d'homme « passionné d'art et de littérature » que M. Censi, en quête d'image derrière son suzerain régional, le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis, aime à donner de lui par l'intermédiaire d'une agence parisienne de marketing politique, selon laquelle les Ruthénois doivent à leur maire deux œuvres théâtrales, Antoine Collinet, compagnon bâtisseur et Guilhem de Peire sur les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle. En tant qu'administratrice de la Maison des jeunes et de la culture, en quête, elle, de subventions moins équivoques, M<sup>me</sup> Larrouy trouve que son maire en fait un peu trop : « Le fait est que M. Censi est à l'origine des scénarios, mais tout le monde sait à Rodez, ainsi que l'indiquent les programmes officiels, que tous les textes sont du fondateur de la Compagnie des comédiens du Chariot, Paul Astruc, et, surtout, que ces spectacles coûtent des fortunes à la ville... »

C'est ainsi qu'en Aveyron le statut d'opposant minoritaire entretient les convictions socialistes et procure même un certain plaisir aux militants qui en jouissent...

De là à en conclure que tous les socialistes français retrouveraient spontanément les joies du militantisme si le PS perdait toute majorité dans le pays il y a un pas que M<sup>me</sup> Larrouy, en tant qu'enseignante, se refuse à franchir : « Je n'aimerais pas changer de ministre parce que je préfère Lionel Jospin... » Imparable !

ALAIN ROLLAT

### M. Fabius : « Il faut y aller »

LILLE

de notre correspondant

Pour son premier déplacement en province depuis qu'il a accédé aux fonctions de premier secrétaire du Parti socialiste, M. Laurent Fabius avait choisi de venir dans le Nord. Répondant à l'invitation de MM. Bernard Derosier, député, maire d'Hellemmes, et Claude Durand, député, maire de Lomme, pour une double fête de l'unité, il a fait, samedi 15 février, le détour par le beffroi de Lille pour venir saluer M. Pierre Mauroy, qui, il y a quelques semaines, lui a passé le relais. « On a besoin de rassemblement, a-t-il déclaré, en écho aux propos du maire de Lille. C'est l'esprit dans lequel je vais travailler. Nous allons en avoir besoin. Nous avons en effet connu situation plus facile. » Il reste trente-cinq jours... et trente-cinq nuits, a-t-il commenté. Le mot d'ordre est celui-ci : il faut y aller. Nous allons mener une campagne qui ne soit pas tapageuse, mais une campagne puissante, haletante, une campagne de terrain.

Cinq mille réunions sont prévues dans l'ensemble du pays. Le premier secrétaire fera lui-même quatorze déplacements en province. L'objectif n'est pas de convaincre « nos adversaires », mais d'arriver « à faire en sorte que ceux qui dans le passé nous ont fait confiance retrouvent le chemin qui est le nôtre ». M. Fabius leur propose trois bonnes raisons de voter pour les socialistes et la majorité présidentielle.

La première est qu'il vaut mieux voter, s'agissant d'élections qui traduisent la politique de décentralisation, « pour ceux qui ont voulu et mis en œuvre cette décentralisation plutôt que pour ceux qui l'ont combattue ». La seconde est la volonté « d'être, dans des élections de la vie quotidienne, du côté de ceux qui veulent les réformes plutôt que du côté des conservateurs ». « Oui, les socialistes sont bien les réformateurs », ajoute le premier secrétaire du PS, en mettant en avant le bilan des dix dernières années : le droit à la retraite à soixante ans, « auquel on ne touchera pas », le RMI, les loirs Auroux, la libération des ondes...

Enfin, troisième « bonne raison » invoquée par M. Fabius, le fait que « sur le plan politique, quel qu'on vous en dise, le choix sera entre deux grands blocs, d'un côté : l'alliance de la droite et parfois de l'extrême droite, de l'autre, une majorité de progrès ».

JEAN-RENÉ LORE

### Nord : le retour de M. Chauvierre

LILLE

de notre correspondant

Challenger de M. Pierre Mauroy à la mairie de Lille en 1983, M. Bruno Chauvierre a annoncé, samedi 15 février, qu'il figurerait sur une liste « Opposition nouvelle génération ». Cet ancien secrétaire départemental du RPR, passé au Front national en 1986 - le temps de se faire élire député et conseiller régional - avant de déserter les rangs des amis de Jean-Marie Le Pen, s'était fait discret depuis 1988. Un accord, semble-t-il, avait alors été passé entre M. Chauvierre et les instances du RPR. On lui permettait de reprendre sa carte au parti gaulliste à condition qu'il ne se représente pas dans le Nord.

Mais il semble que chacun entendait l'accord à sa façon. M. Chauvierre, qui se réclame toujours de la filiation gaulliste, n'a-t-il pas trouvé terre d'accueil à son goût dans la région parisienne ? Toujours est-il qu'il réapparaît dans le Nord à la grande surprise des instances départementales du RPR. Il figurera sur une liste conduite par M. Jean-Claude Prudhomme, conseiller régional sortant, en délicatesse lui aussi avec le

RPR (il en avait quitté le groupe au sein de l'assemblée régionale), et qui, à défaut de pouvoir se présenter sous le drapeau du « Forum républicain » d'Alain Carignon, maire de Grenoble, arbore celui d'« Opposition nouvelle génération ». La liste intègre également M. Olivier Marlière, RPR, éphémère successeur du sénateur Pierre Carous à la mairie de Valenciennes, balayé en 1989 par M. Jean-Louis Borloo, ainsi qu'un ancien du CID-UNATI, M. André Herin, leader de l'Action régionale de défense des contribuables et entreprises.

« C'est un choix politique », affirme M. Chauvierre, « on est en train d'en finir avec le socialisme dans cette région. Il y faut de la détermination ». Se considérant comme le représentant de la « vraie droite », M. Chauvierre entend s'inscrire dans « l'espace considérable » qu'il découvre « entre les deux listes centristes, celle de Jacques Legendre (NDR : la liste de l'opposition UDF-RPR) et celle de Jean-Louis Borloo, et la liste d'extrême droite du Front national ».

J.-R. L.

### Hérault : conflits à droite au PS et au FN

MONTPELLIER

de notre correspondant

Déjà onze listes. Leur kaléidoscope illustre la fragmentation des forces politiques dans l'Hérault. Les dissensions secouent le RPR, le PS, et, à la marge, le Front national. La liste de la majorité régionale, que chapeaute M. Jacques Blanc (UDF-PR), président du conseil régional, et que mènent côte-à-côte dans l'Hérault le maire CDS de Sète, M. Yves Marchand, et le député et maire RPR de La Grande-Motte, M. René Couvineh, part avec un handicap : elle n'a pas l'aval officiel de l'UFF.

Sur cette liste, M. Alain Juppé tenait à placer en bonne position l'un de ses protégés, M. Jean-Pierre Grand, maire de Castelnau-le-Lez. Mais ce remuant élu, collaborateur de M. Jacques Chaban-Delmas à l'Assemblée nationale, est en conflit permanent avec M. Couvineh. En outre, le maire de

Lattes, M. Michel Vaillant (UDF-PR), vigoureux opposant, au sein du district de Montpellier, de M. Georges Frêche (PS), maire de Montpellier, reproche à M. Grand des positions à ses yeux trop accommodantes avec la bête noire de la droite locale : « Ce sera, avait-il averti, lui ou moi ! ».

Enfin, le maire de Castelnau-le-Lez, qui assume le refus de l'alliance de son parti avec le Front national, n'est pas jugé « sûr » en cas d'élections serrées à la présidence ou d'une reconduction de la majorité RPR-UDF-FN par des sortants qui ont tous avoué et pratiqué l'alliance avec l'extrême droite. Il a donc dédaigné l'incertainne nouvelle place qui lui était offerte du bout des lèvres et a préféré lancer sa propre liste sous les couleurs du Rassemblement pour la région, le RPR. Entre le RPR de M. Blanc et celui de M. Grand, les instances parisiennes de l'UFF n'ont pas osé trancher.

### « Une liste faite pour perdre ! »

Indirectement présent dans le conflit interne à la majorité régionale, M. Frêche se trouve, en revanche, au cœur des dissensions qui agitent les socialistes héraultais. Patron de facto de la fédération, au nom de la motion Jospin, M. Frêche a fait savoir qu'il ne mènerait pas la liste du PS. Il a fait appel, pour conduire la liste à sa place, à M. Claude Allegre, géophysicien, conseiller spécial de Lionel Jospin, qui a des attaches départementales. Puis il lui a composé sa liste : pour l'essentiel, des « fréchistes » bon teint, conseillers municipaux de Montpellier, et même un opposant interne au maire socialiste, de Béziers, M. Alain Barrat. Aucun ténor fabiusien.

« Une liste faite pour perdre ! », ont accusé les amis héraultais de M. Laurent Fabius. Saisi par leurs soins, le bureau national du PS a refait la liste socialiste, plaçant, cette fois, parmi les éligibles les deux conseillers fabusiens sortants relégués par M. Frêche à des places indignes : M<sup>me</sup> Gilberte Vignat et M. Claude Barrat, maire de Lunel. M. Frêche réclame ce « dilemme parisien ». Son intention serait de n'en tenir aucun compte et d'imposer sa liste, à la fureur des fabusiens. Certains d'entre eux ont même agité la menace d'une liste concurrente.

Autre déçu de la liste socialiste, M. Patrick Geneste (MRG), adjoint de M. Frêche, directeur de l'École nationale supérieure de chimie de Montpellier. Écarté lui aussi de la liste socialiste, il est sur le point de lancer une liste tripartite MRG-Association des démocrates-France unie.

Dernière dissension : celle d'anciens du Front national ayant pris quelques distances avec leur parti. Leur liste, « Renaissance », est menée par MM. Jean-Pierre Hollender, conseiller municipal de La Grande-Motte, écrivain et éditeur, et Max Cabantous, maître assistant à l'université Paul-Valéry. Ils reprochent à M. Jean-Claude Marincoz, qui anime la campagne du Front national, de manquer de « sérieux » et à ses colistiers d'être des « ratés de la vie civile ».

GILLES PARIS

### Valéry Giscard d'Estaing

Suite de la première page

Une fameuse campagne de préaux, en vérité, que ces élections de 1986. Les poulxistes, au faite de leur gloire, menaient la vie dure au maire de Varennes-sur-Morge, qui restait pourtant impassible devant les chahuts et les promesses de défection, forçant l'admiration de tous, pour la bonne raison qu'il était revenu sourd des tranchées de la guerre de 1914-1918...

M. Valéry Giscard d'Estaing a l'oreille fine mais le style de M. Charrasse ne lui dit rien qui vaille. Aux supporters qui viennent s'assurer de visu que ses attaques « indignes » laissent leur grand homme de marbre, ce dernier répond que le comique auvergnat Fernand Raynaud lui-même, « qui s'y connaît », lui avait dit un jour, bien avant de se fesser en voiture sur le mur du cimetière de la commune voisine du Cheix-sur-Morge, que « la vulgarité, ça ne plaît jamais longtemps ».

Le président laisse donc pour l'instant ses vice-présidents s'indigner sur commande, dans la *Montagne*, « des attaques personnelles de Michel Charrasse qui visent à diviser les Auvergnats et qui, par le langage employé, dégradent et soustraient l'image de l'Auvergne ». Le président ne fera pas, contrairement à son adversaire, de « politique », puisque ça n'est pas de saison. Le président ne parlera que de la région.

Soumis à la règle du cumul de mandats, en 1989, après les élections européennes, M. Giscard d'Estaing, tout à ses préoccupations strasbourgeoises, avait abandonné à la surprise générale le Palais-Bourbon au profit de l'hôtel auvergnat, sis à Chamalières, ravi aux socialistes trois ans auparavant. Si les élections de mars prochain lui sont favorables, tout porte à croire qu'il le conserverait «-re s'il devait revenir un jour à l'Assemblée nationale.

« L'Auvergne, c'est une image plutôt sympathique. Ça fait pas prétentieux. Ça fait enraciné. Il doit penser que c'est bon pour son personnage », assure un de ses amis de l'UDF qui assistera en spectateur à la mi-ère régionale.

En 1986, en pleine vague libérale, M. Giscard d'Estaing avait emporté sans trop forcer son talent. Six ans plus tard, les socialistes semblent à nouveau trop affaiblis pour pouvoir l'inquiéter. L'entrée en scène, en forme de tango, de M. Michel Charrasse ajoutera certes une saveur inédite aux élections régionales dans le département du Puy-de-Dôme. Mais le ministre délégué chargé du budget n'a pas su ranger tous les socialistes derrière lui. En butte aux critiques de la fédération de Haute-Loire hostile à ses choix pour la composition de la liste départementale, M. Charrasse, fort de l'arbitrage en sa faveur du bureau exécutif du Parti socialiste, en est réduit à brandir la menace, fort peu mobilisatrice, de l'exclusion pour tenter de faire rentrer tout ce petit monde dans le rang.

Solidement campé sur les deux bastions de la droite que sont le Cantal et la Haute-Loire, M. Giscard d'Estaing était aux prises avec de semblables divisions dans l'Allier. Devant la perspective d'autres échecs électoraux, les deux vice-présidents du conseil général, MM. Jean Gravier et Bernard Le Provost, qui souhaitaient voler de leurs propres ailes, ont finalement décidé sagement de s'abstenir. Seul M. Hector Rolland, ancien député gaulliste et ancien maire de Moulins, fait encore, à quatre-vingts ans passés, la sourde oreille aux appels pressants à l'union. Sa candidature amuse pour l'instant plus qu'elle n'inquiète. Il y a d'autant moins péril en la demeure du président de l'UDF que les experts bourbonnais assurent que la liste du rattachement chassera plus sur les terres du Front

national que sur celles du RPR et de l'UDF.

Il faut croire qu'à droite ces élections rapprochent aussi les hommes puisqu'elles ont donné l'occasion au président de région de visiter pour la première fois, à Moulins, dans l'hôtel du président du conseil général de l'Allier, le sénateur centriste Jean Cluzel, qui y avait reçu longtemps auparavant M. François Mitterrand. M. Giscard d'Estaing et M. Cluzel, qui siège depuis décembre, à l'Académie des sciences

morales et politiques, au fauteuil occupé en son temps par Jacques Bardoux, le grand-père de l'ancien chef de l'Etat, étaient en froid ; les voici maintenant, officiellement, au mieux.

L'Auvergne, place forte de la Giscardie, n'est pourtant pas une forteresse inexpugnable. Ici comme ailleurs, la droite aura bien du mal à obtenir une majorité conforme à ses vœux. Ce qui procure à M. Charrasse une autre saveur de critiques. Le maire de Puy-Guillaume somme

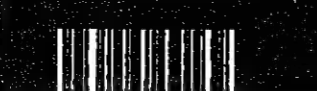
# paru:

### Le répertoire de l'administration française 1992

50ème édition  
10 000 noms des principaux responsables  
avec leurs fonctions  
et leurs coordonnées  
8 000 services publics  
Format 13,5 X 21 cm  
coussu, broché  
430 pages, 170 F  
le lot de 5 exemplaires, 700 F

29, quai Voltaire 75007 Paris  
Tél. 40 15 70 00  
3615 / 3616 DocTel

La documentation Française





# POLITIQUE

## Deux cantonales partielles

### Le candidat du Front national arrive en tête du ballottage à Nice

NICE

de son correspondant régional

Une abstention massive (55,1 %) a marqué le premier tour de l'élection organisée, dimanche 16 février, dans le 14<sup>e</sup> canton de Nice pour le remplacement d'Antoine Martin (UDF), conseiller général, décédé le 2 décembre 1991. Il y a eu 3 459 votants, soit moins qu'en 1985, ce qui rend difficile la comparaison entre les deux scrutins. Ce taux d'abstention était prévisible, le canton appartenant à la zone renouvelable les 11 et 20 mars prochains.

Comme d'habitude également prévisible, le candidat du Front national, M. Jacques Peyrat, arrive en tête du ballottage. Avec 37,96 % des suffrages exprimés, il améliore de 7,94 points son résultat du premier tour de 1985. Toutefois, la « déferlante » qu'il appelait de ses vœux s'est produite et, bien que l'électorat d'extrême droite soit, généralement,

plus motivé que celui des autres partis, il lui manque 580 voix pour rapporter à son tour d'il y a six ans.

La droite n'a souffert de sa division. Si l'on tient compte des 4,66 % des suffrages exprimés obtenus par M. Eric-Antoine Martin (div. d.), petit-fils du conseiller général décédé, qui défendait l'héritage de son grand-père, elle améliore en effet ses résultats de 2,55 points (35,54 % à 32,99 %). M. Murcia (UDF-PR), conseiller municipal de Nice, emporte 22,55 % des voix d'avance la primaire qui l'opposait à M. Giamarchi, secrétaire départemental du RPR, qui était venu soutenir M. Charles Pasqua. Bien qu'elle n'ait pas franchi la barre des 10 % des inscrits, la loi lui permet de maintenir au second tour. Cette liste sociale, qui s'est tement démarquée de M. Jacques Médéric, ancien maire (CNI) à Nice, tout en prenant des positions ambiguës contre le Front national, paraît plus à même que M. Giamarchi de rallier sur son nom les suffrages d'une partie de l'électorat gauche. Le candidat UDF, M. Cureau, conseiller municipal de Nice, perd 9,75 points. Il ne recueille qu'un tiers des voix qui s'étaient portées, en 1985, sur M. Pinto, qui soutenait, dans cette partielle, le candidat communiste. Le PC résiste moins mal, mais il ne recueille que moins de la moitié des voix et perd 2,58 points.

Les résultats du premier tour : inscr., 15 812 ; vot., 5 719 ; abst., 63,83 % ; suffr. expr., 36,17 %. M. Jacques Peyrat, FN, anc. dép., cons. mun., 2 115 voix (37,96 %) ; M. Marie-Jeanne Murcia, UDF-PR, 1 581 voix (27,82 %) ; M. Richard Giamarchi, RPR, 1 506 voix (26,30 %) ; Paul Cureau, PS, 1 506 voix (26,30 %) ; Jacques Tiberi, PC, 419 (7,32 %) ; Simon Bihari, div. d., 317 (5,54 %) ; Eric-Antoine Martin, div. d., 260 (4,66 %) ; Guy Cerdà, div., 65 (1,16 %). Il y a ballottage.

Les résultats du 2<sup>e</sup> tour : inscr., 15 812 ; vot., 5 719 ; abst., 63,83 % ; suffr. expr., 36,17 %. M. Jacques Peyrat, FN, 3 336 voix (58,36 %) ; M. Marie-Jeanne Murcia, UDF-PR, 1 862 (32,59 %) ; M. Richard Giamarchi, RPR, 1 081 (18,94 %) ; Paul Cureau, PS, 1 081 (18,94 %) ; Jacques Tiberi, PC, 227 (3,97 %) ; Didier Ristori, div. d., 196 (3,43 %).

Deuxième tour : inscr., 15 812 ; vot., 5 719 ; abst., 63,83 % ; suffr. expr., 36,17 %. M. Jacques Peyrat, FN, 3 336 voix (58,36 %) ; M. Marie-Jeanne Murcia, UDF-PR, 1 862 (32,59 %) ; M. Richard Giamarchi, RPR, 1 081 (18,94 %) ; Paul Cureau, PS, 1 081 (18,94 %) ; Jacques Tiberi, PC, 227 (3,97 %) ; Didier Ristori, div. d., 196 (3,43 %).

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ÉCO. ET TECHNIQUES MANAGERIALES

DEPUIS 1964

UNIVERSITÉ D'ÉCONOMIE ET DE GESTION

**SCIENCE ÉCO.**

1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années

TOUTES ÉPREUVES

Enseignements annuels de soutien aux universités cours du soir

**CONFIRMÉS**

45 85 59 35 + 42 24 10 12

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Invité de « 7 sur 7 »

### M. Pasqua définit les critères d'une « cohabitation loyale »

Invité de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, dimanche 16 février, M. Charles Pasqua, président du groupe UDF au Sénat, a estimé qu'une nouvelle cohabitation entre M. François Mitterrand et une majorité de droite après élections législatives ne devrait pas s'effectuer « dans n'importe quelle condition ». Il faudrait « poser les règles », a-t-il dit le président du conseil général des Hauts-de-Seine, car la première expérience, en 1986 et 1988, était « un peu tor-

gouverner par ordonnance » et il faut qu'il « donne l'accord » modification de l'article 11 de la Constitution permettant au gouvernement de saisir les Français « la voie du référendum ». Cette dernière prérogative appartient, actuellement, au président de la République « sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions (parlementaires) » sur proposition conjointe des deux assemblées.

M. Pasqua a réaffirmé que la droite parlementaire n'avait « pas l'intention de gouverner les régions et les départements » le Front national. Parant du programme du parti d'extrême droite, il a déclaré : « Cette politique a déjà été appliquée ailleurs. Elle porte un nom : l'apartheid ».

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

### M. Séguin renouvelle sa condamnation des accords de Maastricht

M. Philippe Séguin, ancien ministre, député RPR, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 16 février, les raisons pour lesquelles il s'oppose aux accords de Maastricht : « Je ne suis pas un spécialiste actuellement le sentiment européen des gens pour leur faire avaler des choses qui, si elles étaient expliquées, seraient refusées. Je pense que je suis majoritaire dans ce pays. On est en train de vendre une marchandise qui n'a rien à voir avec la réalité. Je suis de ceux qui pensent que les soldats français ne peuvent être engagés si la majorité des Français n'est pas convaincue. Les accords de Maastricht ont pour conséquence de rogner les attributs essentiels de la souveraineté : même d'évacuer complètement la prérogative monétaire de l'Etat. Nation et démocratie vont de pair. La meilleure preuve est que depuis l'Europe se construit, on n'arrive pas à parler de déficit démocratique. Un ensemble multinational ne peut pas être le siège d'une démocratie véritablement organisée ».

Interrogé sur les conditions d'une éventuelle nouvelle cohabitation en 1993, l'ancien ministre du gouvernement Chirac a affirmé que « si l'opposition devient majoritaire, elle devra refuser que le président de la République, au mépris de l'esprit de la Constitution, empêche le gouvernement d'avoir les moyens de gouverner, comme il l'avait fait le 14 juillet 1986 en refusant de signer les ordonnances ». Il a ajouté : « Il y a une différence entre le président de la République qui, auparavant, par une réforme du mode de scrutin, a déposé une majorité. Certains dans l'opposition considéreraient qu'il s'agit d'un casus belli ».

Le maire d'Epinal a rappelé qu'avant la ratification, une réforme constitutionnelle est nécessaire pour mettre la Constitution en conformité avec les accords. « A moment-là, a-t-il souligné, on ne pourra plus dissimuler que les Français la réalité. Le plus scandaleux, c'est l'absence de réelle information, et si les accords historiques, qu'on

### Un CDS succède à un CDS dans les Hautes-Pyrénées

HAUTES-PYRÉNÉES : canton de Galan (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 2 178 ; vot., 1 595 ; abst., 26,76 % ; suffr. expr., 72,81 %. M. André Lapeyre, UDF-CDS, m., 641 voix (40,82 %) ; M. Jean-Pierre Degout, PS, 263 (16,36 %) ; M. Claude Gays, MRG, m., de Montrastuc, 532 (33,63 %).

M. André Lapeyre (UDF-CDS), qui avait mené son élection au premier tour de 9 voix, aura dû attendre le second pour succéder à Louis Larrieu (UDF-CDS), décédé le 14 décembre dernier.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 2 178 ; vot., 1 595 ; abst., 26,76 % ; suffr. expr., 72,81 %. M. Lapeyre, 641 voix (40,82 %) ; M. Degout, 263 (16,36 %) ; M. Gays, 532 (33,63 %).

Conseiller général depuis 1970, Louis Larrieu avait été réélu au premier tour des cantonales de septembre 1988 par 854 voix (53,14 %), contre 428 (26,63 %) à M. Jean-Pierre Degout, PS, 263 (16,36 %) ; M. Claude Gays, MRG, 532 (33,63 %).

### Une municipale partielle

CHARENTE-MARITIME : La Tremblaye (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 1 414 ; vot., 1 473 ; abst., 27,56 % ; suffr. expr., 72,81 %. M. Jean-Pierre Talieu (div. d.), 1 160 voix (79,49 %) ; 30 sièges ; liste conduite par M. Paul Gras (RPR), maire, 664 (27,47 %) ; 3 sièges ; liste conduite par M. François Patissier (div. g.), 593 (24,53 %), 3 sièges.

[La liste de M. Paul Gras, RPR, maire sortant, a été nettement battue par la liste conduite par M. Jean-Pierre Talieu, div. d., sur laquelle figuraient la plupart des conseillers municipaux qui étaient demeurés à leur poste à la suite de la découverte par la police judiciaire d'un fichier informatique des habitants de la commune. M. Gras a demandé l'annulation du premier tour en raison de la diffusion de tracts à la veille du scrutin.]

Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 1 414 ; vot., 1 473 ; abst., 27,56 % ; suffr. expr., 72,81 %. M. Jean-Pierre Talieu, div. d., 1 160 voix (79,49 %) ; M. Paul Gras, RPR, 664 (27,47 %) ; M. François Patissier, div. g., 593 (24,53 %).

En 1989, le premier tour avait donné les résultats suivants : inscr., 1 307 ; vot., 1 307 ; abst., 0 % ; suffr. expr., 100 %. M. Jean-Pierre Talieu, div. d., 1 307 voix (100 %) ; M. Paul Gras, RPR, 0 voix (0 %).

### EN BREF

■ M. Tapie demande la démission de M. Gaudin. — M. Daniel Tapie, député non inscrit des Bouches-du-Rhône, chef de file de la majorité présidentielle aux élections régionales de ce département, a estimé, lundi 17 février, sur Europe 1, que M. Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, devait se démettre de ses fonctions après l'incarcération de son ancien directeur du cabinet, M. Charles Bertrand, inculpé pour complicité de trafic d'influence. « Il n'y a pas un pays au monde où il n'aurait été démissionné », a-t-il dit, « à ajouter : « Cela ne ferait que mal à la droite. Il faudrait mieux qu'ils mettent un autre type. Il y en a plein qui ne sont pas mal à droite à Marseille ».

■ M. Jean-François Pons, député socialiste du secrétariat général du groupe RPR au Sénat, a demandé sa démission, jeudi 13 février, son poste de secrétaire général du groupe RPR du Sénat, qu'il occupait depuis 1983. Conseiller régional RPR d'Ile-de-France depuis 1986, conseiller municipal à Bois-Colombes après avoir été le maire de 1983 à 1989, M. Pons a pris cette décision en apprenant qu'il figurait plus que le RPR-UDF-Hauts-de-Seine, conduite par M. Charles Pasqua, président du groupe UDF au Sénat, aux élections régionales.

■ M. François Bayrou : « Tournier la page ». — Estimant que la France vit « un processus de décomposition de l'Etat » que le Parti socialiste est en voie « d'autodissolution », M. François Bayrou a réclamé, dimanche 16 février sur Radio 1, « de nouvelles élections fondamentales », c'est-à-dire législatives et présidentielles. « Le régime dans lequel nous sommes », l'UDF, est atteint de gangrène et quand la gangrène flappe, il y a deux médicaments : l'amputation et le rétablis-

sement de la circulation sanguine. Il faut tourner la page et il n'y a qu'un moyen, c'est dans les urnes ».

■ M. Guy Hermier appelle à un « renouveau » de la gauche. — M. Guy Hermier, membre « fondateur » du bureau politique du Parti communiste, a appelé de ses vœux, dimanche 16 février, lors de l'émission Forum RMC-L'Express, un « renouveau » de la gauche. « La gauche française » face « à la dérive à droite à laquelle assistons ». Le candidat du PC aux élections régionales de Bouches-du-Rhône a jugé « essentiel que commence à se reconstruire, à se construire, un bas » un « rassemblement » regroupant des communistes et, au-delà des communistes, des forces qui n'ont pas abdiqué les valeurs « le combat de la gauche ». Il a précisé que, « cette année ses « convictions » dans sa « poche », il mènerait campagne « avec les communistes, dans la diversité de ce que nous sommes ».

■ M. Juppé l'hypothèse d'une nouvelle cohabitation. — Devant une assistance hostile à son idée, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a défendu, samedi 15 février à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), l'hypothèse d'une nouvelle cohabitation « cas » victoire de l'opposition RPR-UDF aux législatives. « Mais tout cela est très difficile, dit-il, car il y a une grande utilité d'organiser une élection partielle dans un secteur particulièrement sensible aux tensions de M. Jean-Marie Le Pen ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de l'exercice 1991 par le groupe Alcatel Alsthom s'élève à 159,9 milliards de francs à comparer à 144,1 milliards de francs en 1990.

Il progresse de 11 %, dont 7 % de croissance interne, par rapport à l'exercice précédent.

### Forte progression de l'activité en 1991

La répartition du chiffre d'affaires, par secteur d'activité, est la suivante :

(en millions de francs)	1991	1990
Télécommunications, Communication d'entreprise, (1)	109.684	93.143
Énergie et transport (2)	25.887	22.235
Ingénierie électrique	15.924	15.272
Accumulateurs	3.482	5.360
Activités diverses	6.925	10.431
Cessions (2.002)	(2.002)	(2.388)
<b>TOTAL</b>	<b>159.900</b>	<b>144.053</b>

(1) Dont en 1991, Systèmes : 40 %, Câbles : 27 %, Communication d'entreprise : 13 %, Radiocommunication Espace Défense : 11 %, Autres : 9 %.

(2) Chiffre d'affaires du groupe Alcatel Alsthom par intégration proportionnelle à 50 %.

Les prises de commandes de l'exercice 1991 s'élèvent à 167,6 milliards de francs et sont supérieures de 7,7 milliards de francs au chiffre d'affaires de l'exercice. Elles marquent une augmentation de 7 % par rapport aux commandes de 1990 d'un montant de 156,7 milliards de francs. L'enregistrement des commandes a été particulièrement élevé au cours des trois derniers mois de 1991.

A fin décembre 1991, le carnet de commandes augmente de 14 % par rapport à celui du 31 décembre 1990 et atteint 140 milliards de francs.

Ainsi, grâce à la croissance interne et aux acquisitions de l'exercice, le Groupe augmente ses parts de marché dans ses activités principales, en particulier les télécommunications et la production d'énergie.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT : MINITEL : 36.16 Code CUFF

• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

### M. Cresson : M. Le Pen est un « formidable imposteur »

M<sup>me</sup> Edith Cresson déclare au sujet des Jeux olympiques, dans un entretien publié le 16 février sur le Journal du dimanche, que « les Français ont besoin de compétition, ils ont besoin de gagner ». « Ils ont peu d'occasions, explique-t-elle, de qu'ils peuvent être les meilleurs. Tant mieux si le sport leur permet d'en prendre conscience ! Ces succès-là, au moins, peuvent pas être cachés ».

Pour M<sup>me</sup> Cresson, il faut expliquer « l'insalubrité » de M. Jean-Marie Le Pen « véritablement » : un « formidable imposteur ». « Son vrai programme, dit-elle, c'est la xénophobie, le racisme. Il utilise le vieux truc du bouc émissaire pour désigner les immigrés responsables de nos problèmes. Il sait trop bien qu'il n'y a rien de tel que le Front national pour le PS dans les sondages ».

Pour le premier ministre, « lutter contre Le Pen, c'est améliorer la politique de formation, c'est mettre sur pied (...) une politique rigoureuse de l'immigration ».







## SOCIÉTÉ

### ÉDUCATION

#### Un nouveau projet du ministère

## Les acquis professionnels pourraient être validés par des diplômes universitaires

Le ministère de l'éducation nationale devait soumettre au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, lundi 17 février, un projet de loi relatif à la validation des acquis professionnels par des diplômes portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale.

Le ministère de l'éducation nationale a de la suite dans les idées. Pour la troisième fois en un an, il s'efforce de faire passer un texte permettant la validation d'acquis professionnels par des diplômes de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement technologique. Il devait soumettre pour avis un projet de loi en ce sens lors de la réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), lundi 17 février, et lors d'une réunion du Conseil supérieur de l'éducation, prévue jeudi 20 février.

Apparemment technique, ce projet a en réalité une dimension politique et économique non négligeable. Depuis le 23 mai 1985, la validation des acquis professionnels est reconnue pour l'accès à un niveau d'enseignement. Elle signifie qu'une université peut autoriser une personne ayant une expérience professionnelle à s'inscrire dans un filière d'enseignement supérieur, même si elle ne détient pas le diplôme normalement requis pour cela; il suffit que l'université valide ses compétences professionnelles.

Mais, depuis des mois, le ministère veut aller plus loin et instituer une procédure de validation des diplômes. Les universités d'enseignement supérieur ne pourraient plus d'autoriser les professionnels à s'inscrire dans une filière de formation; elles pourraient, au vu de cette expérience, leur délivrer un diplôme. Selon le premier projet de loi, « les personnes qui justifient l'exercice de cinq années d'activités professionnelles peuvent postuler à la validation d'acquis professionnels ».

professionnels (...) en vue de la délivrance d'un diplôme ou titre national de l'enseignement supérieur, dans des conditions fixées par décret ». Cette validation est effectuée par un jury comprenant notamment des personnalités qualifiées, liées aux activités professionnelles concernées. Le jury « pourra procéder aux vérifications des connaissances qu'il estimera nécessaires » et prescrire des formations complémentaires.

Le ministère de l'éducation nationale

tenté, à deux reprises, de faire passer ce projet au Parlement. La première fois, en juin dernier, en le glissant dans le projet de loi - avorté - réformant le Conseil national des universités. La seconde fois, en tentant de l'introduire dans le projet de loi Soisson-Aubry, examiné en décembre dernier. Mais, là encore, il avait dû renoncer, devant les résistances multiples à ce qui apparaît beaucoup comme une inutile révolution des habitudes françaises.

L'entêtement du ministère laisse perplexes. Il revient en effet à la charge alors qu'il est déjà empêtré dans son projet de rénovation des premier et second cycles universitaires, qui doit être examiné par le CNE-les 17 et 18 février et par la conférence des présidents d'université le 19 février. Et, pour faire bonne mesure, il complète le projet de validation des acquis par quelques dispositions qui ont pour effet de provoquer de sérieux remous dans la

communauté universitaire. En particulier, les établissements d'enseignement supérieur, du supérieur et de la gestion de leur personnel, notamment les personnels techniques administratifs qui pourraient relever de « commissions paritaires d'établissement ».

GÉRARD COURTOIS

### A l'Ecole nationale d'administration

## Les lauréats du « troisième concours » protestent contre les conditions de leur scolarité

Après que la décision de transférer l'ENA à Strasbourg a été prise, les dix élèves issus du concours privé admis au troisième concours d'entrée à l'école protestent contre les conditions de leur scolarité.

Pour la première fois, cette année, les entrés à l'Ecole nationale d'administration dix élèves reçus au concours externe ouvert aux étudiants et du concours interne réservé aux fonctionnaires, les troisième concours admet, en effet, les élèves du concours privé et du concours paraplomb concurrentiel. Il remplace l'ancienne « troisième voie », réservée, entre 1982 et 1986, aux cadres du mouvement syndical, associatif ou politique. Or, les dix lauréats (1), qui ont librement choisi d'entrer à la

haute fonction publique, sont satisfaits de leur choix. Ils n'ont pas hésité à prendre le risque de transgresser le devoir de réserve qui s'impose à tout fonctionnaire - ils le savent depuis le 2 janvier 1992 - en faisant connaître, leurs signatures, leurs inquiétudes et leurs revendications.

« Nous sommes à l'ENA mais l'ENA veut-elle de nous », écrivent-ils pour dire à la fois leur « fierté d'avoir été admis » et leur déception. Ils se plaignent, d'abord, de percevoir un traitement identique à celui des élèves du concours étudiant « qui n'ont eu aucune expérience dans la vie active ». Ils souhaitent donc une augmentation de leurs rémunérations pour qu'elles se rapprochent des salaires sensiblement plus importants qu'ils percevaient dans leurs entreprises. Ils jugent aussi la scolarité inadaptée à leurs capacités et se demandent si « le tronc commun d'études implique nécessairement de tirer vers le bas ».

de carrière dans le secteur privé ». Enfin, ils demandent, en principe d'égalité d'accès à la fonction publique. Ils demandent, en effet, que leur ancienneté dans le secteur privé soit prise en compte pour le déroulement de leur carrière de fonctionnaires qu'ils entament avec retard. Faut-il de quoi, estiment-ils, leur âge plus élevé que celui de leurs condisciples les conduira à un « statut de sous-égaré ».

Ils avaient déjà présenté leurs doléances à l'ancien directeur de l'école, M. René Lenoir (le Monde du 1<sup>er</sup> mars 1991). Ils souhaitent en conséquence que la loi de 1990 soit modifiée et prévoie des conditions particulières pour ce qu'ils appellent « cette nouvelle génération de départs ». Ils affirment qu'en l'état actuel des choses, plusieurs d'entre eux envisagent de quitter l'ENA.

S'il est vrai que la création de ce troisième concours a eu pour objet d'ouvrir l'accès à la haute fon-

ction publique à ceux qui ne pouvaient y entrer par les voies habituelles, la loi n'a pas prévu de réserver un destin particulier aux candidats venant de « la société civile ». La loi a voulu diversifier le recrutement des cadres supérieurs de l'Etat, elle a prévu également que tous les entrés à l'ENA formation commune, précèdent pour éviter les inégalités et les disparités des anciens « énarques ».

ANDRÉ PAILLIARD

(1) Les signataires de cette protestation sont : MM. I. Boulin (journaliste), P. Buhannic (directeur financier), G. du Cheyron d'Abzac (directeur d'association), M. Dufour (directeur industriel), R. Haquin (cadre SNCF), A. Le Sueur (directeur CAF), M. Mathé (directeur syndical professionnel), B. Philizot (conseil juridique), D. Pingaud (chef d'entreprise), A. Triolle (contrôleur de gestion).

### FAITS DIVERS

A Argenteuil et Asnières

## Deux postes de police attaqués en banlieue parisienne

Un incendie d'origine criminelle a ravagé un poste de police situé dans un grand ensemble d'Argenteuil (Val-d'Oise), dimanche matin 16 février. Les auteurs ont brisé une vitre pour pénétrer dans ce local de la cité HLM du Val-d'Argenteuil qui, à ce moment de la semaine, n'est pas occupé par les policiers. Il y a plusieurs mois, le Val-d'Argenteuil avait été le théâtre d'affrontements entre policiers et bandes de jeunes qui avaient incendié un centre commercial (le Monde du 20 novembre 1990). L'enquête sur l'incendie a été confiée au SRPJ de Versailles.

Dans la soirée du 8 février, le commissariat d'Asnières (Hauts-de-Seine) avait été attaqué par un groupe de jeunes gens. Six d'entre eux ont été inculpés de coups et blessures volontaires, rébellion et outrages sur agents de la force publique, lundi 10 février. M. Georges Pomet, magistrat instructeur à Nanterre, trois étant écroués tandis que les autres étaient laissés en liberté sous contrôle judiciaire. Une dizaine de personnes réclamant du comité de soutien au jeune Thibault, tué à Asnières par un policier, ont une cave d'Asnières (le Monde du 30 janvier), avaient pénétré de force dans le commissariat d'Asnières certains membres du groupe s'en étaient pris à des policiers. Quant au gardien du lieu, il avait été inculpé d'homicide involontaire par M. Dominique Marro, juge d'instruction à Nanterre.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES

# Le Monde

## BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1991

Guerre dans le Golfe. Guerre civile en Yougoslavie. Putsch manqué et désintégration de l'Union soviétique... Stagnation dans les grands pays industriels, licenciements... Multiples secousses. Les ondes de choc ont gagné le monde entier. 1991, 1992 s'ouvre sur autant d'incertitudes. A la place de l'ancienne URSS, la nouvelle Communauté des Etats indépendants va-t-elle trouver un équilibre ?

L'économie mondiale va-t-elle sortir de la crise ?

Le bilan économique et social - véritable rapport annuel sur l'état de la France du monde - rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte économique et social.

### Au sommaire

#### ■ L'ÉTAT DE LA FRANCE ■ 160 PAYS A LA LOUPE :

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

#### ■ L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ■ DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :

- 20 ans d'économie mondiale (1970-1990).
- L'Europe de l'Est.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 49 F

### BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
PAYS : \_\_\_\_\_

FRANCE (métropole uniquement)  
Nombre d'ex. \_\_\_\_\_ x F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F  
DOM-TOM ou ÉTRANGER  
Nombre d'ex. \_\_\_\_\_ x F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F  
Bulletin à découper et à envoyer à  
LE MONDE : Service au numéro - 15, 75001 Paris Cedex 15 France

1/2 LM















Jean-Marc Moussier

# Qui d'autre que Yoplait se devait d'offrir le bouquet officiel olympique aux vainqueurs des J.O.



En collaboration avec les Artisans de la Nature, Yoplait a créé le bouquet officiel olympique qui sera remis aux vainqueurs des J.O. d'Albertville. Un choix naturel pour Yoplait qui est associé depuis des années

la fleur, symbole de nature, de vitalité, de gaieté. Qui d'autre que Yoplait se devait de représenter la France à cet événement. Si vous aussi vous voulez gâter ceux que vous aimez, vous retrouverez ce bouquet de fleurs olympique chez votre fleuriste.



PARTENAIRE OFFICIEL

PUBLICIS-DAI-SCHULTZ



## La fièvre du samedi matin

**ANNE REY**

## James aux portes de la terre promise

Enfin arrivèrent les clips et, aujourd'hui, Tim Booth dit : « Bien sûr, j'accepterais un sponsor pour ma tournée. Il suffit de le produire nous plaise, et toute fois, il faut faire des choses pour que la musique soit entendue. » Et il a l'air tellement confiant que l'on croit à tout ce qu'il dit. Quelqu'un peut-il dire, ce sera lui.

**THOMAS SOTINEL**

## Les joies enfantines de Lartigue

**MICHEL GUERRIN**

► « Jacques-Henri Lartigue ■  
l'épreuve ■ jeu (1902-1913) ».  
Grand Palais, ■ Winston  
Churchill, 75008 P. Tous ■  
jours ■ 12 heures ■  
■ heures sauf le ■ et le  
mercredi. Jusqu'au 14 septem-  
bre. Un ■ hors série de la  
collection « La documentation  
par l'image » lui ■ consacré.  
Lartigue ■ enfant photographe  
1991. Nathan, 20 F.

Le 19 Février, le temps de redevenir un enfant. 

La Mairie du patrimoine photographique a rassemblé au Grand Palais vingt photos (1902-1913) aussi délicieuses, exposition parfaitement orchestrée et adaptée aux enfants, avec des mises en scène enjouées, des légendes pétillantes, des photos en relief et des mises en scène du

**Atem**  
*philosophie du mouvement*  
DE GEORGES APERGHIS  
**Porte**

Les journées? Inventer ■ expé-  
ri-  
menter ■ engins ■ plus dingues.  
soit ■ vingtaine d'inventions (pla-  
neur «Zyx 23», hydroglisseur de  
Zissou). Flotter ■ smoking ■ le  
bateau pneus à jambes de caout-

NANTERRE  
HAMANDIERS  
Voix

**Atem**  
la nuit du mercredi

DE GEORGES APERGHIS

**Porte Voix**

le vendredi 21 février

46 14 70 00

NANTERRA  
LES AMANDIERS

DU 31 JANVIER AU 23 FÉVRIER

**dernières**

**AJAX**

**et PHILOCTÈTE**

SOPHOCLE ■ CHRISTIAN SCHIARETTI

**43 25 70 32**

UN FILM DE CLAUDE CHABROL  
**CHABROL**  
MARIE TRINTIGNANT

# Betty

IL PREPARE LE ROMAN DE SIMENON  
**SIMENON**  
STÉPHANE AUDRAN











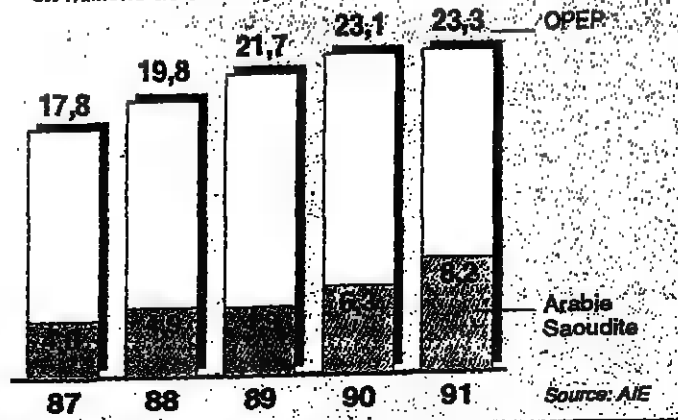
## BILLET

### Trompe-l'œil à l'OPEP

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, n'a pas réussi son pari. Après cinq jours d'après négociations à Genève, les treize membres de l'organisation n'ont accepté que des réductions marginales de leur production brute. De 24,2 millions de barils par jour, le niveau actuel, ils devaient revenir à 22,9 millions, soit une réduction inférieure à 10 %. Insuffisant, le sacrifice consenti par l'OPEP n'est pas de nature à faire remonter le prix du brut, qui ne cesse de s'effriter depuis le début de l'année. L'effet de la douceur relative de l'hiver et de la récession économique. Dans ces conditions, il est peu probable que les pays membres retrouvent de sitôt leur niveau de production. Le 21 février, le baril, celui auquel aspire l'OPEP. Une glissade supplémentaire est plus probable (lundi matin à Londres le Brent a perdu près d'un dollar). L'accord sur trompe-l'œil obtenu week-end à Genève souffre surtout de n'être pas défendu par l'Arabie saoudite et l'Irak, les deux plus importants producteurs au sein de l'organisation. Les réactions manifestées par les deux piliers de l'OPEP sont diamétralement opposées. Pour Téhéran, la baisse, trop timide, n'a eu qu'un impact favorable sur le marché. Au mieux, « le nouveau plafond de production ne pourra que stabiliser le cours du pétrole », a déclaré le ministre iranien du pétrole, M. Abdolreza Aghazadeh. Les négociations de l'Arabie saoudite, elles, sont noires sur blanc. Le communiqué final de la réunion de l'OPEP, tenant ses quotas de production qu'il a été assigné. Fixé à 7,9 millions de barils par jour, Ryad le juge insuffisant pour répondre aux besoins du monde. Les Saoudiens ont donc décidé de produire quelque 8 millions de barils par jour - contre 5,4 millions avant la guerre du Golfe. Organisation qui sait pratiquer le mensonge, l'art du compromis, l'OPEP a donc échoué dans sa tentative pour rassurer les marchés. Cet échec est de mauvais augure pour l'avenir de l'organisation, alors que le retour progressif du Koweït sur le marché, ainsi que de l'Irak, vont accroître les quantités de brut disponibles sur le marché. En attendant, les prix vont probablement baisser d'un ou deux dollars supplémentaires, qui viendront s'ajouter aux cinq dollars perdus ces derniers mois. Les pays exportateurs ne s'en plaignent pas. En revanche, les importateurs s'annoncent optimistes pour l'OPEP. La meilleure preuve en est que les treize, qui se réuniront le 24 à Vienne, ont prévu d'inviter les pays exportateurs de brut non membres de l'organisation. Il y aura donc une conférence extraordinaire de l'OPEP pour l'été prochain.

JEAN-PIERRE TUQUOI  
(Lire page 37 du Monde l'économie dans dossier sur l'OPEP)

L'emprise de l'Arabie Saoudite sur l'OPEP. Production de pétrole brut en millions de barils / jour



Aucun pays ne bénéficie de la souplesse de la production de l'Arabie saoudite. Ainsi s'explique que Ryad ait rapidement pris la place laissée vacante par le retrait provisoire - du Koweït et de l'Irak du marché pétrolier. Les Saoudiens, qui ont consacré 60 milliards de dollars au financement de la guerre du Golfe, rechignent aujourd'hui à abandonner leur part de marché. Et leur revenus qui vont avec.

## La visite à Paris du président Menem

### Le nouveau « miracle argentin » a besoin de capitaux et d'immigrants

Les Argentins prennent à rêver, encouragés par les déclarations optimistes de leur président, M. Carlos Menem : « s'il était enfin possible de retrouver, après moult décennies perdues, le « paradis » du début de ce siècle ? L'Argentine figurait alors parmi les cinq pays les plus riches du monde et connaissait un boom économique grâce à l'arrivée massive de nouveaux immigrants et de capitaux étrangers. C'est précisément ce que M. Menem, arrivé lundi 17 février à Paris pour une visite officielle de trois jours, est venu chercher en Europe. Il y a été très expressément sans la moindre hésitation à Strasbourg et à Bruxelles, sièges des institutions communautaires.

Avec ses 33 millions d'habitants sur une superficie cinq fois plus grande que la France, l'Argentine, qui a toujours des difficultés à développer, accueille jusqu'à 100 000 migrants en provenance de l'Europe. L'État de la défunte URSS, à deux conditions : qu'ils apportent avec eux des

fonds à investir et que CEE incapable d'absorber les nouveaux afflux, contribue financièrement à leur installation, à des niveaux qui n'ont pas été définis. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui se rendra à Buenos-Aires début juin pour y signer un accord de coopération entre la CEE et le Mercosur (marché commun en formation entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay), dit prêt à étudier les modalités d'un tel projet.

#### Renaissance de la Bourse

M. Carlos Menem, notamment accompagné à Paris par son précieux ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo, a besoin d'attirer des capitaux bien plus importants pour la mise en œuvre d'une deuxième vague de privatisations prévue pour l'année. Un an après son arrivée au pouvoir en juillet 1989, le chef de l'État argentin a mis en vente les deux entreprises publiques les plus attractives, au sein d'un processus chaotique qui n'est pas totalement achevé. Acrolinas Argentinas, la compagnie aérienne nationale, et néanmoins allée à Iberia (Espagne) et l'entreprise téléphonique Entel, ont été rachetées par le consortium franco-italien Stet-

France-Télécom pour le réseau du pays et par le groupe espagnol pour celui du sud (le Monde du 18 juin 1991).

Le nouveau programme concerne une quarantaine d'entreprises d'Etat susceptibles d'intéresser plusieurs groupes français, bien qu'elles soient souvent défectives et dotées d'effectifs pléthoriques. Parmi elles figurent les compagnies nationales d'électricité, de gaz, d'eau potable, d'épuration des eaux, plusieurs ports maritimes et fluviaux, toutes les lignes ferroviaires du pays, ainsi que la construction de lignes de métro à Buenos-Aires. M. Menem tentera de convaincre les interlocuteurs français qu'un nouveau « miracle argentin » est possible. La Bourse de Buenos-Aires n'a-t-elle pas été l'an passé la plus active d'Amérique du Sud, avec une augmentation de 315 % du volume des transactions par rapport à 1990 ?

#### L'hyperinflation vaincue

Mise au ban des organisations financières internationales pour avoir décrété un moratoire sur le paiement de sa dette en 1988, le président radical Raul Alfonsín - le premier chef d'Etat démocratique du pays depuis le putsch de 1976 - l'Argentine espère maintenant pouvoir renégocier, dans le cadre

plan Brady, une dette de 61 milliards de dollars, qui a déjà été réduite de 7 milliards de dollars grâce aux premières privatisations.

Entre-temps, le gouvernement péroniste a tout fait pour persuader de sa bonne volonté le Fonds monétaire international (FMI), qui s'apprête à accorder à l'Argentine, en août dernier, un crédit-rebais de 1,4 milliard de dollars : dix plans d'austérité d'inspiration néo-libérale ont été lancés depuis 1989, qui ont donné des résultats spectaculaires. L'inflation, qui avait culminé à 200 % en février 1989 (4 932 % pour toute l'année), a été ramenée à moins de 2 % par mois fin 1991. L'année en cours a moins bien commencé, mais un taux de 2,7 % pour janvier, dû en grande partie à une augmentation de 42 % des prix du gaz (pour les particuliers) avant privatisation.

La croissance du produit national brut, négative depuis 1988, a redémarré. Elle a été de 5 % en 1991, année où l'Argentine a enregistré son premier excédent budgétaire depuis longtemps (200 millions de dollars). L'excédent commercial a toutefois baissé de 50 % par rapport à 1990, conséquence d'une ouverture aux importations qui donne quelques inquiétudes aux industriels.

Grandement soulagée de voir la fin du cauchemar de l'hyperinflation, la population n'a guère relayé les vives protestations de l'opposi-

tion radicale, qui a crié « l'attentat contre la démocratie » lors de l'imposition par décret en octobre du dernier plan de dégrèvement. Ce plan a éliminé les principaux mécanismes de contrôle de l'Etat appliqués depuis 1930, tout en réduisant considérablement les pouvoirs des syndicats.

Il n'en demeure pas moins que le coût social de ces politiques néolibérales commence à inquiéter : la misère s'accroît et la qualité des services publics se dégrade. Un bon tiers de la population vit maintenant dans une extrême pauvreté et l'augmentation du taux de mortalité infantile comme l'apparition récente du choléra sont des signes qui ne trompent pas. Les chiffres officiels du chômage (moins de 7 % de la population active) ne donnent pas la mesure du taux réel d'inactivité, qui devrait augmenter ne serait-ce que parce que 135 fonctionnaires ont été licenciés d'ici à fin 1992.

Tout aussi grave : les nombreuses affaires de corruption (versement de pots-de-vin à blanchiment de narcodollars), ayant notamment touché l'entourage de M. Menem, devraient manquer, si elles continuent à multiplier, à l'essor aussi bien des Argentins que les Etats-Unis, qui expriment régulièrement leur inquiétude sur la transparence des privatisations.

MARTINE JACOT

## Les primaires aux Etats-Unis

### New-Hampshire : récession au quotidien

Suite de la première page

Le New-Hampshire connaissait alors le taux de chômage le plus élevé de l'ensemble des Etats-Unis, le Etat devenu aujourd'hui quasiment le plus pauvre en matière de récession. A la fin de l'année 1990, le taux de chômage était de 11,1 %, contre 7,5 % au début de l'année. Walpole reflète bien ce tableau : un déclin de l'industrie textile, une fermeture de la crise que partagent aussi bien les habitants que les 1,1 million d'électeurs qui, le 17 février, participeront aux élections primaires.

« Depuis quelque temps déjà, on voyait la ville gonfler. On savait qu'elle pouvait éclater. Mais personne n'y prêtait vraiment attention. Jusqu'au jour où... Depuis, tout a changé », déclare David Legasse, le patron d'une entreprise de publicité et de marketing qui a dû livrer une partie importante de son personnel à la recherche d'emploi. Jusqu'à la fin de l'année 1989, grisé par les années d'euphorie, j'avais acheté une nouvelle maison, je vendais l'ancienne. Je pensais la revendre en moins de six mois. J'ai dû attendre vingt-huit mois. J'ai dû attendre vingt-huit mois. J'ai dû attendre vingt-huit mois. J'ai dû attendre vingt-huit mois.

A quarante-deux ans, ce cadre, qui gagne 1,5 million de dollars de revenus annuels, vit sa première récession. Lors de la précédente, en 1980, il était encore au fin d'études. A l'époque, c'était surtout les ouvriers qui étaient concernés. A présent, les cols blancs constituent la moitié des quelque cinquante mille emplois perdus par l'Etat du New-Hampshire depuis le début officiel de la récession, en juillet 1990, le début de la population active. Une situation inédite pour beaucoup de salariés.

riés services, un secteur qui constitue désormais les trois quarts du produit national brut. L'industrie manufacturière n'assure plus que 30 % du PNB (contre 50 % au début des années 60), une décomposition - et un déséquilibre - que l'on peut étendre à l'ensemble du pays.

#### La faillite d'une quinzaine de banques

« Quand l'industrie du New-Hampshire, reposant traditionnellement sur le textile, la chaussure et le vêtement, a commencé à régresser, le besoin de l'immobilier et de l'informaticien pour répondre à la demande a compensé les pertes d'emplois du secteur manufacturier, explique M. Thibault, l'économiste de l'Applied Economic Research, de Lanes. Mais quand le ralentissement économique a débuté dans la région, l'immobilier, le besoin de l'immobilier et de l'informaticien pour répondre à la demande a compensé les pertes d'emplois du secteur manufacturier, explique M. Thibault, l'économiste de l'Applied Economic Research, de Lanes. Mais quand le ralentissement économique a débuté dans la région, l'immobilier, le besoin de l'immobilier et de l'informaticien pour répondre à la demande a compensé les pertes d'emplois du secteur manufacturier, explique M. Thibault, l'économiste de l'Applied Economic Research, de Lanes.

De fait, le New-Hampshire qui, en 1989, affichait une croissance du produit de ses particuliers de 12 % à 14 %, un record national, a sombré dans le « rouge » à partir du 1er-1989. Près de trente mille emplois ont été perdus au cours de la seule

année 1991 (marquée par la faillite d'une quinzaine de banques, dont cinq fleurons de l'Etat, une « première » depuis les fermetures en série de la dépression des années 30). L'on escompte dix à quinze mille licenciements supplémentaires cette année. Du travail en perspective, en revanche, pour la Salvation Army (l'Armée du salut) de Concord. Qui, fin décembre, a vu augmenter de 40 % ses demandes de secours par rapport à l'année précédente. A la même période, près de vingt-cinq mille personnes, moitié plus que l'année précédente, recevaient des aides alimentaires. « Pour la première fois, ce ne sont plus les habitudes sans-abri qui viennent nous voir, mais des gens qui appartiennent à la middle-class, des familles entières », déclare le major Every, à la tête d'une Salvation Army qui sert cinq mille sur les seize-quinze cents habitants de l'Etat. M. Every

le 17 juin la date espérée de la reprise économique des Etats-Unis. Mais le New-Hampshire, parti très bas, mettra plus de temps à sortir la tête hors de l'eau. Pas avant le premier trimestre 1993, selon les économistes les plus fiables. Entre-temps, il faudra au président affronter un électoral essentiellement polarisé par les questions économiques alors que les trois quarts des Américains lui dénie toute compétence sur ce chapitre. Heureusement pour lui, cinq candidats démocrates qui se sont inscrits dans la course ont encore du mal à rendre crédible un programme qui, trop souvent, compte sur une amputation drastique du budget du Pentagone pour répondre aux problèmes sociaux. Un transfert qui, s'il était pratiqué trop brutalement, aurait surtout pour résultat immédiat d'aggraver le chômage, lequel frappe encore plus de 7 % la population.

SERGE MARTI

### Un président républicain et cinq démocrates au chevet de l'économie

Les cinq principaux candidats démocrates à l'investiture présidentielle pour l'élection présidentielle de novembre prochain ont participé, dimanche 17 février à Goffstown (New-Hampshire), à un débat télévisé retransmis par la chaîne PBS qui a essentiellement porté sur l'économie du pays. L'environnement ainsi que la politique commerciale ont été adoptés par les Etats-Unis face au Japon et à la CEE ont été les deux thèmes principaux du débat.

MM. Bill Clinton, Tom Harkin, Jerry Brown, Paul Tsongas et Jerry Brown sont les cinq candidats pour rejeter sur la politique du président Bush la responsabilité de la récession. « Je ne crois pas que George Bush sache ce que signifie l'emploi », a déclaré le sénateur du Nebraska Bob Kerrey. « Il faut déclarer l'état d'urgence économique », a dit son ancien sénateur du Massachusetts Paul Tsongas. « Nous sommes à l'approche d'une approche économique complètement différente », a renchérit le gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton.

Les cinq candidats n'ont pourtant pas formulé de propositions concrètes pour relancer l'économie. Pour M. Tsongas, la solution des Etats-Unis est l'industrie lourde, tandis que M. Harkin a insisté sur ce moteur, « les gens ». Chaque candidat a repris ses marottes, la réforme de l'éducation pour M. Clinton, « un

agressif plan économique » pour M. Tsongas. M. Brown s'est opposé au nouveau plan contre le mode « corrompu » de l'administration Bush. M. Kerrey a insisté sur la nécessité d'un système national de santé, et M. Harkin a rappelé ses propositions en matière de coupes dans le budget de la défense.

Tous étaient en campagne dans le New-Hampshire, le petit Etat où la scène ne devait avoir lieu mardi 17 février les premières primaires de la campagne. Les démocrates, comme les républicains, organisent mardi une « primaire ouverte », ce qui signifie que tous les électeurs de l'Etat peuvent aller voter. Les cinq candidats démocrates ont assez mal commencé au grand public, à l'exception de M. Clinton, qui a été pour son comportement extra-conjugales supposées, qui ne semblent d'ailleurs pas inquiéter outre-mesure le jeune et dynamique épouse. Le favori, M. Bush, New-Hampshire, a cependant M. Tsongas, qui est le voisin, puisqu'il est à la tête du Massachusetts.

Les républicains, le président sortant, M. Bush, affronte un adversaire d'extrême droite, M. Patrick Buchanan. Il a acquis que M. Bush l'emportera. La question est de savoir combien de voix M. Buchanan réussira à lui prendre. - (AFP, AP, UPI)

## En marge des discussions du GATT

### M. Jeanneney dénonce le chantage américain dans les négociations commerciales

BANGKOK

« La France et la Communauté européenne, dont l'économie est très ouverte sur l'extérieur, ont tout à gagner d'une stimulation du commerce mondial. Encore faudrait-il, pour nous en profiter, que l'accord soit équilibré et qu'il ne se réalise pas au prix des concessions européennes », a déclaré M. Jeanneney, secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, à l'occasion d'une visite en Thaïlande, pour la première fois, de son poste. Les propositions de réserves de capitaux européennes dans les négociations actuelles du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

M. Jeanneney s'en est pris avec une certaine vivacité aux Etats-Unis, accusés de « configurer » la négociation à leur profit en faisant de l'agriculture leur seul et unique sujet de préoccupation pour mieux « rester quasiment immobiles » sur les autres volets des discussions : propriété intellectuelle, textile, règlement des différends. « Nous dénonçons ce chantage dont nous sommes également victimes », a déclaré M. Jeanneney à son homologue thaïlandais, M. Amaret Sila-On, tout en rappelant les efforts de la Douane. « Dit-on nous que la Communauté européenne importe deux fois plus de produits agricoles que les Etats-Unis, ce qui est particulièrement plus en provenance des pays en développement ? »

M. Jeanneney a souligné « qu'il n'y a pas de succès de la négociation tant qu'il n'y a pas de résultat global et équilibré (...). Nous n'accepterons pas, sous la pression d'une date-but, un règlement injustifié par le calendrier électoral américain, de conclure un accord, c'est-à-dire au prix d'un mauvais accord ». Mais à Bangkok, M. Jeanneney prêche en vain sa mission. La Thaïlande, dont les exportations augmentent au rythme de 10 % par an, fait partie des quatorze membres du « Groupe des Cairns » aux côtés du Canada, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, exportateurs de produits agricoles, qui se disent victimes des politiques agricoles des Etats-Unis et en Europe et souhaitent un aboutissement rapide des négociations. M. Sila-On a estimé que le temps qu'il y avait était dépassé. Le thaïlandais n'est-il pas frappé d'une « crise » de la Communauté européenne, a-t-il remarqué en souriant ?

M. Sila-On s'est cependant démarqué par sa fermeté de son homologue français en affirmant que le GATT est un compromis présenté par le directeur général du GATT, Arthur Dunkel, en décembre dernier, et rejeté par la Douane, constituait une « base raisonnable de discussions pour l'ultime étape des négociations ».

PIERRE-ANGEL GAY







## Le Monde International

### L'ingénierie au delà des frontières

**MACRO ECONOMISTES**

**CONSULTANT ECONOMISTE SENIOR**

SODETEG, société d'ingénierie pluridisciplinaire possède une expertise et des compétences reconnues à l'international. Pour développer son activité ingénierie conseil en Afrique, Europe de l'Est, Asie, recherche des consultants.

Vous intervenez en tant qu'expert dans le cadre de programmes d'ajustement structurel.

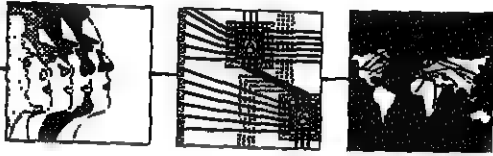
#### COORDINATEURS D'AIDE INTERNATIONALE

Déjà expérimenté dans la fonction, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Tous les postes sont ouverts en AFRIQUE, en EUROPE DE L'EST et en ASIE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature précisant le poste choisi à : Eric NICOLAS, Département des Ressources Humaines.

SODETEG - 381, Av. du Général de Gaulle BP 218 - 92143 CLAMART - Tél : 01.94.48.40.



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE INTERVENANT EN EUROPE DE L'EST DANS LES DOMAIRES AGRICOLES ET INDUSTRIELS ET TRAVAIL LA GESTION D'ENTREPRISES, NOUS RECHERCHONS :

- ECONOMISTES
- AGRO-ECONOMISTES
- AGRONOMES
- SPECIALISTES DES AGRO-INDUSTRIES
- GESTIONNAIRES
- SPECIALISTES PRIVATISATION - DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

pour des missions de courte durée ou séjours de longue durée à l'étranger.

Dotés d'une expérience internationale et d'une bonne maîtrise de l'anglais, votre connaissance de l'allemand et des langues de l'Est serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle) s'él. à : MEDIA PA 50/54, 111 Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

## Carrières Européennes en Entreprises

### ADJOINT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Après une première expérience, devenez ADJOINT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Filiale de l'un des majors du BTP, ETPM réalise un chiffre d'affaires de 2,3 milliards dans l'offshore. Cette performance la place en bonne position au sein du cercle des leaders. Dans le cadre d'une fonction très évolutive, nous proposons de rejoindre notre Directeur Administratif et Financier.

Responsable de la région Mer du Nord (400 à 700 personnes), vous aurez la charge de la supervision et de l'administration des comptables et financiers, le contrôle et l'analyse des données de la zone concernée, la gestion budgétaire et le traitement des aspects fiscaux sociaux. Comme vous le savez, le poste est très complet. Nous vous le confierons si vous disposez d'une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, IEP, Ecofi, GESTION...), vous avez exercé durant 2 à 3 ans vos talents avec succès dans un environnement international de préférence milieu industriel.

Par ailleurs, nous vous demanderons de nous démontrer votre personnalité et votre aisance linguistique anglaise. Bien entendu, vous utiliserez la micro.

Passe basé à ROTTERDAM.

Merci d'adresser votre manuscrite + CV s'él. à : EUROMESSAGES - IM 80 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.



LA MER A SES ARCHITECTES

### HYDROCYCLONES

La plus grande producteur mondial des pompes à schlamm recherche des compagnies ou des personnes qui seraient particulièrement intéressées pour représenter et promouvoir la gamme complète des hydrocyclones Warman.

La gamme des hydrocyclones Warman, utilisés largement dans l'industrie dans la classification des schlammes liquides/solides, comprend des composants de haute précision en résine renforcée par fibres, est équipée de chemises moulées encliquetées en élastomère résistant à l'abrasion de matières et configurations diverses, pour répondre à des applications spécifiques.

Les intéressés devront démontrer leur compétence et leur expérience dans la promotion et le marketing du produit au sein d'un secteur défini d'une manière agressive ainsi que dans la fourniture d'un service technique aux clients, après une formation approfondie assurée par les ingénieurs Warman.

Les demandes de renseignements accompagnées d'un descriptif de la compagnie ou de la personne intéressée devront être adressées à :

The Managing Director  
European Operations,  
Warman International Europe,  
Halifax Road,  
Tadmorden,  
LANCS OL14 6RT,  
United Kingdom.



**WARMAN INTERNATIONAL EUROPE**

A member of the Warman International Group

CABINET DE CONSEIL INTERNATIONAL  
recherche pour interventions  
de courte et longue durée  
en AFRIQUE et MADAGASCAR

#### CONSULTANTS SENIORS en systèmes d'information :

- Schéma Directeur, Pilotage de projets...

#### CONSULTANTS SENIORS en comptabilité de gestion :

- Conception et mise en place de systèmes.

##### PROFIL :

■ Expérience minimum.  
Bonne connaissance P.V.D.  
Grande disponibilité.

Adresser votre C.V. à : DOS SANTOS  
EUREXCEL ASSOCIES / GROUPE EUROSEPT  
98, Route de la Reine - 92100 BOULOGNE.

#### BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

La BEI, institution financière de la Communauté Européenne, recherche pour son siège à Luxembourg un :

#### Responsable de la formation Informatique et de l'Assistance aux Utilisateurs (h/f)

Tâches : ☐ et gestion du programme de formation en informatique de la BEI ; ☐ définition du contenu des modules de formation en relation avec les services concernés ; ☐ organisation de l'animation des ateliers de formation ; ☐ coordination de l'assistance aux utilisateurs ; ☐ suivi technique du matériel par l'enseignement par Ordinateur et promotion des produits correspondants.

Compétences : ☐ diplôme de l'enseignement supérieur spécialisé en informatique ; ☐ expérience pratique de 3 à 5 ans dans les domaines informatiques ; ☐ connaissances pédagogiques ; ☐ l'organisation, les responsabilités et les relations humaines.

Langues : ☐ bonne connaissance du français et de l'anglais. La connaissance, même passive, d'autres langues sera appréciée.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, rémunération intéressante, nombreux avantages sociaux et une politique d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des membres de la Communauté, et ayant moins de 27 ans, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae, accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photographie, en indiquant la référence, à la :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT Département du Personnel (Recrutement) (Réf. : AG 9201)  
100, boulevard Konrad Adenauer L-2950 LUXEMBOURG.  
FAX : 4379-3356.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



#### GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES

RECHERCHE POUR L'UNE DE NOS FILIALES IMPLANTÉES EN AFRIQUE UN

### CONTRÔLEUR DE GESTION

CE POSTE CONVIENT À UN PROFESSIONNEL DE LA GESTION, DE FORMATION DECF EQUIVALENT. UNE EXPERIENCE DE L'EXPATRIATION ET UNE TRÈS GRANDE DISPONIBILITE SONT APPRECEIEES.

COLLABORATEUR DIRECT DU DIRECTEUR FILIALE, IL AURA POUR MISSION LE SUIVI DES COÛTS, LA SUPERVISION DU SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE, AINSI QUE LE REPORTING DU SIÈGE.

LE POSTE EST À POURVOIR IMMEDIATEMENT.

MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPLET (LETTRE, CV, PHOTO ET PRETENTIONS), SOUS LA REFERENCE 96745LM, A MEDIA-SYSTEM, 8/8 IMPASSE DES DEUX COUSINS, 75017 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

EUROCOM ASSOCIATES







## BOURSE DU 17 FÉVRIER

Cours relevés à 10 h 16

36-15

**COMPTANT** (selection)

**SICAV** *(affiliated)*

14/2

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
46-62-72-67

### Cote des Changes

### Marché Libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ● : prix incident - ■ : marché continu

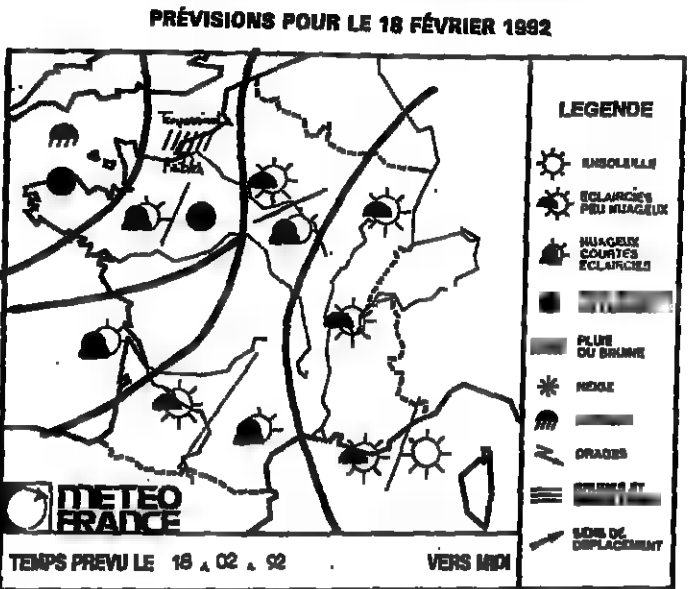
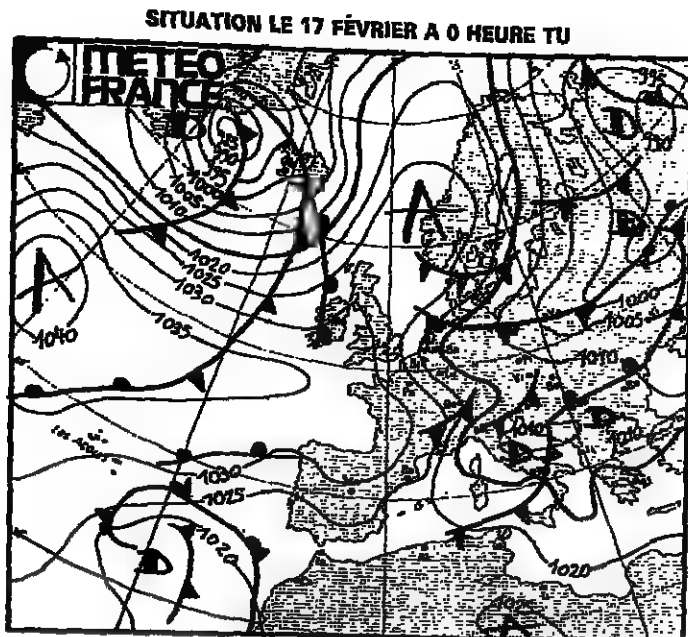
1  
PURCOM-RESOURCES



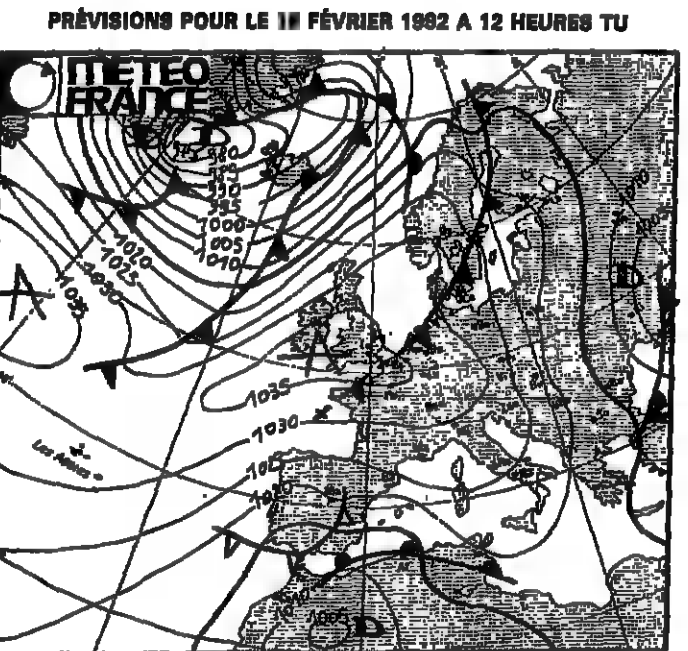




# MÉTÉOROLOGIE



Mardi : gelées assez et chutes de neige faibles dans l'Ouest. Une perturbation peu marquée se déplace vers le Centre. Les températures minimales fraîches : - 5°C à - 10°C du Nord-Est au Centre-Est, - 2°C à - 5°C du Centre au Sud-Est, 0°C à + 2°C du Sud-Est au Sud-Ouest. Après-midi, thermomètre à + 2°C dans le Nord et le Centre-Est, 3 à 6°C dans le Nord-Ouest, le Sud-Est et le Sud-Ouest et localement 10°C près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs exprimées relevées entre 14 heures TU et le 17-2-1992 à 6 heures TU											
17-2-92											
FRANCE			TOULOUSE			LOS ANGELES			10 N C		
ALGER	14	10	D	TOURS	11	3	D	LUXEMBOURG	1	-2	C
BARCELONE	11	6	C	FOURMONTAIGNE	9	3	N	MADRID	17	2	D
BORDEAUX	11	6	C	ÉTRANGER			MARRAKESH	27	14	C	
BRETAGNE	9	1	D	ALGER	22	8	D	MEXICO	19	11	B
CAEN	8	0	D	AMSTERDAM	6	0	D	MILAN	14	-1	D
CHERBOURG	8	0	D	ATHENS	16	9	D	MONTECARLO	2	-4	C
CLEMONT-FR.	8	0	D	BANGKOK	35	31	D	MOSCOW	2	-9	*
DIJON	7	1	D	BARCELONE	18	6	D	NEW-YORK	12	3	C
GENÈVE	10	1	C	BERLIN	12	2	F	OSLO	-4	-12	D
LILLE	7	0	D	BRUXELLES	8	0	D	PALMA-DE-MAJ	19	7	N
LIMOGES	7	0	D	LE CAIRE	1	0	D	PEKIN	4	-3	C
LYON	7	0	D	COPENHAGUE	1	-4	D	RIO-DE-JANEIRO	-	-	-
MARSEILLE	13	9	D	DAKAR	37	18	D	SINGAPOUR	32	28	C
NANCY	6	1	D	DELHI	22	18	D	STOCKHOLM	-3	-1	D
NANTES	11	6	N	DJIBOUTI	19	9	N	SYDNEY	15	8	C
PARIS-MONT.	14	6	D	DJIBOUTI	19	9	N	TOKYO	15	8	C
PARIS-MONT.	8	3	N	GENÈVE	8	0	A	TUNIS	20	8	C
PERPIGNAN	10	3	N	HONGKONG	16	13	C	VARSOVIE	8	3	C
RENNES	10	0	D	ISTANBUL	13	7	C	VERONE	9	1	D
ST-ETIENNE	8	1	C	JERUSALEM	18	11	N				
STRASBOURG	7	1	C	LONDRES	8	1	D				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France 1 heure légale moins 2 heures ; \* = légale moins 1 en hiver.  
(Document technique spécial de Météorologie nationale.)

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Marx dans la marmite

**M**ARX était snob : il était fou de joie d'avoir épousé une baronne. Marx jouait la bonne, et reconnaissait l'enfant à son ami Engels. Françoise Giroud détaillait ses turpitudes : « Bouillon de culture » un sourire de miel et... Elle reconnaissait que Monsieur Marx lui était infiniment moins sympathique que sa femme Jenny, à qui est consacrée sa dernière biographie : l'avait deviné.

A l'écouter, on mesurait un phénomène surprenant : on peut parler de Marx d'Engels dans les mêmes termes que du Mont-Cristo ou de la Pompadour, il n'est pas besoin d'être Umberto Eco pour décrire dans la marmite commune où mijotent les feuilletons télé, les livres de poche et les questions du Jeu des mille francs. Il y a cinq ans, le sacrilège n'aurait été si aisé. Les gardiens du Temple veillaient.

Françoise Giroud racontait d'ailleurs que la vérité des amours auxiliaires de Marx, quand elle fut découverte dans les années 60, déclencha un tir groupé des marxistes outragés. C'est fini. Un film prépare, produit d'ailleurs par Antenne 2. Dans le rôle de Jenny Marx, Françoise Giroud a soupé gourmandise qu'elle verrait bien Glenn Close...

Il n'est pas besoin d'être Umberto Eco pour décrire dans la marmite commune où mijotent les feuilletons télé, les livres de poche et les questions du Jeu des mille francs. Il y a cinq ans, le sacrilège n'aurait été si aisé. Les gardiens du Temple veillaient.

désacralisation que la du siècle est définitivement tournée. Auteur du best-seller mondial, *Nom de rose*, Eco, lui aussi invité de Bernard Pivot, un monsieur qui du ou d'autres ne voient que choses. Il est capable de démontrer comme un carburateur « le mécanisme comique de déplacement » dans scène Woody Allen. Est-ce bien raisonnable ?

Le romancier-sémiologue italien n'était évidemment pour parler son dernier essai sur « l'interprétation », mais de rien, selon le procédé de Pivot, éprouvé depuis « Apostrophes », et encore utilisé récemment pour Michel Serres, qui consiste à inviter d'ouvrages ardu, par ailleurs fort supportables convives, et à les bavarder rugby, pêche au gros ou cinéma. Une question sur la sens chute Franck Piccard, par exemple, n'aurait pas détonné.

Pivot ne prend personne en traitre, qui avoue en général au détour d'une phrase « Mais qu'importe, chacun repart content : l'invité, heureux quel qu'il en ait, aventure hors université : public, quelques instants effleurés par la sensation grisante d'écouter l'intelligence...

programmes complets de radio de télévision publiés chaque semaine signalé de le Monde radio-télévision : Film : On peut voir : Ne manquer : Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 17 février

Un village portugais au rythme l'émigration. Regard extraordinairement attentif.

### CANAL PLUS

- 20.35 Téléfilm : *Honorin la Lorelei*. De Jean Chapot. Michel Galabru. Gérard Philipe. Après les Moutons...
- 22.05 Informations.
- 22.15 Le Journal du cinéma.
- 22.20 Cinéma : *Korczak*. Film franco-germano-polonais d'Andrzej Wajda (1989). Avec Wojtek Plesniak, Ewa Dalkowska, Piotr Kozlowski.
- 0.15 La Confrérie.
- 2.36 Magazine : *Rapido*. Présenté par Antoine Caunes.

### LA 5

- 20.50 Téléfilm : *Vengeance aveugle*. De Timothy Galtis. Mike Connors. Robert Reed. CV : femme enceinte violée. Encore des scènes violence en prime time !
- 22.35 Série : *Jack Killian, l'homme micro*.
- 23.30 Série : *Lou Grant*.
- 0.20 Journal de nuit.

### M 6

- 21.40 Série : *Bête disciplinée*. Film français de Claude Zidi (1979). Avec Jacques Villaret, Kevin Dumour, Célestine Bollack.
- 22.10 Cinéma : *Hercule le lydie*. Film italo-français de Pietro Francisci (1958). Avec Steve Reeves, Sylva Koscina, Sylva Lopez.
- 0.15 Magazine : *Culture rock*.
- 0.45 Six minutes d'informations.

## Mardi 18 février

- L'Amour maudit Leisenbohm.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Journal J.O.
- 23.10 Magazine : *Ticket bleu* (rediff.).
- 23.40 Série : *Gabriel Bird*.

### CANAL PLUS

- 13.36 Cinéma : *Korczak*. Film franco-germano-polonais d'Andrzej Wajda (1989).
- 15.30 Magazine : *Mau zénith moi*.
- 16.25 Cinéma : *Cookie*. Film américain de Susan Seidelman (1988).
- 17.00 Cinéma : *Le chasseur*.
- 18.30 Ça cartoon.
- 19.50 Le Top.
- 20.20 Magazine : *Nulle part ailleurs*.
- 20.31 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Cinéma : *Outrages*. Film américain de Brian De Palma (1989).
- 22.20 Informations.
- 22.30 Sport : *Football*. Match amical : Angleterre B-France B, à Londres.
- 0.15 Cinéma : *Barley Iris*. Film américain de Martin Ritt (1988) (v.o.).

### LA 5

- 13.20 Série : *L'inspecteur Derrick*.
- 14.25 Série : *Bergerac*.
- 15.20 Série : *Soko, brigade des stupés*.
- 16.15 Série : *Shérif, fais-moi peur*.
- 17.05 Youpi ! L'école finie.
- 18.10 Série : *David et Goliath*.
- 19.05 Série : *La loi est la loi*.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.00 Cinéma : *Le Retour des mousquetaires*. Film franco-italien de Richard Lester (1975).
- 22.40 Magazine : *Un Cinq*.
- 22.55 Cinéma : *R. A. S.* Film français d'Yves Boisset (1972-1973).
- 0.45 Journal la nuit.

### M 6

- 13.30 Série : *Madame servie* (rediff.).
- 14.00 Série : *L'Ami des bêtes*.
- 16.45 Jeu : *Zygomusic*.

### LA SEPT

- 20.00 Documentaire : *Paul-Emile Victor un rêveur dans le siècle*. D'Elaine Victor et Jean-Louis Comolli. 2. pôles pôles.
- 21.00 Cinéma : *Once Upon a Time in the West*. Film français de Paul Vecowali (1988).
- 22.10 Court métrage : *Regard sur la nuit*. De Ruspoli.
- 23.15 Documentaire : *Cent jazz*. De Claude Fleuter. 3. La Révolution du pop.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 L'Histoire en direct. 24 février 1982, la naissance d'Amandine.
- 21.30 Cinéma : *Le fantôme*. 5. Un sursis d'archange blessé.
- 22.40 La nuit dans les yeux. L'actualité de l'architecture.
- 0.00 Du jour à demain. Avec Françoise Chosy (l'Allégorie du patrimonial).
- 0.50 Musique : *Coda*. Le calypso. 1. L'héritage.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 11 novembre 1991, Théâtre du Châtelet). Parade, ballet révisé en un tableau. Sita : Les Mamelles de Tiréas, de Poulenc ; L'Enfant et le sortilège, de Ravel, par le Chœur du Théâtre et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Ellahu Inbal ; sol : Colette Alliot-Lugaz, Catherine Dubosc, sopranos, Jocelyne Taillon, mezzo-soprano, Henry, baryton, Sanchal, ténor, Hanna Schaefer, contralto.
- 22.10 Espace film.
- 23.10 Ainsi la nuit... Maguy Lovano. Lieder espagnols op. 74, Schumann ; Trio pour violon, piano et cor en la majeur op. 40, de Brahms ; Trio à cordes en si majeur D 471, de Schubert.
- 0.30 Dépêche-nots.
- 0.50 L'Heure bleue. Henri Renaud.

- 17.15 Magazine : *Zygomachine*.
- 17.35 Série : *Drôles de dames*.
- 18.30 Série : *Flipper, le dauphin*.
- 19.00 Série : *La Petite Maman la prairie*.
- 19.54 15 minutes d'informations.
- 20.10 Spécial J.O. M 6 Finances.
- 20.30 Surprise-partie.
- 20.40 Téléfilm : *Papa épouse maman*.
- 22.20 Téléfilm : *Pour l'amour de Lisa*.
- 23.55 15 minutes d'informations.

### LA SEPT

- 18.30 Documentaire : *Jours et nuits du théâtre*. 1. Le Temps des arts.
- 17.30 Documentaire : *La Disparition d'Ettore Majorana*.
- 19.00 Documentaire : *Tours du monde du ciel*.
- 20.00 Documentaire : *Pierre*.
- 21.00 Documentaire : *Jean Nouvel* portrait volé d'un voyeur.
- 22.00 Cinéma : *Le chasseur*.
- 23.15 Documentaire : *Occidentales*.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel science.
- 21.30 La France souffrante. L'oubli des campagnes.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. L'immeuble, marche à suivre.
- 0.00 Du jour à demain.
- 0.50 Musique : *Coda*.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert. 25<sup>e</sup> anniversaire de la Cité internationale des arts. Memento pour pianos, bandonion, guitare, contrebasse et batterie, de Casimiro Los Dols ; Habanera, de Ravel ; Waiting for you pour piano, Between Hearts pour piano ; Garner : Concerto pour organe op. 4 n° 2, 1<sup>er</sup> mouvement ; Haendel : Concerto pour flûte piccolo cordée en ut majeur, finale, de Vivaldi.
- 22.30 Espace libre.
- 23.10 Ainsi la nuit...



La réunion des dirigeants de la CEI

## Plusieurs signatures ont manqué au bas des accords de Minsk

Alors que M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, terminant sa tournée dans les Républiques ex-soviétiques, s'entretenait ce lundi 17 février à Moscou avec M. Eltsine, président de la CEI, vendredi dernier, les dirigeants de la CEI, confirmant l'ambiguïté des accords obtenus, ont signé par onze Etats membres, d'autres n'ont pas recueilli toutes les signatures de certains chefs d'Etat ont été sérieusement

En matière de défense, l'accord sur les forces stratégiques n'a pas été signé par la Moldavie, il l'a été de réserves par l'Ukraine et l'Azerbaïdjan. Ces forces sont placées sous un commandement unifié. La liste des formations militaires qui les composent est déterminée par chacun des Etats où elles sont basées, un accord sur le commandement des forces stratégiques. Elles sont financées par l'ensemble des Etats membres. Toutefois, l'accord sur l'approvisionnement matériel en technologie de ces forces n'a pas été signé par la Russie, l'Arménie, le Kazakhstan et le Tadjikistan.

Chaque Etat doit prévenir un an à l'avance de son intention de retirer de l'accord sur le commandement stratégique. L'Ukraine a rappelé sa volonté d'en sortir en 1994 et refuse un point du texte qui affirme que les forces stratégiques sont propriétés communes. L'Azerbaïdjan finira que les forces situées sur son territoire, ce, jusqu'en 1994.

## Le rouble monnaie d'échange

En ce qui concerne les forces conventionnelles, seuls cinq Etats - la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan - ont accepté de créer un conseil des ministres de la défense. Tandis que l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan souhaitent créer leur propre armée, la Biélorussie n'a donné son accord à un commandement unifié des troupes que pour une période de deux ans, l'Ouzbékistan a émis des réserves.

Dans le domaine économique, un protocole charge les chefs de gouvernement et les banques nationales de préparer dans les quinze jours un accord sur la répartition des actifs et passifs de la Gosbank (banque d'Etat) de l'ex-URSS. Le rouble est défini comme monnaie commune d'échange pour 1992. Il sera utilisé pour les paiements réciproques entre entités économiques, pour le crédit et pour d'autres opérations financières au sein de la Communauté. a précisé l'agence ITAR-Tass. Certains Etats introduisent leur propre monnaie, les procédures de paiement seront définies dans des accords séparés. Un conseil douanier est constitué pour élaborer une politique douanière. Enfin, un accord sur la coopération commerciale économique en 1992 a été signé.

Parmi les accords signés figurent des accords sur la restitution des biens culturels et historiques, sur la coordination des transports ferroviaires, sur les garanties sociales et juridiques accordées aux militaires, un engagement à employer la force dans la lutte contre le crime organisé, des différends, enfin une déclaration sur les principes régissant les relations entre Etats. Un protocole stipule par ailleurs que tous les Etats issus de l'ex-URSS en les héritiers (et pas seulement donc la Russie).

Ces résultats ont été commentés très diversement par les divers participants. Témoin que M. Choukhevitche, le président biélorusse, affirmait que « la CEI vivra » et que l'ancienne armée soviétique « ne sera jamais considérée comme étrangère », le président kazakh Nazarbaev s'est affirmé inquiet pour l'avenir de la Communauté et n'a pas exclu une « variante tragique » dans les relations entre ses membres. A la préconisation de la création d'un « centre puissant de coordination », éventuellement « d'assemblée de type européen », la formation d'une « union bancaire » la coordination de la politique des prix. De son côté, le président ukrainien Kravtchouk a affirmé que « l'Ukraine ne s'apprête pas à sortir de la CEI, bien au contraire », tandis que M. Snegur, le président moldave, disait « optimiste », affirmant qu'il « est trop tôt pour parler de la mort de la Communauté ». (AFP, Reuter.)

Au moins treize morts à Kinshasa

## L'armée zairoise a ouvert le feu sur une marche pacifique de manifestants chrétiens

La troupe a ouvert le feu dimanche 16 février, à Kinshasa, au moins treize personnes ont été tuées, selon le ministre de la communication. « Le gouvernement réaffirme sa détermination à voir respectée l'autorité de l'Etat », a-t-il indiqué.

Des milliers de manifestants sortis des églises, après la messe, en chantant des psaumes et en tenant des croix, ont été dispersés à la main. Les différentes marches étaient organisées par de jeunes ecclésiastiques qui conduisaient les cortèges des dirigeants de l'opposition. Les protestataires réclamaient la reprise immédiate de la Conférence nationale, suspendue le 19 janvier par le gouvernement du président Mobutu.

La répression a été menée par la division spéciale présidentielle (DSP, troupes d'élite) qui ont lancé des grenades lacrymogènes. Après la dispersion des marches, les forces de l'ordre ont investi les églises, en interdisant l'accès même aux membres du clergé. C'est dans le quartier de Matonge, où l'église Saint-Joseph a été encerclée par des véhicules militaires, qu'ont eu lieu les affrontements les plus brutaux.

Selon des témoins, la foule a tué un policier, l'arrosant d'essence. Deux prêtres belges qui participaient à l'une des marches ont été arrêtés et expulsés du pays, selon la télévision zairoise. Le gouverneur de Kinshasa a tenté de justifier cette répression en indiquant que les marches n'avaient été revendiquées par aucune des confessions chrétiennes (catholique, protestante ou kimbanguiste).

Le compositeur américain William Schuman. Le compositeur américain William Schuman, qui fut président de la Juilliard School avant de fonder le Lincoln Center, qu'il présida de 1962 à 1969, est décédé samedi 15 février à New-York, à l'âge de quatre-vingt ans. William Schuman avait su intégrer la musique folk américaine et le jazz dans ses compositions. Quasiment jamais joué en France, il laisse dix symphonies, cinq ballets, des concertos pour violon, alto et violoncelle, des quatuors à cordes, des opéras. (AP.)

La neuvième édition du festival de jazz à Téhéran. La neuvième édition du festival Banlieues aura lieu du 10 mars au 25 avril. Les billets sont disponibles depuis le 17 février, dans seize villes de la Seine-Saint-Denis qui accueillent, cette année, près de cinq musiciens, ainsi que dans les FNAC, Virgin Megastore et magasin Clémentine. Outre les concerts (plus de 100 en cinq semaines), le festival organise de nombreuses « actions musicales » (rencontres, ateliers, résidence d'orchestres) et programme cinéma (John Cassavetes, Martin Scorsese, Melvin Van Peebles, Pierre Chenail). Renseignements au 43-85-66-00.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## En yiddish

FORMIDABLE tête-à-tête de l'Histoire, un dialogue après l'exposition sur les juifs, ces chiens, maudits, qui a été le Tout-Paris de l'Occupation, les Allemands se précipitent chaque matin au Forum où sont présentés des films sautillants, en noir et blanc, et en yiddish, dans le cadre du Festival de Berlin, j'en ai vu un en marge de l'émouvante, la grande manifestation organisée par le Musée Martin-Gropius-Bau sur la Diaspora depuis l'Antiquité, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « Shoah ».

Un film polonais, soviétique et américain (1930, 1935, 1940, 1945) sur les Etats-Unis, un vrai travail de dentellière, à partir de bandes dessinées, tronquées, tournées par des artistes. C'est bien plus qu'une réconciliation, c'est une découverte. Rien à voir avec le voir avec le Violon sur le toit, rien à voir avec le voir avec les pogroms qui ont été les commémorations. Ces films de la vie quotidienne dans les ghettos, ces villages ghettos, dont certains

existent, témoignent par leur galet, leur naturel, d'une formidable, d'une invincible.

Celui qui a gagné Broadway sur les murs d'une chanteuse de rue déguisée en garçon, qui a été d'Amérique, fier, son savoir-faire qui devra s'incliner, devant la réussite du communisme triomphant. Cela d'une langue, le yiddish, qu'on croyait jamais la création d'Israël, dans la langue, l'invention et l'humour ont retrouvé un peu partout droit de cité.

Et la France dans tout ça ? Elle brève par son silence, l'af-faire Dreyfus est évoquée au Martin-Gropius-Bau. Elle qui n'a pas attendu la venue du nazisme pour avoir un silence. La Pen, va-t-elle nous dire, la France, qu'elle n'a pas de leçon à recevoir des Allemands ? Hélas, si ! Au moment où Tavernier ose évoquer la guerre d'Algérie, qu'attend Paris pour aller le souvenir de Drancy en imitant Berlin ?

A Téhéran

## Le premier sommet d'Asie centrale est le théâtre de rivalités irano-turques

L'Organisation de la coopération économique (ECO), créée en 1991 pour faciliter les échanges économiques et commerciaux entre la Turquie, l'Iran et le Pakistan, a officiellement accueilli en son sein, dimanche 16 février, les Républiques majoritairement musulmanes de l'Asie centrale : l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et la Turkménie. Trois autres Républiques, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, qui ont également accepté leur adhésion, sont représentées, en tant qu'observateurs, au premier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation, réuni à Téhéran les 16 et 17 février.

En dépit des déclarations d'amitié faites par leurs dirigeants à l'occasion de ce sommet de Téhéran, il est clair que la Turquie et l'Iran se livrent à une lutte d'influence auprès des Républiques d'Asie centrale anciennement soviétiques.

Arrivé samedi à Téhéran où il a été accueilli par le président Ali Akbar Hashemi-Rafsanjani, le chef de l'Etat turc, Turgut Ozal, s'est efforcé de « l'amitié » entre les deux pays. « Avec l'Iran, nous avons été de très bons amis dans le passé et le serons à l'avenir », a-t-il déclaré. « La coopération régionale doit être fondée sur une économie libre, de marché », a déclaré le ministre des affaires étrangères l'ont décidé », a déclaré à Ankara, a-t-il ajouté. Le ministre iranien des affaires étrangères Ali Akbar Velayati

s'est efforcé de minimiser l'importance des rivalités entre l'Iran islamique et la Turquie laïque dans les républiques concernées. « Il y a entre l'Iran et la Turquie plus de coopération que de compétition à ce sujet », a-t-il déclaré. Toutefois, dimanche, la presse iranienne était unanime dans ses critiques à la Turquie, accusée depuis plusieurs semaines d'être « un plan à service des Etats-Unis » pour « imposer le modèle occidental » aux Républiques d'Asie centrale et leur faire perdre leur « identité islamique ».

Une nouvelle fois, l'expérience historique qu'une coopération économique étendue n'est possible que lorsqu'il n'y a pas de différences politiques entre membres d'une organisation, affirme Tehran Times, proche du gouvernement.

Le premier ministre turc, Suleyman Demirel, qui se rendra fin février en visite officielle en Iran, aura l'occasion d'aborder les questions de la coopération économique régionale, et divers différends bilatéraux, comme l'affaire du bateau chypriote portant des armes que l'Iran avait arraisonné par la Turquie en 1991, ainsi que la question kurde.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 février

## Hésitation

La séance de lundi matin à la Bourse de Paris. En retrait de 0,08 % au début des échanges, les valeurs françaises affaiblissent une baisse tout aussi marginale de 0,03 % une séance plus tard, non sans avoir effectué deux aller-retour de part et d'autre du point d'équilibre. Baisse de Compagnie bancaire, Pirelli, SEB. Hausse d'Exor, Ingenico, Cofidis local de France.

## UNE FEMME :

« CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »

## SON AMIE :

« FORCÉMENT ILS OFFRENT LEURS TISSUS A DES PRIX "FOUS" »

SOLDES-COUPONS (MODE ET DÉCORATION)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Un entretien Eugène Drewermann..... 1

## ÉTRANGER

Les raids israéliens Liban du Sud et la Hezbollah..... 3  
Croatie : le président de la Krajina est dévoué par une majorité du Parlement de Krin..... 4  
Pologne : démission du ministre des finances..... 4  
Le président algérien promet de se débarrasser de ceux qui ont accaparé le pouvoir..... 6  
Les Etats de l'affaire Habache..... 6

## ESPACE EUROPEEN

Un ministre-président allemand • Jeux autour des dentaires..... 7 • 9

## POLITIQUE

La préparation des élections régionales • Le Front national en au premier tour de l'élection partielle..... 11

## SOCIÉTÉ

Les importations de vases de plasma..... 12  
Le nouveau projet du ministère de l'éducation nationale sur la validation des acquis professionnels par un diplôme universitaire..... 13  
Le démarrage du synchrotron européen à Grenoble..... 14

## SPORTS

Rugby : la défaite du XV France contre l'Angleterre..... 14  
L'athlète allemande Karin Krabbe suspendue pour quatre ans..... 14  
Les J. O. d'Albertville..... 15

## CULTURE

Musiques : L'Orchestre de Paris au Châtelet samedi matin..... 18  
Photo : L'enfance de Jacques-Henri Lartigue au Grand Palais..... 19  
La crise d'inspiration du cinéma hongrois..... 19  
Théâtre : « La Brouette du vinaigrier » de Louis-Sébastien-Mercier, à la Main-d'Or..... 19

## ÉCONOMIE

La visite à Paris du président Menem..... 21  
En marge des discussions du GATT, le Japon dénonce le chantage américain dans les négociations commerciales..... 21  
Le Trésor avale l'OPA de Nestlé..... 24  
Perrier..... 24

## L'ÉCONOMIE

Ports en péril • Les lézards de l'empire Reuter • « La Truffe » : autopsie d'un échec • Volvo vit d'espérance • Le vendeur d'espérance • Privatisations Europe centrale • Dossier : l'OEPE..... 40

## Services

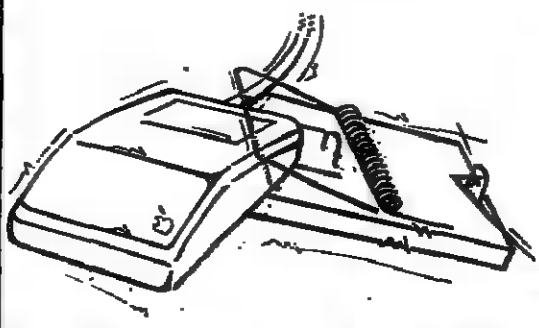
Abonnements..... 9  
Annonces..... 22 à 25  
Carnet..... 26  
Loto, Loto sportif..... 26  
Marchés financiers..... 24-25  
Météorologie..... 27  
Mots croisés..... 26  
Radio-Télévision..... 27

La télématique du Monde • LEMONDE 3615 LM

Le numéro du Monde • 16-17 février 1992 • tiré à 525 000 exemplaires.

## TIREZ LE MAXIMUM DE VOTRE MACINTOSH

VOUS NE DONNEZ PAS L'INDISPENSABLE A LIRE A VOTRE SOURIS VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



100 astuces indispensables pour exploiter au mieux votre Mac et vos logiciels, Word, Excel, XPress, 4D, HyperCard, Illustrator, PageMaker...

En avant première dans SVM Mac : Word 5

**SVM Mac**

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

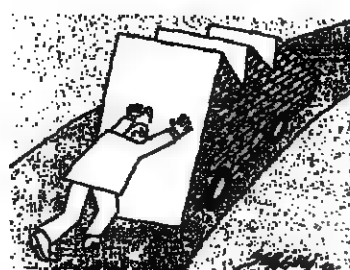


# Le Monde

MODE D'EMPLOI page 30

Consommation : Le panier biologique est cher. Humeur : Le roi O.S. La cote des mots : Discount. Bloc-notes. Lois et décrets.

ACTUALITÉ pages 31 à 33



Volvo vit d'espoirs

Renault et le poids fait l'objet de nombreuses critiques à Paris. Motif : l'alarmant groupe scandinave, qui, malgré d'efforts de restructuration énormes, traverse une crise aiguë. Et aussi, la Volvo : elle est...

PERSPECTIVES pages 34 et 35

Rails à vendre en centre-ville

La rareté des terrains la SNCF et la RATP à utiliser leur patrimoine immobilier : voies ferrées, stations désaffectées, etc.

Privatisations en Europe centrale

En RFA, le géant Telekom doit revenir à l'État, tandis qu'en Tchécoslovaquie la des entreprises publiques poursuit difficilement.

DOSSIER

L'OPEP

Malgré les crises et les disputes, le cartel des pays exportateurs de pétrole principal de l'« or noir », et le seul capable de stabiliser les prix.

OPINIONS

La déflation peut-elle frapper l'Europe ?

Le parallélisme entre la crise de 1929 et la situation actuelle est troublant, estime Christian Saint-Etienne, mais il n'est pas certain pour autant que le marché unique s'enfonce dans le cycle infernal de la dépression. Et aussi : La pyramide japonaise, par Jacques Capdevielle et Kenneth S. Curtis, la chronique de Paul Fahn, Livres, à l'œuvre de...



CONJONCTURE

Indicateur : le commerce extérieur. Région : l'Europe de l'Est. Pays : la Pologne. Secteur : l'ameublement.

## L'ÉCONOMIE

### La fin des années « sans »

Après la dictature de la forme et des allégés, le marketing alimentaire cherche de nouveaux produits

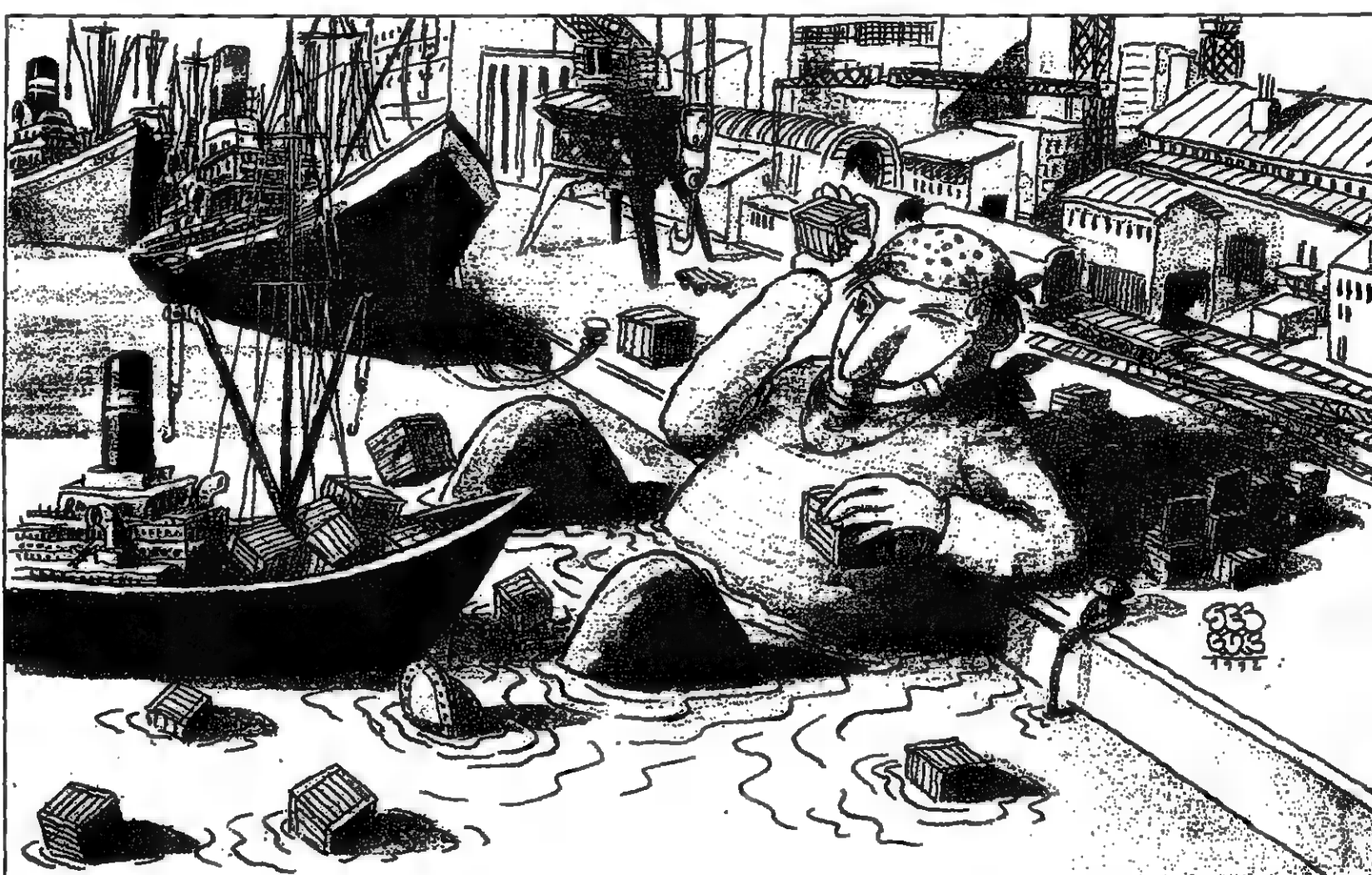
C'ÉTAIENT des paquets blancs. Blancs comme les murs d'une cellule ou, au moins, comme un d'obstination dans l'océan bigarré du supermarché, comme l'orgueil ostentatoire du sacrifice que l'on consentait à l'exigence divine : la forme. C'est fini. Les emballages des plats « cuisine légère » de Findus sont désormais colorés. Dans les rayons qui viennent, cette filiale de Nestlé spécialisée dans le surgelé devrait sortir une nouvelle gamme, dont le nom est à lui seul l'annonce d'un semi-reniement : « Cuisine légère bien-être ».

Ce n'est pas tout. Car en 1985 Findus fut, avec « cuisine légère », le prophète de la religion de l'alléger. Les quelque seize plats cuisinés de la gamme devaient impérativement respecter un double dogme : 300 grammes et 300 calories par plat. Devant le succès de la formule, les rayons se précipitèrent, et les rayons se couvrirent de « produits sans ». Sans gras, sans graisse, sans alcool, sans cholestérol... Tout passe. Les plats « cuisine légère bien-être » sont plus copieux, pouvant atteindre jusqu'à 440 grammes. On trouve davantage sur le côté hyperprotéique de la gamme, explique-t-on chez Findus. On est passé d'une civilisation où il fallait baver pour mincir à une civilisation du bien-être. Nos paquets sont plus lumineux, plus dynamiques. Moins ascétiques, un mot.

Daniel Schneidermann

Lire la suite page 24

### Ports en péril



Le destin des docks français est en suspens. Grèves d'un côté, hésitations patronales de l'autre : les négociations sur une réforme du statut des dockers sont achevées sur un site avant le 15 février. Le temps presse. Chaque année, des tonnages nouveaux échappent aux installations françaises. Une nouvelle organisation est indispensable pour leur per-

mettre de faire jeu égal avec les ports étrangers, qui se sont modernisés les uns après les autres. Avec sans l'accord des intéressés, le gouvernement semble fermement décidé à présenter un projet de loi à la prochaine session parlementaire.

Lire page 32 les articles de François Grosrichard et Laurent Zecchini

### Les lézardes de l'empire Reuter

L'agence Reuter est la plus grande banque mondiale de données économiques. Mais après une expansion trop rapide accompagnant l'euphorie financière des années 80, Reuter, talonnée par la concurrence, subit aussi les contrecoups de la crise

LONDRES correspondance

LONDRES, 12 février. Reuter - Reuters Holdings PLC a réalisé un bénéfice net impôts de 340,3 millions de livres en 1991, une progression de 6,3 %... Le flash annonçant les résultats de la célèbre agence de presse internationale sur le petit écran gris estampillé Reuter sept minutes avant d'être transmis sur le système du Stock Exchange londonien. Aussitôt, le marché de la City d'ailleurs, une petite sonnerie a signalé la précipité des courtiers au téléphone pour passer des ordres d'achat, ou plutôt de vente. Car ces résultats, a priori fort satisfaisants, le groupe, déçu, a provoqué une légère chute de son cours.

On a dit que l'« opinion publique » des places de Londres et de New-York boude Reuter, il y a un pas. Mais même Peter Job, nouveau patron de l'empire de Reuter, refuse

de crier victoire. Malgré la progression de 10 % du chiffre d'affaires et celle de 13 % du dividende, il s'est borné à reconnaître, bégayant de confusion, que 1992 sera pas exempt de dangers, qu'une reprise rapide des affaires n'est toujours pas en vue. Sous l'ode de l'efficacité et au rendement, l'empire de Reuter de dangereuses lézardes.

RIVAUX • Récession aidant, se révèle toujours plus menaçante. Après la Far Eastern Economic Review, l'Australian Broadcasting Corporation, qui ont renoncé à l'abonnement Reuter, le Daily Telegraph, premier tirage, la presse de qualité britannique, vient d'abandonner le « fil » de Reuter. L'Agence France-Presse. Les services rivaux spécialistes des marchés boursiers, des sociétés, AP-Dow Jones, Knight Rider, AFX-Exel-News, filiale commune de l'AFP et de la société britannique Financial, lui mordent les jarrets. Quand des utilisateurs renommés The Econ-

omist ou The Times mènent la chasse aux frais généraux, la coûteuse redevance du Reuter Monitor est la première à triquer. Ils s'interrogent aujourd'hui sur le renouvellement du service.

Le gonflement des activités, la multiplication des produits ont de surcroît provoqué de sérieux problèmes d'entretien. Les difficultés rencontrées dans la mise au point de nouveaux produits, le Dialling-200-2, présenté comme le plus ultra de la communication « abonnée à abonnée », ou le Globex (pour les marchés) terrien ont fait tomber la firme de son socle impérial. Aux yeux des utilisateurs, l'index est trop complexe, le maniement des consoles trop lourd, la facturation lente et chaotique, la Commission européenne bien décidée à s'attaquer au monopole qui, à eux, fausse les lois du marché.

Lire la suite page 31

### 3èmes CYCLES

Admissions sur titre (Bac+4 et Cadres)

■ 3ème Cycle spécialisé : 7 mois à plein temps / 7 mois d'insertion professionnelle

4 filières

Ingenierie d'Affaires Internationales

Management avancé

Marketing et Communication Pharmaceutiques

Organisation des entreprises - Consulting

■ MBA Program : 14 mois / Management International

20 semaines à Paris - 3 semaines à l'étranger

18 semaines à New-York - 10 semaines à Tokyo - 11 semaines à Asie

ISG

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement agréé par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

68, rue de la République - 75116 Paris - Téléphone : 11-45 53 00 00

Pour plus amples renseignements, contacter Isabelle de BAZZ, Prête



## «La Truffe»

**HUMEUR ■ Par Josée Doyère**

## Le roi O.S.

**La royauté, ce n'est plus très**

de l'Union fédérale des consommateurs, estimait que « l'étiquette bio n'est pas toujours garantie de qualité, même si le bilan de santé des légumes biologiques est plus satisfaisant que celui des denrées ordinaires. Parfois, c'est l'eau utilisée pour l'arrosage qui peut présenter des risques de nitrates ».

**MARCHÉS** Quelques grandes surfaces ■■■■  
mencent à ■■■■ distribuer des produits biologiques.  
L'expérience la plus ■■■■ étant  
celle de Monoprix. Mais les ventes  
ne représentent que 2 % ■■■■ de  
celles des fruits et légumes. La  
chaîne spécialisée la plus importante  
est La Vie Claire, avec ■■■■ cent  
soixante-dix ■■■■ franchisées  
(100 000 francs de recettes ■■■■  
suelles en moyenne), les autres  
(comme Dame Nature, Croq'Na-  
ture...) étant nettement plus petites.  
A ■■■■ franchisées, s'ajoutent une mul-  
titude de petites boutiques ■■■■  
des marchés, souvent organisés par  
Nature et progrès ■■■■ région par-  
sienne : le plus ■■■■ dans  
cette capitale ■■■■ d'inspiration  
boulevard Raspail, qui ouvre  
depuis deux ans, connaît ■■■■ succès  
incontestable.

Les adeptes de l'agriculture biologique sont convaincus qu'un avenir leur est promis. Pourtant leurs produits souffrent de deux handicaps. D'abord une certaine instabilité due au morcellement des producteurs, qui freine la modernisation de la distribution, les grandes surfaces voulant à la fois un approvisionnement régulier et une qualité optimale (2). Ensuite des prix plus élevés en raison, essentiellement, de la multiplicité des intermédiaires; mais, chez Nature et progrès comme à l'association Les producteurs, l'effort est ouvert, spécialisée dans l'agriculture biologique, on s'insurge aussi contre des dérapages de prix occasionnels qui aggravent encore la différence entre le « bio » et le reste... Ce qui exclut de leur clientèle les ménages pauvres.

### Francoise Vayssie

11) On trouve plus facilement des fruits et légumes que de la viande. Au cours de notre enquête, trois bouchers biologiques seulement ont été notés à Paris.

12) Un jeune commerçant de Villejuif, Mister Bio, vient de se lancer dans la livraison à domicile.

vrai — plus que  
petit commerçant du . Non  
seulement . acheter  
plus que . besoins  
— c'est le but du jeu, — mais  
. acquisitions  
six fois : du rayon dans le  
chariot, du chariot . le tapis  
de la . enregistreuse,  
du tapis . le chariot, du .  
le coffre . le voiture,  
du . la voiture  
l'ascenseur, du l'ascenseur dans  
l'embarquement.

Qui s'acquitte de son travail, proteste, sans même s'apercevoir qu'il est payé ? Le travail a-t-il une valeur, un prix dont il bénéficie à la caisse ? Vous, moi, nous tous... J'exagère ? A peine. Vous ne rendez dans une « grande surface », en fin de semaine, pour vous débarrasser en une seule fois des indispensables, pour acheter le prix qui – c'est bien connu, même si ce n'est pas toujours ni partout

C'est un boulot d'O. S., de journaliste. Les grandes surcharges ne l'ont pas fait passer à avoir compris le système. Outre les nombreuses petites boutiques où le « service » au client se borne à la tenue de la carte d'enregistrement, d'autres y ont songé : déjà, pour vous faire sentir seul, la pompe à « self » ou bien l'automate en « self » que les multinationales. Certaines compagnies ont même imaginé que les voyageurs pourraient porter eux-mêmes leurs bagages en soute...

La vraie question est : pour tout ce travail ?

## Intéressement et participation

Une circulaire interministérielle précise les conditions d'application de la loi du 7 novembre 1990 sur l'intéressement et la participation des salariés aux résultats de l'entreprise. Elle rappelle que l'intéressement, qui ne peut être institué sur salaire, est une construction collective et aléatoire, et que l'absence de seuil d'assujettissement obligatoire est de 100 à 50 salariés.

Circulaire du 3 janvier 1992,  
Journal n° 1 du 31 janvier 1992,  
p. 1556 et 1567.

« Une nouvelle loi établit les conditions d'exercice des mandats locaux et clarifie des garanties aux élus, notamment salariés, pour leur activité professionnelle. L'employeur est tenu de laisser à l'élu local le temps nécessaire pour participer aux réunions et aux délibérations. Les élus ont ainsi droit à un crédit d'heures pour administrer leur commune.

## Remplacement de salariés en formation

Deux décrets ~~arrêteront~~ le code du travail ~~qui~~ permettent aux employeurs de moins de 50 salariés de bénéficier d'une aide de l'Etat pour le remplacement de leur personnel en formation. Les formations suivies doivent avoir une durée supérieure à 20 heures en France métropolitaine et à 60 heures dans les départements d'outre-mer. Les employeurs ne peuvent pas faire suivre des stages dans leur entreprise. L'aide ne peut être accordée pour moins de deux ans. Le

## D'une semaine... ... à l'autre

**MAÎTRISE DES DÉPENSES ■ SANTÉ :** La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), a accepté ■■ conditions, le 9 février, le schéma général de maîtrise des dépenses de santé proposé par la Caisse nationale d'assurance-maladie (*le Monde* du 11, 12, 13 février).

**CHÔMAGE :** selon les chiffres publiés le 7 février, le chômage a touché 71 % de la population active américaine (*le Monde* date 9-10 février).

**L'AIDE INTERNATIONALE EN FAVEUR DE LA CEI** a démarré le 10 février avec le pont aérien destiné à acheminer 2 500 tonnes de vivres et médicaments aux onze Républiques de l'ex-URSS. L'aide de la CEE, sous forme de dons, a été fixée, le 10 février, à 400 millions d'écus (2,8 milliards de francs) pour 1992 (le *Monde* du 12 février).

**LE BUDGET DE LA CEE EN HAUSSE.** La Commission a adopté le 11 février ses propositions budgétaires 1993-1997. Le budget passera de 67 milliards d'écus (469 milliards de francs) ■ 1992 à un maximum de 87 milliards d'écus (609 milliards de francs) ■ 1997. Le Parlement européen a, le 12 février, accueilli favorablement le projet, qui suscite les réticences de la Grande-Bretagne ■ de l'Allemagne (le Monde du 13 ■ du 14 février) -

**DÉFICIT BUDGÉTAIRE : 123,5 MILLIARDS DE FRANCS EN 1991.** Selon les chiffres publiés, le 12 février, par le ministère de l'économie et des finances, ce déficit a dépassé de 21,7 milliards de francs celui de 1990 (le Monde du 14 février).

**AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, FRANÇOIS MONIER**, conseiller de Pierre Bèregovoy, a été nommé, le 12 février, directeur de la prévision en remplacement de Patrice Vial (*le Monde* du 14 février).

**PIERRE BÉREGOVY ET L'IMPÔT EUROPEEN.** Le ministre des finances s'est déclaré, le 13 février, favorable « à titre personnel » à l'instauration d'un impôt européen qui aurait l'avantage de faire prendre conscience aux citoyens du coût de l'Europe (le Monde du 14 février).

## Discount

■ **Vente à des prix discount** : qui n'a jamais vu ■ libellé en « français », censé être accrocheur, commercial, « vendeur », etc. ? Nous disons bien « censé... » car des termes bien français ■ aussi valorisants, sinon plus. Jugez-en, les équivalents ne manquent ■ : ventes ■ prix de gros, rabais (ou remises) de x%, fortes réductions, très importantes ristournes, fortes diminutions sur prix public, entre autres, qui peuvent ■ les différentes acceptations de ■ discount à proscrire.

Qu'il s'agisse de la vente au détail ■ public. ■ à ■ prix. de quantités importantes d'objets ou de produits, ou de la pratique commerciale que constitue ■ genre de vente, ou bien ■ du rabais consenti par ■ fabricant, ■ grossiste ■ un semi-grossiste ■ des clients qui passent d'importantes commandes, il n'est pas de cas où ■ terme français ■ puisse être employé à bon escient.

N'oublions pas les **■** membres de la famille, ou peut-être faudrait-il dire l'autre *membre*, puisqu'il s'agit de **■** de prononciation différente, mais l'orthographe semblable : le verbe *discon-* (*\*dis-*) ou le nom *disconter* (*\*-teurs*)? Vendre à bas prix, **■** vendre à prix de gros **■**, etc. le remplacement du verbe ne suscite **■** embarras; mais il y a autrement pour le substantif : « rabaiseur » serait grotesque, « remisier » désigne déjà, notamment, un intermédiaire entre porteurs d'actions / agents de change (c'est **■** définition sous-cincte!). En revanche, « ristourneur » nous semble bien construit, donc acceptable : **■** n'est **■** un néologisme au... rabais!

**Jean-Pierre Colignon**

N. : Tout  budget,  discount  un  (au  propre...  au  figuré!) d'un mot français, revenu,  manière d'un boom-rang linguistique, sous une forme anglaise : l'occurrence, le moyen français *décompte* (*décompte* : « ce qu'il y a à déduire d'une somme à payer »). Mais, depuis  lustres, *décompte* :  entériné en  sens  précis, qui excluent de revenir  « *partrain* »  discount...

# Le Monde de l'éducation

**SUPPLÉMENT  
SPÉCIAL**Février  
1992

## LES RÉSULTATS DU BAC

Public, privé, tous les résultats au bac 91 section par section. Avec un guide des deux mille lycées de France : les langues, les options, les classes préparatoires.

**Egalement au sommaire :** Cantines, que mangent nos enfants. Les bébés lecteurs. La crise financière des universités américaines.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX









## Les succès d'Anvers

# La résurrection de Hull

(1) Le coût total de la réforme est de 130 millions de livres (1,3 milliard de francs).



# Volvo vit d'espoirs

Le groupe automobile suédois, allié de Renault, traverse une passe exceptionnellement mauvaise. La fusion prévue de Volvo avec Procordia, firme prospère spécialisée dans la pharmacie et l'agroalimentaire, le pari français et le lancement d'un nouveau modèle de voiture permettront-ils de redresser la situation ?

STOCKHOLM  
de notre correspondante

EN Suède, le mariage entre le constructeur automobile national, Volvo, et le français Renault a fait l'objet de toutes les critiques. Pouvait-on faire confiance à ce groupe étatisé, latin et surcroît, dont les problèmes financiers étaient célèbres ? Deux ans plus tard, les Français s'interrogent à leur tour sur la santé de l'allié suédois. Le 19 janvier prochain, Volvo doit présenter son bilan pour l'année 1991, qui, dans l'histoire du groupe, devrait être une année exceptionnellement mauvaise.

Les analystes prévoient un déficit de 400 millions à 1 milliard de couronnes (environ 100 millions de francs). Le résultat annuel devrait en revanche être positif, à l'ordre de 1,13 milliard de couronnes, selon Peter J. Dupont, analyste chez UBS Phillips and Drew. Car, si Volvo perd de l'argent sur son activité principale, l'automobile, il gagne en revanche de nombreux profits de ses participations dans des sociétés « associées » (lire encadré). D'où un certain optimisme : « Le programme de réduction des coûts parmi les plus radicaux de l'automobile européenne, la montée en puissance de la nouvelle série 700, l'efficacité accrue de ses nouvelles unités industrielles pour produire les bénéfices à la hausse », écrit Peter J. Dupont. Et les synergies dégagées de l'alliance avec Renault devraient porter leurs fruits... à plus long terme.

**HÉMORRAGIE** • Il n'en est pas moins que Volvo est en crise. La division voiture connaît une véritable hémorragie avec une chute des ventes sur les principaux marchés : Scandinavie, les États-Unis et la Grande-Bretagne. En moins de deux ans, elle a perdu quelque 3 milliards de couronnes, alors que, de 1988 à 1990, elle avait rapporté au groupe rien de moins que 22 milliards. Mais les ventes ont fait du dollar cher, de la haute conjoncture, des modèles de la fin des 700, « la cause », qui se vendent bien avec un profil haute planure.

Du côté des grosses unités, les bus ont eux aussi des problèmes et quant aux moteurs industriels et de

marine, ce n'est pas brillant. Les poids-lourds, malgré un léger tassement, continuent à porter relativement bien, ainsi que la division aéronautique, dont la nouvelle filiale Volvo Aero Support devrait dans quelque temps connaître un investissement intéressant.

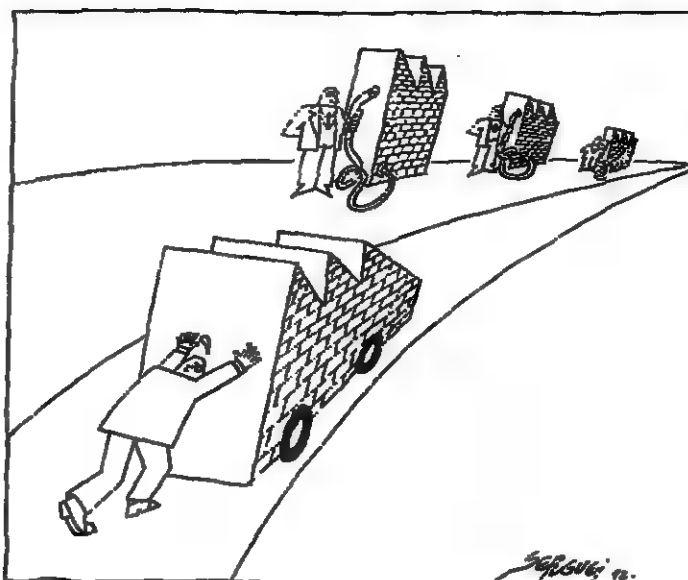
Il paraît clair que les participations dans Procordia (agroalimentaire et produits pharmaceutiques) et dans Renault, et dans la vente de ses actions dans Saga-Petroleum, entre autres, Volvo serait en mesure de dégager. D'autant que l'endettement du groupe - 14 milliards de couronnes - pèse de moins en moins (1,4 milliard par an).

**RETARDS** • Et il y a des retards difficilement rattrapables : lorsque les résultats 1991 sont connus, la vente des actions, lorsque la conjoncture s'est mise à dégrader, la conjoncture à baisser, la surchauffe de l'économie nationale à s'affirmer, les coûts à s'élever, Volvo n'avait pas pu procéder aux changements structurels engagés par la suite, mais un peu tard. De plus, la nouvelle série 700 n'avait pas encore pris le relais et les 800 n'étaient pas prêts.

Aujourd'hui, le nécessaire a été fait : avec la restructuration et le plan 1991 (8300 personnes en tout ont quitté le groupe), les coûts ont pu être réduits de 3 milliards en 1991 et ils le seront de 1 milliard supplémentaire en 1992. Un programme qui a permis de faire passer le point mort de 250 000 à 200 000 unités par an.

Ce n'est pas uniquement en économisant que nous pouvons sortir, nous devons aussi augmenter nos ventes, disait en décembre dernier Christer Zetterberg, le PDG du groupe, en janvier 1989, qui a été d'entrée de jeu dans les manœuvres pour faire la sale besogne. Augmenter les ventes, la tâche n'est pas facile. En Europe comme en États-Unis, la concurrence japonaise heurte Volvo à plein fouet. La reprise du marché américain fait attendre les optimistes qui la sentaient poindre et dû recommencer les calculs.

Son espoir : le succès de la nouvelle Volvo 850, sortie en Suède en mai dernier. Elle est présentée à la France dans le courant du mois de février et en États-Unis à l'au-



tomme prochain. Volvo a investi 10 milliards de couronnes sur cinq ans pour son développement et mise en production. Signe annonçant : en Suède, elle a été bien reçue. Si bien même que le délai de livraison est actuellement de neuf mois. On croise les doigts en faisant

une prière aux divinités de l'automobile : pourvu que ça dure et que ça se propage sur les autres marchés... « Oui, c'est une réception remarquable pour un constructeur dont on dit toujours que ses modèles sont solides mais peu excitants », dit joyeusement Pehr Gyllen-

hammar, président du conseil d'administration.

Depuis l'annonce surprise de la fusion de Volvo et Procordia, le 25 janvier dernier, le patron le plus médiatique de Volvo - moins bien couru depuis que les sociaux-démocrates ont quitté le pouvoir - est, encore une fois, l'objet de toutes les analyses : la cible de critiques. « Volvo ne crise aiguë fusionne avec Procordia pour puiser dans ses caisses », un commentaire qu'on a entendu sous diverses formes. « Volvo pas bonne santé ? Je ne pense pas », affirme - en français - le grand patron. « Nous sommes deux années très maigres, mais l'état financier du groupe est très fort. »

**FUSION** • Si la fusion Procordia fait telle qu'elle a été présentée (ce qui est loin d'être certain), l'État, co-actionnaire à égalité avec Volvo, entend bien négocier un compromis plus lucratif. Pehr Gyllenhammar estime que la rentabilité sera plus stable et que la puissance financière sera considérablement augmentée... même si « ce n'est pas vrai que Volvo ait besoin des finances de Procordia ». Et il ajoute : « Le par-

tenaire suédois sera plus beau et plus fort pour la France et pour Renault. »

L'alliance avec Renault, qui a coûté 6,5 milliards de couronnes au groupe suédois, est « un peu pillée », Volvo, mais « ce n'est pas une situation qui peut être de longue durée », estime Pehr Gyllenhammar. L'objectif n'est-il pas de constituer un ensemble automobile franco-suédois capable de lutter à quasi-égalité avec Daimler-Benz ?

Peut-on, dans cette perspective, aller jusqu'à envisager une fusion pure et simple du groupe français ? La question a été posée à des ouvriers de l'usine de Torslanda, à Göteborg. « Peu importe, l'essentiel est que l'emploi soit sauvé. » « Oui, à condition qu'on m'oblige pas à boire du vin », dit un costaud facétieux. « Oui, bien sûr, si ça doit permettre de garder notre travail. Mais je préférerais que l'olvo suédois », dit une jeune femme. Parce qu'en Suède, actuellement, chacun est au jeu de la spéculation sur les véritables motifs du rapprochement entre Volvo et Procordia. Et dans l'histoire, on ne dit plus que Renault n'est pas le partenaire idéal pour Volvo.

Françoise M...

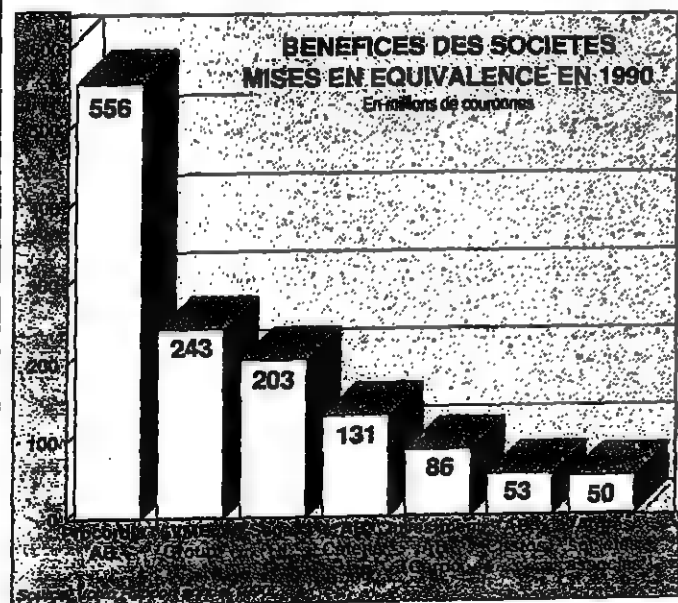
## Un portefeuille bien garni

Volvo dégage du substatutaire (1,3 milliard de couronnes en 1990) de ses « sociétés associées ». Il s'agit de firmes dans lesquelles la participation de Volvo est minoritaire, mais néanmoins supérieure à 20 % des droits de vote. En 1990, la société suédoise qui a déposé la plus forte contribution à Procordia, groupe agroalimentaire et pharmaceutique, a été éga-

le quel le groupe de Pehr Gyllenhammar a annoncé en ce début d'année qu'il allait fusionner. Vient ensuite le groupe VME, constructeur d'équipements de construction et de transport.

AB Catena est une société de négoce, de commercialisation de véhicules, de services financiers et immobiliers.

Cardo et Custos sont des sociétés holdings gérant des participations du groupe.



(1) Il n'est plus en 1991 une société associée. Volvo ne détenait plus que 2,3 % des droits de vote de cette entreprise de prospection

pétrolière et gazière. La vente de ses parts a été rapportée environ 1,9 milliard de couronnes.

**DIAPAZE.**  
+ 30% minimum garanti ■ 29.95\*

**EN MATIÈRE DE PLACEMENTS FINANCIERS LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DONNE LE TON.**

Vous souhaitez valoriser fortement votre argent sur une assez courte période, sans prendre de risque en capital. Aujourd'hui, en créant Diapaze, un Fonds Commun de Placement de capitalisation, accessible à partir de 5 000 F, la Société Générale répond à vos attentes.

Pour toute souscription effectuée avant le 28 février 1992, vous êtes assuré, à l'échéance de Diapaze, le 29 septembre 1995, d'une progression minimale de votre capital de 30%.

Vous bénéficiez également d'une deuxième sécurité : la Société Générale garantit, par paliers progressifs, la valeur de rachat de vos parts à un prix correspondant à un capital augmenté d'un minimum de 7,5 % à partir du 30 septembre 1993 et de 15 % à partir du 30 septembre 1994.

Diapaze est un placement parfaitement disponible : vous pouvez retirer votre argent à tout moment sans frais de sortie. Il bénéficie de la fiscalité avantageuse attachée aux plus-values de valeurs mobilières. Les revenus étant réinvestis et "capitalisés", votre placement est net d'impôts si le total annuel de vos ventes ne dépasse pas le plafond fixé par la Loi de Finances (316 900 F pour 1991).

Fruit de la maîtrise et de la capacité d'innovation de la Société Générale, Diapaze s'impose désormais comme nouvelle référence en matière de placements financiers. Renseignez-vous auprès d'un conseiller dans l'une des agences du Groupe Société Générale.

\* Soit, pour toute souscription avant le 28 février 1992, un TRAAB de 7,59%. Diapaze a reçu l'agrément de la C.O.B. le 16 janvier 1992.

**CONJUGUONS NOS TALENTS.**



## PERSPECTIVES

## La fin des années « sans »

L'ÉCOLE DE LA PAGE 35

Chez Monoprix, « éditeur » de la marque La Forme d'une ligne de produits identiques, certaines barquettes ne comptent plus que jusqu'à 380 calories.

Est-ce à dire que les années « sans » sont désormais derrière nous ? A croire les psychosociologues, la morosité imprègneait déjà si profondément les consciences qu'il serait surhumain, au plus, de se refuser à plaisir : bien manger. Ainsi la dictature de la forme, luxe des périodes pétillantes, toucherait sa fin. Et les industriels de l'agroalimentaire, qui s'étaient précipités à l'Eldorado de l'allégé, seraient bien avisés de réorienter leurs produits.

Il faut pourtant faire la part des choses : le chiffre d'affaires proprement dit, les « produits forme » (incluant les sodas « light » et les produits laitiers allégés) n'ont jamais représenté qu'une part marginale, rapportée au total de l'agroalimentaire. Sur-médiatisés par une presse féminine livrée aux surenchères, chouchoutés par les services marketing, pour qui ils étaient plus valorisants que les produits traditionnels, ils étaient en croissance rapide. Mais passer de 1 à 2 % du marché, cela fait une croissance de 100 %, rappelle, lucide, un distributeur.

**TOUS LES STYLES** ■ Mais que se passe-t-il à l'intérieur de ce créneau étroit, « les allégés » redevenant « sans » ? Lahlou, du CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur la consommation), « Dans ce domaine, les progrès sont moins fulgurants qu'ils l'ont été », confirme Olivier Beyer, responsable du développement des produits à Monoprix. Les « sans » d'aujourd'hui marient tous les styles. Ils sont « allégés » dans leur café, puis ils mangent un gros gâteau. Ils gèrent leur capital calories aux-mêmes. « Les gens ont entendu beaucoup de discours sur la nutrition. Ils sont devenus plus exigeants », explique-t-on chez Findus. Sans même parler du succès du succès de l'échec d'un produit peut-être bien mystérieux. Pourquoi le premier lancement de la bière « alcool » a-t-il été un échec total, quand elle finisse par se trouver une petite place ? Dans le premier temps, elle devançait peut-être trop

Ce que les industriels répugnent à avouer, c'est que le « sans » est aussi victime de l'excès. « Il y a eu aussi de mauvais produits », reconnaît ambages Paul Neyrat, diététicienne-conseil. Sous la bannière du « sans », certains se permettent un peu d'importer quoi, parfois aveuglés par l'attrait de la nouveauté, perdant tout aspect proprement médical. Le meilleur exemple : le beurre « sans » cholestérol. On a ainsi dépensé des fortunes en recherche pour arriver à extraire du beurre la bactérie du cholestérol. Avant que le produit s'avère... un désastre industriel, les scientifiques

les « sans » public », avance Claude Grignon, directeur du laboratoire de recherches sur la consommation de l'INRA, qui distingue « les approvisionnements routiniers » et « les produits à la mode ». Distinction passionnante. Car si les allégés s'essouffent, c'est surtout qu'à l'intérieur de l'agroalimentaire ils se situent dans la seconde catégorie, celle des produits à motivations d'achat complexes, et en tout difficilement cernables par les industriels. « A l'origine », reconnaît Lahlou, fut l'aliment brut : viande, fruit, légume, pain. La modification des conditions de vie créa ensuite

la grande « sans », de la force, avec la viande rouge, de la santé, avec les allégés.

Pour imparfaitement cerné qu'il soit, le « sans » symbolique est clair en tous cas qu'un hypothétique bénéfice médical, sur lequel les nutritionnistes sont divisés. Aucune étude exhaustive n'a encore établi une certitude que les allégés empêchaient véritablement de prendre du poids. Quant aux bénéfices des édulcorants de synthèse, introduits au lieu et place de sucre, les sodas et quelques aliments, ils restent tout aussi controversés. « Un soda light donne-t-il aussi faim qu'un soda sucré ? Le sucre n'est pas tranché », explique le professeur Bernard Guy-Grand, chef du service de nutrition à l'Hôtel-Dieu. Dans les expériences que nous avons menées, les résultats varient en fonction de l'heure de la prise des aliments.

**COUSINE JUMELLE** ■ Est-ce à dire que les allégés, dans les années qui viennent, vont disparaître dans les oubliettes à gadgets alimentaires éphémères ? Nul ne se risque à des prévisions pessimistes. Mais la notion d'allégement, trop négative, trop « privative » au goût du public d'aujourd'hui, ou de ce que les industriels croient connaître, pourrait bien laisser place à une cousine jumelle, qui fabrique et distribue, dans leur quête d'innocence de nouveaux totems, exploitent les équilibres.

Ce serait donc la nouvelle trouvaille de l'agroalimentaire des années qui viennent. Dans l'aliment, les équilibres sont non seulement retravaillés, mais ajoutés. Et voici qu'apparaissent les « sans » dans les corn-flakes, les yaourts, les bifidus, les teneurs en vitamines sur les emballages.

« La mode du « sans » se transforme en mode du « avec », assure Lahlou, pour qui la tendance est d'ailleurs déjà observable, « une plus de sveltesse, la force, en un mot, d'équilibre ». « Manger sainement tout en se faisant plaisir », résume une diététicienne-conseil de Findus. Déjà, sur certains emballages, les teneurs du produit en lipides, protéines, glucides ou fibres sont indiquées, parfois en plus grand que l'indication des calories. Le marketing alimentaire a donc de beaux jours devant lui.

Daniel Schneidermann



ayant clairement expliqué ce beurre, authentique pousse technique, n'avait aucun effet bénéfique sur la santé : le cholestérol synthétisé par le corps ne dépend que pour une faible part du cholestérol absorbé dans l'alimentation.

**ALIMENT BRUT** ■ En fait, les raisons du succès ou de l'échec d'un produit sont parfois bien mystérieuses. Pourquoi le premier lancement de la bière « alcool » a-t-il été un échec total, quand elle finisse par se trouver une petite place ? Dans le premier temps, elle devançait peut-être trop

« l'aliment service » : précut, pré-lavé, pré-découpé, préemballé. Dernier prototype de cet « aliment-service » : les produits sous cellophane.

Les industriels, là aussi, ayant atteint l'extrême limite de la technologie, ne en est arrivé au troisième stade du « produit-symbole », dont les allégés ont été qu'une manifestation parmi bien d'autres. « Qu'est-ce qui reste à vendre ? demande Lahlou. De l'immatériel. Du rêve, de l'image : des images de des racines, avec les confitures de grand-mère. Du luxe, avec le champagne, de l'authentique, du soin artisanal, de

## Le duel de l'aspartam

MAASTRICHT  
un envoyé spécial

Aspartam : le nom est laid. Mais il vaut toujours mieux que la dénomination imprononçable de la molécule de synthèse APM dont il est l'acronyme avantageux. Et ce produit quasiment miraculeux fait le bonheur des fabricants de produits légers. Fort en pouvoir sucrant, faible en calories, l'aspartam est un édulcorant idéal du sucre.

Ses ventes mondiales totalisent actuellement 1 milliard de dollars par an. Et le marché est loin d'être saturé. « Certains pays, comme l'Espagne, l'Italie et la France, connaissent la peine l'aspartam. Nous prévoyons une progression des ventes de 10 % par an en Europe, et de 5 % aux Etats-Unis. Et nous ne sommes pas ce qui va se passer en Amérique du Sud, en Europe de l'Est ou en Afrique », affirme Ad Van Der Ven, directeur des ventes de la Holland Sweetener Company (HSC).

HSC, installée à Maastricht, est l'un des deux producteurs mondiaux d'APM avec l'américain Monsanto, qui se cache derrière la marque NutraSweet. L'aspartam est une molécule synthétique qui se compose de deux acides aminés naturels, l'acide aspartique et l'acide glutamique, combinés avec un sucre.

Jouissant du droit d'exploitation exclusive, s'appuyant sur un énorme marché intérieur (les Etats-Unis absorbent 80 % de la production mondiale) et pratiquant un marketing agressif, Monsanto a été d'asphyxier la concurrence. Mais HSC, filiale européenne des groupes chimiques néerlandais DSM et japonais Toisho, ne l'a pas entendu de cette oreille.

En 1990, elle a obtenu de la Commission européenne qu'une taxe anti-dumping soit prélevée sur l'aspartam bradi dans la CEE par le géant américain : « Il coûtait 150 à 200 dollars aux Etats-Unis et 80 dollars seulement en

Europe », se souvient Ad Van Der Ven. Cette guerre des prix a été précédée par une décision des autorités de Bruxelles, la firme a gagné, selon ses dires, 20 % du marché européen.

Anticipant la venue de l'échéance, le 14 décembre prochain, des brevets de Monsanto aux Etats-Unis, HSC vient de demander l'extension de son brevet de l'aspartam (sud des Pays-Bas), dont la capacité de production passe de 1 à la fin 1992 de 500 à 2 000 tonnes annuellement.

Cet investissement de quelque 300 millions de francs, qui correspond à un doublement de la mise du départ de 1985, est une réponse du berger à la bergère : Monsanto aurait l'intention de construire à Dunkerque une unité de production de 2 000 tonnes par an également.

Le marché aura-t-il le ventre assez gros ? HSC estime que la consommation mondiale d'aspartam augmentera de plus de 50 % d'ici à l'an 2000. En prévision de sa campagne américaine, la compagnie a aussi des contacts « promoteurs » avec des clients potentiels qui ont également un intérêt stratégique à une concurrence mondiale entre HSC et Monsanto et David-Hall. « Mais nous ne pouvons pas qu'accroître notre capacité de production, nous devons aussi donner au marché de l'aspartam un véritable compétitif à l'échelle du globe. L'aspartam d'un second fournisseur fiable serait immédiatement à une plus grande uniformité des prix », estime Winfried Vermeij, président d'HSC.

Les optimistes, comme un général avant l'offensive : « Maintenant, on va vraiment se battre sur le terrain économique. Le bataille juridique était intéressante, mais ce n'était pas notre véritable première ».

Christian Chardier

## RÉAMÉNAGEMENT

## Rails à vendre en centre-ville

Voies de chemin de fer, stations de métro ou de RER désaffectées, certaines infrastructures de transport ont la cote. Situées au cœur des villes, elles constituent un réservoir d'espaces aménageables considérable

« **P**AS d'espace à perdre. » Malgré la morosité actuelle du marché immobilier, la rareté des terrains disponibles, notamment dans Paris, justifie le refrain, entonné de conserve par les responsables de la gestion du patrimoine de la SNCF et de la RATP. Les patrimoines fonciers considérables de ces deux établissements publics — 115 000 hectares en France pour la SNCF, 100 000 hectares pour la RATP, réseau ferré compris — représentent des fonds de commerce convoités, surtout lorsqu'ils se situent au centre des arrondissements cotés ou dans le sous-sol des quartiers chics. Dans ce contexte, et à la marge des opérations classiques de terrains ou d'entrepôts, certains équipements ont acquis une valeur marchande.

Première manne : la cession de volume qui consiste à vendre des mètres carrés situés au-dessus des voies de chemin de fer. La « mise en boîte » des voies réalisées par exemple par la SNCF à la dalle Montparnasse, témoigne de procédé qui permet de rendre constructible l'espace situé au-dessus des lignes de chemin de fer. Mais le coût de la chape de béton qui recouvre ces voies constituait, il y a trois ans encore, un obstacle économique à la commercialisation de ces mètres carrés aériens. Depuis, la hausse des prix

des terrains constructibles a effacé l'aspérité financière. Les voies ferrées ont acquis une valeur foncière à part entière. Ainsi, la gigantesque opération de 130 hectares du futur quartier d'affaires situé entre Austerlitz, Tolbiac et le boulevard Masséna devrait être vendue par la SNCF 30 hectares, dont une partie sera située au-dessus des voies de transport. La SNCF d'aménagement concerté à la Villette-Auber, qui s'étend sur 90 hectares au nord de la gare de l'Est et de la gare du Nord, prévoit aussi la couverture de 10 hectares ferrés.

Les voies désaffectées de la petite ceinture au sud de Paris, qui représentent 20 hectares en surface, pourraient aussi, comme la ligne C du RER à Paris, Boulogne-Boulogne, être recouvertes de tennis, de crèches ou d'espaces verts. La SNCF de 100 mètres carrés aériens entre pour une bonne part dans les 750 millions de francs dégagés chaque année sur Paris depuis 1985 par le service des opérations et de la gestion domaniale que dirige Jean-Pierre Cathala.

**RECONVERSIONS** ■ La superficie plus modeste, d'autres équipements, inutilisés cette fois, font l'objet de reconversions parfois inattendues. La gare de Lyon-Brotoaux a ainsi été transformée en galerie d'antiquaires et de bijoux. Biarritz en centre culturel. Pour l'anecdote, un spécialiste du meuble

Metz a même reconverti une rotonde de machines à SNCF — plate-forme tournante destinée à l'entretien des locomotives — en présentoir mobile pour ses clients. L'ancien Sammut, responsable du département du patrimoine de la RATP, reconnaît que, dans l'optique, des terminus de métro ou de RER pourraient également être réaffectés. La régie a d'ailleurs installé sous le parc Montceau, dans le dix-septième arrondissement, un ancien terminus de formation qui permettait aux conducteurs de faire demi-tour.

La grande distribution s'intéresse aussi aux mètres carrés souterrains jugés attractifs.

Dans l'ancien terminus de la ligne 1 de métro situé porte Maillot, qui s'étend sur 1 000 mètres carrés en sous-sol, des projets de boîtes de nuit ou d'espaces consacrés aux défilés de mode ont été proposés. La grande distribution s'intéresse aussi à ces mètres carrés souterrains.

ainsi, l'instar des responsables du développement de Darty et de Virgin Megastore qui sont penchés sur l'ancienne gare de RER du Luxembourg, enfouie sous le sixième arrondissement sur 2 500 mètres carrés. L'implantation souterraine de magasins est capable de séduire les investisseurs. Le magasin Darty situé sous la place de la Madeleine est aujourd'hui l'un des cinq plus importants chiffres d'affaires parmi les quarante points de vente du groupe en région parisienne.

**ÉVOLUTION** ■ Cependant, si vendre les équipements souterrains ou recouvrir les voies ferrées en centre-ville constituent des opérations relativement courantes, la valorisation du sous-sol souterrain rencontre plus d'obstacles. Les servitudes techniques, comme l'accessibilité, la ventilation ou la sécurité au sein d'une exploitation souterraine, sont la cause pour le moment la viabilité économique des projets. Le phénomène d'absorption du coût des installations souterraines n'a pas encore eu lieu. M. Sammut reconnaît d'ailleurs que le coût de construction est trop élevé par rapport à la surface, mais il affirme également qu'à long terme les infrastructures de transport pourront bien faire l'objet d'un véritable urbanisme souterrain.

Thibaut Romain

## CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULOUSE

## APPEL DE CANDIDATURE

de l'Aéroport de Toulouse-Montaudou dans le cadre de son extension, pour fourniture de 500 sièges.

## Offre à remettre avant

le lundi 7 mars 1992 à 17 heures

sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention : « sièges — extension aéroport »

Aéroport de Toulouse-Montaudou — service technique — B.P. 103

31703 BLANCAZAC CEDEX

Renseignements et modalités : M. HUET — Tél. : 61-53-76-02.

## Eurostaf

Europe Stratégie — Analyse Financière

vous annonce la parution de nos dernières études :

- L'industrie mondiale du luxe : l'impératif de la création face à la banalisation des marchés
- Les leaders européens de l'agro-alimentaire face à leurs concurrents américains
- Leclerc, Intermarché et la grande distribution à dominante alimentaire
- Antipollution et dépollution : les équipementiers européens face à l'évolution de leurs marchés
- Les banques moyennes françaises : stratégie de niches ou retour à l'intermédiation ?
- Les sociétés de recouvrement de créances et de renseignements commerciaux
- La stratégie des leaders européens de l'assurance dans la perspective du marché unique
- Les médicaments vendus sans ordonnance (OTC) en Europe

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contactez : EUROSTAF 60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47-70-22-55 - Fax : 47-70-11-93



PERSPECTIVES

ALLEMAGNE

# Comment vendre la Telekom

Fonds propres en baisse, investissements lourds en vue et internationalisation des marchés plaident pour une privatisation rapide de l'équivalent allemand de France Telecom. Mais la réalisation risque de prendre beaucoup de temps

Allemands le ministre des finances, Theo Waigel, n'a rien d'un homme «thatchérien» pour évoquer la privatisation de la Deutsche Bundespost Telekom, l'équivalent allemand de France Telecom. L'entreprise publique doit être vendue «le plus vite possible», déclarait-il le 11 février. Une opération ambitieuse : selon les calculs du pôle allemand de télécommunications vaudrait 272 milliards de francs (environ), soit trois fois la capitalisation boursière d'Elf Aquitaine, numéro un de la place parisienne. Pour le ministre, les titres de la Telekom doivent devenir «les actions populaires des années 90».

Avant la chute du mur le 9 novembre 1989, la loi proposait un statut général au nom de la préservation du service public. Or l'unification a entraîné des tabous outre-Rhin et un déficit budgétaire qu'on ne peut pas regarder sur le moyen terme. Aussi la sortie du ministre n'a pas rencontré d'hostilité. Même le puissant syndicat Deutsche Postgewerkschaft (DPG), auquel appartient la Telekom, n'a pas jugé utile de publier un communiqué acide contre la dérégulation. Pour le milieu politique allemand, les

jeux sont faits : «Tout le monde attend la privatisation, les seules questions sont : quand ? et comment ?» résume un observateur. En effet, il y a tant d'obstacles de solutions possibles que l'affaire pourrait traîner longtemps — même si le monde estime qu'il y a urgence.

Et il y a la situation financière du «géant jaune» — en raison de la couleur traditionnelle des PTT allemandes, — troisième entreprise de télécommunications du monde avec environ 156 milliards de francs de chiffre d'affaires et 212 000 salariés rien qu'à l'Ouest, s'est dégradée fortement ces dernières années. Ce n'est d'abord pas la Telekom qui inquiète : le taux d'autofinancement de la Telekom n'est pas de 100 %, aucune n'est prise, estimait récemment le directeur de la Telekom dans un document interne, les fonds propres ne représenteront plus, à la fin de 1998, que 20 % du capital immobilisé. Un ratio beaucoup trop bas dans un secteur qui demande des investissements très lourds, à très long terme : le plan actuel prévoit une moyenne de 10 %.

Ces chiffres ne font qu'un surcroît de la peine, Christian Schwarz-Schilling, le ministre des PTT, avait déjà restructuré l'établissement ; promettant que celui-ci serait en

forme pour l'avenir», il avait salué l'entrée en vigueur de la réforme en juillet 1989, comme une «date historique» pour les télécommunications d'outre-Rhin.

**TROIS BRANCHES** • Cette réforme a scindé la Bundespost en trois branches — la Telekom, la Deutsche Post, la Deutsche Bundespost — Banque postale, — chacune dans leur gestion, l'Etat n'aurait plus le pouvoir de réglementation et la définition des grands objectifs comme le développement de l'infrastructure. La loi avait réduit le monopole de la Telekom : les réseaux télématiques, les services publics de transport et d'acheminement de la voix, un droit exclusif du «géant jaune», les services de télécommunications étant soumis à la loi du marché.

En mars 1991, Christian Schwarz-Schilling jugeait «complètement déplacé» une discussion sur la privatisation de l'entreprise publique. Mais, en octobre, un épais document du ministère évoquait déjà le détail des problèmes juridiques d'une privatisation de la Telekom.

Pour justifier sa volte-face, le ministre possède pourtant un bon argument : l'internationalisation des marchés de télécommunications. Entreprise publique, la Telekom — contrairement à France Telecom — ne s'engage à l'étranger pour

installer, par exemple, des réseaux en Russie, qui «aura des effets négatifs pour l'industrie allemande des télécommunications». En effet, pour se lancer dans de telles aventures, il faut beaucoup d'argent. L'exemple des cinq milliards que Lander le montre : la Telekom y investira plus de 200 milliards de francs d'ici 1997 pour étendre le réseau et respecter des obligations de service public et notamment d'offrir les mêmes services dans toutes les régions aux mêmes conditions et aux mêmes prix.

Pour les syndicalistes de la DPG, pour les sociaux-démocrates, cela ne suffira pas à résoudre les difficultés de la Telekom. Emil Bock, numéro 2 du DPG, affirme : «Beaucoup de problèmes résident dans la politique de régulation actuelle du ministre». Celui-ci, effet, n'a vraiment pas fait de cadeaux à l'entreprise ces derniers temps.

D'abord, il l'a contrainte à louer à très bas prix des capacités de transport et concurrent dans le réseau des téléphones cellulaires. Il a limité au minimum le monopole du service téléphonique, «vache à lait» de la Telekom. Enfin, il a exclu la firme du nouveau téléphone cellulaire de la PCN, pour quatre ans au moins.

**LOI FONDAMENTALE** • A moyen terme, les mesures devraient coûter plus de 22 milliards de francs par an à la Telekom, a calculé le directeur de l'entreprise dans un document interne. «Chaque de ces interventions prive de recettes pour remplir les obligations du service public», a plaint Gerd Tenzer, membre de son conseil.

Afin d'éviter de telles conséquences dans l'avenir, les sociaux-

démocrates veulent que les obligations soient inscrites dans l'article 87 de la Loi fondamentale (la Constitution) : «Une condition sine qua non», a-t-il écrit. Arne Börsen, un des experts de télécommunications du groupe parlementaire SPD. Cette revendication trouve aussi des partisans... au sein de la CDU.

Or, pour privatiser la Telekom, il faut changer l'article 87 qui mentionne le caractère public de l'entreprise. Et c'est d'abord de la Constitution exige une majorité des deux tiers dans les deux Chambres du Parlement.

Ce n'est pas le seul obstacle. Le statut des fonctionnaires sera certainement une armée de législateurs : comment transformer les fonctionnaires, qui représentent environ la moitié des effectifs, en simples salariés ? que la privatisation soit annulée par la Cour constitutionnelle ?

Pour toutes ces raisons, Michael Schwemmler, responsable de la politique de télécommunications du DPG, estime qu'on «verra pas ces actions populaires avant deux ans». La «modèle rhénan» cher à Michel Albert ne peut être efficace mais certainement rapide. Et pour le syndicaliste, «France Telecom peut servir d'exemple».

Ludwig Siegle

Un impératif : offrir les mêmes services dans toutes les régions aux mêmes conditions et aux mêmes prix.

TCHÉCOSLOVAQUIE

# Heurs et malheurs de la privatisation

La vente par «coupons» des entreprises publiques, qui devait permettre à chaque citoyen tchécoslovaque de devenir actionnaire du patrimoine industriel, a suscité l'enthousiasme puis donné naissance à divers trafics

PRAGUE correspondance

A privatisation tchécoslovaque n'est pas un objectif ambitieux. La première étape était de donner à chaque citoyen le droit de devenir détenteur d'une partie, si modeste soit-elle, du patrimoine industriel national. Officiellement, il s'agissait de permettre à la population au changement économique, en l'initiant aux rudiments de l'économie de marché.

Moyennant un investissement de 1 000 couronnes (200 francs, le quart d'un salaire moyen), tout personne de plus de dix-huit ans pouvait acheter un carnet de coupons qui lui donnerait par la suite droit à des

actions d'entreprises privatisables.

En fait, cette opération visait à empêcher les anciens apparatchiks du régime communiste de profiter de la privatisation pour blanchir leurs avoirs. Elle visait aussi, et surtout, un garde-fou contre la concentration de quelques mains dans des nouvelles entreprises privatisables. Si l'actionnariat populaire pouvait faire redouter une dispersion du capital aux futurs investisseurs étrangers, il leur offrait en revanche une garantie de transparence et une certaine stabilité : les actions dissimulées ne pouvaient être ni vendues, ni échangées pendant une période d'un an.

Ces desseins ont aujourd'hui remis en cause par l'émer-

gence de très nombreux «fonds d'investissement» (près de cinq cents) et de nombreux acteurs économiques, spéculateurs et puissances. Impossible pour l'Etat de savoir qui est à l'origine, par exemple, du Fonds Harvard, le plus actif sur la place pragoise. Fin janvier, le quotidien Lidové Noviny avait fait insidieusement remarquer qu'une grande partie du personnel employé par cette entreprise travaillait auparavant à la solde du premier ministre communiste, Ladislav Adamec. De même, de nombreux fonctionnaires se sont livrés à ce qui semble être un délit d'initié en prenant une part active à certains de ces fonds. En Tchéquie, ils ont été sommés de renoncer à l'une des deux activités, alors qu'en Slovaquie, les autorités ont tenté plus coulantes.

Le miracle attendu a produit donc : premières files d'attente et ruée sur les livrets de coupons. Trois mois après le lancement de l'opération, le nombre de personnes «enregistrées» a atteint 4,7 millions.

**CAUCHEMAR** • Le succès qui avait redonné du sourire à Vaclav Klaus devait rapidement se transformer en véritable cauchemar. Les publicités tapageuses et douteuses se multipliaient et, avec elles, les premières plaintes. Après avoir acheté des livrets de coupons en masse, provoquant une pénurie, les agents de la compagnie Harvard furent accusés de revendre, sous le manteau, le même prix, à condition toutefois que les personnes adhèrent à leur fonds d'investissement.

Ces abus ont déclenché les foudres des autorités, confrontées à un vide juridique total : «Attendez de pouvoir investir vous-mêmes dans l'entreprise de votre choix», devait conseiller, impuissant, le ministre tchèque de la privatisation. Aujourd'hui, le gouvernement tchécoslovaque a décidé de suspendre la vente des livrets et de les remplacer par d'autres, provisoires, attendant d'en avoir fait imprimer

un nombre suffisant. La date finale d'enregistrement a été repoussée jusqu'à la fin février.

Tomas Jizek propose, quant à lui, de repousser tout bonnement la privatisation par coupons afin de clarifier le statut des

fonds d'investissement. Reste à savoir si, après avoir tranché deux des têtes de l'hydre de Lerne, les gouvernants réussiront à maîtriser les «monstres» qu'ils ont créés.

Catherine Monroy



**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**

California Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation  
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

**MBA Master of Business Administration**

- Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie innovante et l'expérience d'un projet personnel/professionnel, programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

**Master of Business Administration for International Management**

- Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE
- Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale de niveau d'anglais, conduisant au :

**M.B.A. Management International**

**Informations et sélections pour l'Europe**  
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)  
tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - CA  
Programme associé en Asie - Pacific C. of HONG KONG

“Investissez 1 000 couronnes avec nous. Nous vous garantissons 10 000 dans un an.”

Citant qu'elles disposent d'éléments précis sur les entreprises privatisables — alors que ces informations sont supposées ne pas filtrer — les ministères, les organisations proposent en Tchéquie et en Slovaquie de réaliser pour les meilleurs investisseurs, leur offrant de substantiels dividendes. A l'origine, ces intermédiaires, dont certains ont pignon sur rue, les banques Zivnostenska ou Bohemia, devaient prendre le relais de la campagne nationale et stimuler les ardeurs des investisseurs.

Car la privatisation par coupons, lancée en novembre 1991 par le ministre des finances, Vaclav Klaus, n'avait reçu, dans un premier temps, qu'un accueil mitigé. L'Etat avait sur quatre millions de participants (sur quatre millions de personnes

**MBA BILINGUE DE L'ISA LE TREMPIN DES DECIDEURS EUROPEENS.**



Vous avez décidé de donner un coup d'accélérateur à votre carrière. L'ISA vous propose, au sein du Groupe HEC, un MBA européen bilingue, en 16 mois. Cette formation supérieure au management vous ouvre votre passeport pour entrer dans le cercle très fermé des vrais décideurs. Chaque année, près de 1000 postes de haut niveau sont proposés aux diplômés ISA.

**Réunion d'information :**  
Jeudi 27 Février 1992  
à 18 H  
Cercle France-Amérique,  
1<sup>er</sup> étage  
9, av. Franklin Roosevelt  
Paris 8<sup>e</sup>. Métro : Franklin Roosevelt  
Accès libre

**Admission sur dossier, tests, entretien.**  
Conditions : diplôme d'enseignement supérieur et/ou expérience de cadre.

**ISA** INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES

**HEC** HAUTE ECOLE COMMERCIALE

tous renseignements, écrivez ou téléphonez : Groupe HEC  
Institut Supérieur des Affaires, Service Admissions  
78331 Jouy-en-Josas cedex  
Tél. : (1) 39 67 7379 ou (1) 39 67 7382

**APPEL DE CANDIDATURE**

**urostaf**

...changer...travailler...apprendre...



## Mon théâtre, mes films qu'est-ce que c'est ?

**Per ARMAND GATTI**  
(Paraph. 26 et 27.)

## Sur une guerre oubliée

**Par IGNACIO RAMONET**

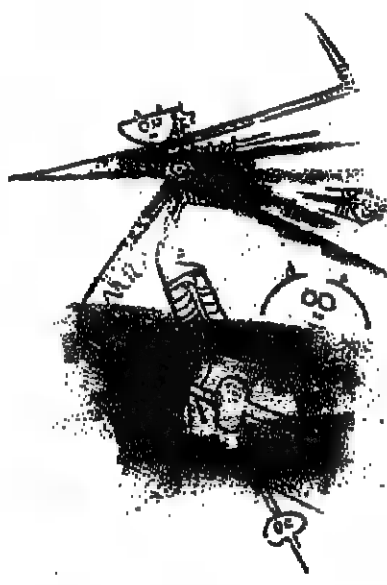
**E**L SALVADOR, ce petit pays d'Amérique centrale, connaît-il enfin la paix ? Douze années d'hostilités ont fait sept à huit cent mille morts, selon un bilan qui compte quelque 75 000 morts (dont plus de 800 000 de la population civile) en France, et font de cet affrontement « le conflit le plus meurtrier sur le continent depuis la guerre civile américaine (1) ». Un accord de cessez-le-feu a été signé le 16 janvier, à Mexico, par le président Alfonso Goti-Frías, l'extrême droitiste, et le général marxiste du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) prévoit l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu dès le 1<sup>er</sup> février et l'établissement « la paix le 31 octobre.

Cette guerre a commencé le lendemain de la victoire sandiniste au Nicaragua en 1979. En riposte à la terreur pratiquée par les Escaleros de la mort, des organisations de gauche constituant une guérilla qui put compter sur le soutien de Mexico, de La Havane et de Moscou. Craignant de voir l'Amérique centrale devenir un nouveau théâtre de la « théorie des dominos », Washington décida d'intervenir en tirant les leviers politiques et militaires de se

devenue combat manichéen, affrontement de deux fanatismes.

Mais il devenait évident que ce conflit n'avait point de solution militaire. El Salvador pouvait-il s'écarter du nouveau climat politique international ? La défaite électorale des sandinistes en février 1990, la disparition de l'Union soviétique, ainsi que le triste naufrage du régime d'Al Fatah au FMLN ont encouragé une politique issue politique « neutre », admettant Villalonga qu'en Colombie, le négocier est le vainqueur.

De leur côté, beaucoup d'hommes d'évergards de la doctrine de



WIFREDO LAM. - « Sans titre » (1975)

## LE SABRE ET LA PIÉTÉ

# Algérie : le dérapage

l'expression dont on fait preuve les autorités militaires en Algérie, après le coup d'Etat du 11 janvier, est de mauvais augure. Le nouveau régime ne semble avoir qu'un objectif : barrer la route à une opposition nationale et réactionnaire à la fois, le Front islamique du salut, au pouvoir, aurait lui aussi stoppé la démocratie. L'opposition est donc l'espoir des pauvres « des déshérités. Ceux-ci trouvent en lui, et en son discours rageur, messianique, incohérent. Ceux-ci trouvent en lui, et en son discours abandonné, trahi, trahis. Les élites modernes sur l'Etat dont ils se sentent abandonnés, trahis, trahis. Les élites modernistes n'ont pas admis que ce « parti des yeux » parvienne, démocratiquement, au pouvoir. Ils ont donc rompu avec lui. Ils ont donc rompu avec la démocratie. Ils ont donc rompu avec le romancier péruvien Mario Vargas Llosa qui, dans son roman « Le plaisir du texte », écrit : « En 1984, dans la Guerre de fin de siècle, le régime démocratique a été détruit. Car le sabre n'a pitié ni des hommes, ni des femmes, ni des enfants. C'est la guerre. Car ».

Par LAHOUARI ADDI<sup>2</sup>

**D**ÉPUIS le choc d'octobre 1988, où les soldats furent amenés à tirer sur des jeunes manifestants pour rétablir l'ordre, l'armée algérienne a donné des leçons de sang attachement à la loi du pays et à la légalité. En juin 1991, alors que les raisons de demander le Front islamique pour la libération de la Tunisie (Fli) de Benjedid dépassaient les événements, elle s'était présentée à l'armée du Fli pour lui faire la morale et lui rappeler la loi. Elle a favorisé la frange modérée respectueuse de la loi. Demeurant favorable à « douce », sans répression.

Judiciaires contre le personnel politique, l'armée espérait - le 23 décembre dernier - que le FIS obtiendrait moins de 40 % des sièges à l'Assemblée nationale, ce qui aurait obligé le parti islamiste à partager le pouvoir avec le FLN et, éventuellement, avec d'autres partis.

Il semble donc que les forces armées ont été surprises (2) par le résultat prévisible du second tour des élections qui aurait donné au FIS la majorité des sièges à l'Assemblée nationale et lui aurait permis, pour peu que le président eût voulu faire, de modifier la Constitution.

(Lire la suite page 70.)

(Lire la suite page 20.)

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

## BELGIQUE : L'EXTRÊME DROITE DANS LES COULOIRS DU POUVOIR.

par *Frédéric Larsen*. Comment l'extrême droite s'enracine dans le terreau de toutes les détresses.

## UN PLAN MARSHALL POUR LES PAYS DE L'EST ?

par Bernard Cassen. C'est un énorme effort que devront consentir les Etats occidentaux s'ils veulent se prémunir contre les conséquences de la paupérisation à l'Est.

## ÉQUILIBRE PRÉCAIRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE,

par Catherine Lutard. Demain, une nouvelle guerre ?

## L'AVENIR COMPROMIS DES PALESTINIENS.

par *Paul Kessler* et *Joseph Parisi*. L'inexorable colonisation de la Cisjordanie et de Gaza.

# L'ÉCONOMIE MONDIALE EN PANNE DE GRAND DESSEIN.

par Jacques Decornoy et Frédéric F. Clairmonte. Le temps de la récession et des impitoyables conflits d'intérêts.

## UN CONTRAT PLANÉTAIRE POUR UNE NOUVELLE HUMANITÉ.

par *Riccardo Petrella*. Sortir du chaos et de la crise.

## NEW-YORK : DES GUERRIERS DE LA PAIX DANS L'ENFER URBAIN,

par *Ingrid Carlander*. Agir au cœur des quartiers en ruine.

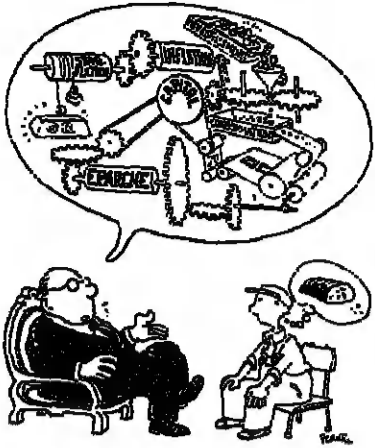
## LA TÉLÉVISION KARAOKÉ,

par *Ignacio Ramonet*. Réalités-spectacles pour temps de crise.

**En vente chez votre marchand de journaux - 20 F**



## L'OPEP



La dernière conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus connue sous son sigle OPEP, n'a pas failli à la tradition. Précédée par un ballet politico-économique visant à marquer les positions de départ des différents acteurs, puis ouverte de façon solennelle le 12 février, elle devait déboucher sur un compromis laborieusement négocié au cours de réunions de moins en moins formelles. La mécanique est finalement bien rodée. Plus de trente ans après sa fondation, l'organisation est toujours là. Menacée d'éclatement à différentes reprises, elle a survécu — entre autres crises — aux huit années de guerre que se sont livrées deux de ses membres fondateurs, l'Irak et l'Iran, ainsi qu'à l'invasion du Koweït par Bagdad. Si l'OPEP survit, c'est qu'elle constitue pour ses treize membres un cartel d'une indéniable efficacité. Soumis au seul jeu de l'offre et de la demande, il y a fort à parier que les prix du brut traîneraient bien au-dessous des niveaux actuels. Les pays consommateurs doivent-ils le regretter ? Au lendemain du premier choc pétrolier, l'OPEP faisait figure d'adversaire à abattre aux yeux de l'Occident. Ce n'est plus le cas maintenant que l'organisation, prônant le réalisme, s'est fixée comme objectif de stabiliser les prix du pétrole aux alentours de 20 dollars le baril. Cette sagesse, qui contraste avec l'attitude jusqu'au-boutiste du début des années 80, doit beaucoup au poids de l'Arabie saoudite au sein de l'OPEP. Par l'importance et la flexibilité de sa capacité de production, ce pays a les moyens d'imposer une ligne modérée. Ce faisant, l'Arabie saoudite est régulièrement accusée d'être une marionnette entre les mains des Etats-Unis, eux-mêmes qualifiés de « quatorzième membre de l'OPEP ». Les liens étroits existants entre les deux pays sont indéniables — la guerre du Golfe en a apporté la preuve, — mais ils n'expliquent pas tout. Maintenir des prix relativement bas, c'est aussi assurer la prééminence du pétrole comme source d'énergie dans le monde de demain. La tâche est primordiale pour une organisation qui contrôle les trois quarts des ressources pétrolières de la planète.

Dossier établi par Véronique Maurus et Jean-Pierre Tuquoy

### Quand et pourquoi a-t-elle été créée ?

■ Lorsque, le 14 septembre 1960 à Bagdad, cinq pays — Venezuela, Iran, Irak, Arabie saoudite et Koweït — créent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, c'est à peine si la presse signale l'événement. Il ne s'agit alors que d'un syndicat de pays du tiers-monde, chargé de marchander avec les grandes compagnies pétrolières — les majors, — les quotas, propriétaires de 90 % des réserves, régnant alors sans partage sur le marché du brut. Les fondateurs ont trois objectifs : coordonner et harmoniser leurs

**"L'OPEP est le bouclier du tiers-monde."**

Conférence d'Alger (mars 1975).

politiques pétrolières, stabiliser les prix du pétrole (c'est-à-dire s'opposer aux baisses arbitraires des majors), et sauvegarder les intérêts des pays membres.

Pendant dix ans le « syndicat », reconnu comme organisation internationale par l'ONU en 1965, reste discret, bien que les cinq fondateurs aient été vite rejoints par huit autres producteurs : Qatar (1961), Libye et Indonésie (1962), Abou-Dhabi (1967), Algérie (1969), Nigéria (1971), Equateur (1973) et Gabon (1975).

Le lever de rideau arrive en octobre 1973, lorsque la guerre du Kippour pousse les pays arabes à profiter de la situation tendue du marché international pour utiliser « l'arme du pétrole ». En quatorze mois les prix du brut sont multipliés par cinq. L'OPEP, tenue pour seule responsable, entre par la grande porte dans la démolition occidentale.

Elle n'en sortira pas pendant une décennie. Car cinq ans après le premier « choc », la révolution iranienne d'octobre 1978 en provoque un second : en sept mois, le baril passe de 14,5 à 40 dollars. Profitant de leur position de force, les pays producteurs exproprient plus ou moins brutalement les compagnies.

Le triomphe est de courte durée. L'envolée des prix a découragé la consommation, les nationalisations ont poussé les compagnies à aller chercher l'« or noir » en dehors de l'OPEP. Confrontée à une crise de débouchés l'organisation doit, dès la fin de 1982, plafonner sa production et distribuer entre ses membres des quotas stricts, puis baisser ses prix officiels, bref agir en vrai cartel. Il est trop tard, et ce contrôle, d'ailleurs imparfait, ne suffit pas à empêcher la chute des cours, qui s'effondrent en 1986 à moins de 10 dollars avant de se rétablir entre 18 et 20 dollars le baril. L'OPEP a perdu sa superbe, mais pas son pouvoir.

### BIBLIOGRAPHIE

- *L'Étonnante Histoire de l'OPEP*, par Pierre Terzian, Jeune Afrique, Paris, 1983.
- *Les Hommes du pétrole*, par Daniel Yergin, Stock, 1991.
- *Le Pétrole*, par Agnès Chevallier, La Découverte, collection « Repères », 1986.
- *OPEC Instrument of change*, par Ian Seymour, Macmillan, 1980.
- *L'OPEP*, par Lioubomir Mihailovitch et Jean-Jacques Pluchart, PUF, collection « Que sais-je ? », 1985.
- *1990 : retour sur l'OPEP*, par Pierre-Marie Cussagnet et Jean Kramarz, Réalités industrielles, Annales des Mines, juillet-août 1990.

L'OPEP, organisation internationale reconnue, est, comme telle, dotée d'un siège (à Vienne) et d'une administration pléthorique. Mais c'est aussi une sorte de club, où se retrouvent à l'occasion de chaque conférence tous les acteurs du marché pétrolier. Elle a une langue : l'anglais, et un jargon, réservé aux initiés.

**BARIL.** — Quantité de référence de la production : un baril contient 159 litres.

**BRUT.** — Pétrole non raffiné. Comme les vins, il en existe d'innombrables variétés. Les plus connues sont l'« Arabian light » saoudien, le « Brent » britannique et le « West Texas Intermediate » texan.

**COMITÉ DE SURVEILLANCE DU MARCHÉ.** — Lieu d'empoiement des forces entre les experts des différents pays, chargés à la veille de chaque conférence d'estimer la « demande

### Quel est réellement son pouvoir ?

■ Vouée aux gémonies pendant dix ans, puis trop vite enterrée, l'OPEP ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Avec le recul, on s'aperçoit en effet que, même à son apogée, elle ne semblait tenir entre ses mains, non seulement les prix du brut, mais aussi la santé de l'économie mondiale. L'organisation n'a fait qu'accompagner les mouvements de fond du marché, sans réellement les provoquer. Le premier choc comme le second — de même que la brève envolée de l'automne 1990 — ont été provoqués par des ruptures politiques intervenant sur un fond de tension extrême de l'offre et de la demande, que les treize pays membres n'ont pas réussi à maîtriser complètement.

Il est aussi excessif de dire que, depuis la chute des cours de 1986, l'OPEP a perdu tout pouvoir. Certes les prix du brut ne sont plus fixés officiellement par les producteurs mais indexés sur les cours au jour le jour des marchés à terme, devenus prédominants. Mais l'organisation, tout affaiblie et divisée qu'elle soit, demeure le principal acteur du marché pétrolier, le seul qui peut *in fine* équilibrer l'offre à une demande fluctuante, grâce à l'importance de ses capacités de production inemployées.

Depuis 1986 les treize pays, sous la houlette de l'Arabie saoudite, n'ont d'ailleurs pas si mal réussi puisque les cours, en moyenne, ont oscillé autour des prix de référence qu'ils avaient fixés : 18 puis 20 dollars par baril. Et la dernière guerre du Golfe a montré que l'organisation pouvait seule éviter le pire en compensant, dans un délai de quelques mois, un déficit grave de production comme celui né de l'élimination du Koweït et de l'Irak du marché.

**"Nous n'y avons pas attaché beaucoup d'importance car nous ne pensions pas que ça fonctionnerait."**

Howard Page, PDG d'Exxon de 1949 à 1965, à propos de la création de l'OPEP.

### Pourquoi n'y a-t-il pas de nouveaux membres ?

■ Parce qu'il n'y a pas de candidats. Et pour cause : en période de hausse de la demande, appartenir à l'OPEP ne confère aucun avantage particulier. Tous les pays exportateurs profitent de la situation. En revanche, lorsque la demande s'affaiblit et qu'il faut réduire l'offre de pétrole brut — comme aujourd'hui, — le sacrifice incombe à l'OPEP, et à elle seule. Les autres pays exportateurs (dits « NOPEP » pour non OPEP) refusent de prendre leur part du fardeau. D'où le reproche qui leur est adressé parfois d'être des « passagers clandestins » de l'organisation, voire des « parasites ».

La seule exception notable à ce degré zéro de la coopération remonte au « contre-choc pétrolier » de 1986. L'effondrement des prix fut alors tel que des pays comme l'Égypte, la Norvège, le Mexique acceptèrent de réduire leur production le temps que les cours remontent.

Les adversaires de l'OPEP ont longtemps cru pouvoir affaiblir celle-ci en misant sur la montée des « NOPEP ». Et en particulier sur la très libérale Grande-Bretagne, devenue un producteur non négligeable de brut. Le calcul s'est révélé faux : la production en mer du Nord plafonne ; le Mexique révisé à la baisse le montant de ses réserves ; et la Chine ne tient pas ses promesses pétrolières. Quant aux deux premiers mondiaux : l'ex-Union soviétique et les Etats-Unis, leur production ne cesse de baisser depuis quatre ans. De l'autre côté, l'OPEP contrôle toujours 40 % du brut produit et 80 % des exportations mondiales ; elle détient 75 % des réserves prouvées de brut... et surtout la quasi-totalité des réserves à très bas coût (moins de 2 dollars par baril contre 15 aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne).

**"Maintenant le monde paie enfin le vrai prix du pétrole ; c'est le prix de l'histoire."**

Juan Pablo Perez Alfonso, père fondateur de l'OPEP, ministre vénézuélien des mines (1979).

### Quel est l'avenir de cette organisation ?

■ Depuis sa création, l'OPEP est minée par un clivage profond. À l'origine de la plupart des crises qui ont secoué l'organisation, *Grosso modo*, les treize membres se partagent en trois familles (voir graphique ci-dessous) :

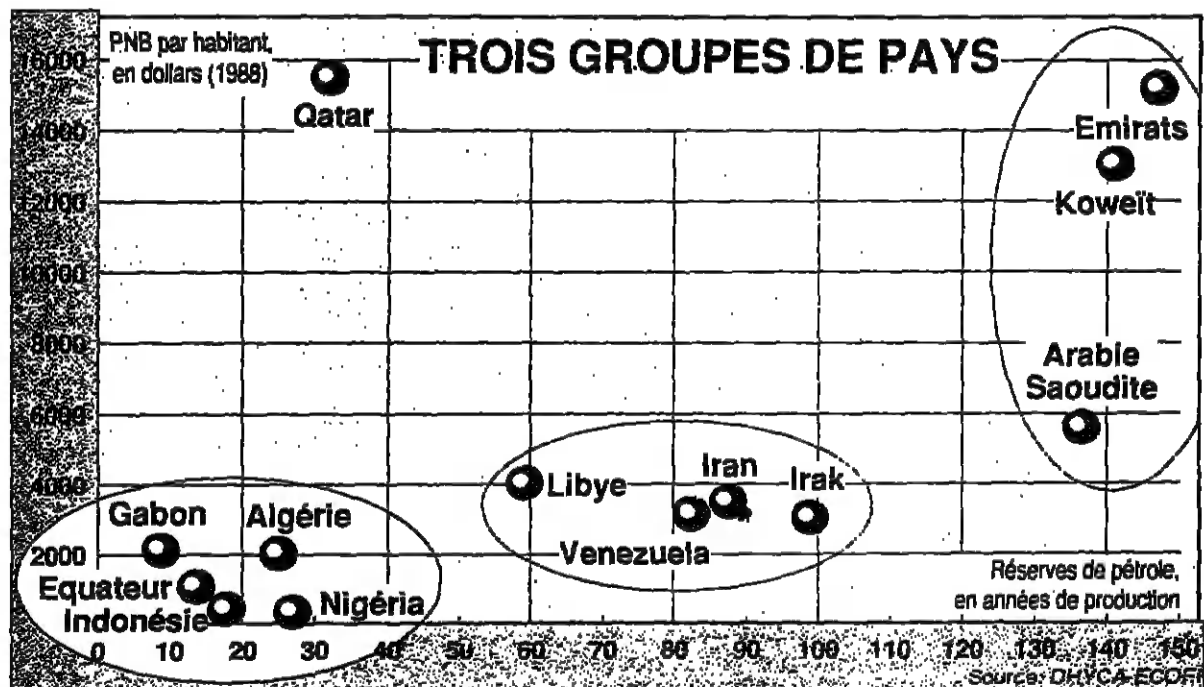
— les pays fortement peuplés mais dotés de réserves de pétrole faibles, de l'ordre d'une vingtaine d'années : Indonésie, Algérie, Nigéria, Gabon, Equateur ;

— les pays très peu peuplés mais jouissant d'importantes réserves de brut : Arabie saoudite, Koweït et Emirats arabes unis. Les « éponges à pétrole » du golfe Persique, auxquels il faut associer le Qatar pauvre en réserves de pétrole brut, mais riche en gaz et très peu peuplé ;

— entre les deux, une sorte de marais constitué de pays intermédiaires : Venezuela, Irak et Iran (réserves et populations importantes), ainsi que la Libye (réserves et population faibles).

Les intérêts de ces trois groupes divergent. Le premier a intérêt à ce que les prix soient le plus élevés possible pour maximiser ses revenus à court terme. À l'opposé, les Saoudiens et leurs alliés pressent en faveur d'une modération des prix. Il s'agit pour eux de conforter l'avenir à long terme du pétrole. Et d'éviter que des sources d'énergie concurrentes, comme l'électricité d'origine nucléaire, ne viennent mordre sur leur marché. L'intérêt du groupe des pays intermédiaires se situe à mi-chemin. Une hausse graduelle mais réelle des prix les comblerait. Jusqu'à présent, l'OPEP a réussi tant bien que mal à naviguer entre ces préoccupations contradictoires. La leçon du passé aidant, la modération a tendance à l'emporter : même les plus radicaux, comme l'Algérie, l'Irak, ou la Libye ont compris qu'un niveau de prix excessif tuait le marché beaucoup plus vite et plus sûrement que prévu — la dernière crise l'a encore montré.

Le prochain défi viendra sans doute de l'extérieur : la protection de l'environnement. Quelque 680 milliards de barils de brut sont brûlés chaque année dans le monde. Ils sont responsables de 40 % du dioxyde de carbone émis dans l'atmosphère. Du coup, les économies d'énergie redeviennent à la mode. Aux Etats-Unis, la Californie entend favoriser les voitures électriques. De son côté, la Commission de Bruxelles projette de taxer les énergies fossiles pour en restreindre l'utilisation. Rien de catastrophique encore pour l'OPEP. Mais le coup est parti.



### LEXIQUE

OPEP : à venir (une fois soustraits la production des non-OPEP et les mouvements de stocks).

**CONFÉRENCE.** — Principal lieu de décision. Réunit les ministres du pétrole des treize pays membres en « conférence ordinaire » deux fois l'an, ou lorsque les circonstances l'exigent en « conférences extraordinaires ». Toutes les décisions doivent être en principe adoptées à l'unanimité.

**CONSULTATIONS PRIVÉES.** — Les vraies négociations. Elles se déroulent généralement par très petits groupes dans les suites des ministres.

**DÉLÉGATION.** — Chaque pays envoie, avec son ministre du pétrole, une délégation plus ou moins fournie — de trois à vingt membres — où se retrouvent ainsi, mêlés aux vrais spécialistes (dirigeants des compagnies nationales, commerçants,

analystes, etc.), quelques princes de sang royal, des mollards, des politiciens, des « observateurs » au rôle ambigu, etc.

**MILLION DE BARILS PAR JOUR.** — Unité de compte des quotas et du plafond : 1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

**OBSERVATEURS.** — Journalistes et autres « parasites » : traders (négoçiants) qui viennent faire des affaires ou des coups, analystes qui cherchent des contrats ou des citations dans la presse, banquiers, émissaires plus ou moins discrets des compagnies, intermédiaires de toutes sortes, « dames d'un soir », etc. Les grandes conférences en attirent jusqu'à cinq cents ou six cents.

**PLAFOND DE PRODUCTION.** — Révisé en principe lors de chaque conférence. Le niveau choisi résulte d'après bagarres politiques et,

accessoirement, des estimations faites par le comité de surveillance du marché.

**PRIX DE RÉFÉRENCE MINIMUM.** — Terme diplomatique — le minimum étant souvent un maximum — désignant le niveau moyen autour duquel l'OPEP espère voir les cours osciller dans les mois à venir.

**QUOTA.** — Part du plafond global attribué à chaque pays en fonction de critères mal définis. Principale pomme de discorde depuis plusieurs années. Le respect des quotas est un vœu pieux, répété dans chaque communiqué. Le dépassement de son quota par le Koweït a été l'un des prétextes de l'invasion irakienne.

**ZONE NEUTRE.** — Zone partagée entre le Koweït et l'Arabie saoudite, incluse ou non dans les quotas et le plafond. Source de pétrole... et de confusion pour les observateurs.



CHRONIQUE • Paul Fabra

## L'incohérence de Maastricht

L'ACCORD de Maastricht, c'est non seulement une monnaie unique, mais une politique monétaire unique. Les deux ne sont pas forcément liées. On peut considérer que, jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, une monnaie unique circulait en Europe et en Amérique du Nord, sans compter un certain nombre de pays d'outre-mer. Chaque monnaie nationale n'était que la représentation d'un poids d'or. Mais chaque pays gérait cette monnaie commune pour son propre compte.

Mieux : l'idée que des politiques monétaires différentes puissent s'appliquer à l'intérieur d'un territoire national est tout à fait concevable. Cela dépend de l'étendue des pouvoirs conférés à l'institut d'émission, et au caractère plus ou moins absolu du monopole qui lui est reconnu. Aux Etats-Unis, pendant les vingt premières années d'existence du Système de réserve fédérale (créé en 1913), il était admis que le taux d'intérêt pouvait différer d'une région à l'autre de l'Union. Pourtant, il s'agissait, déjà, d'une vraie union. La construction européenne en est encore au stade de l'enfance. Il aurait été sage – plus encore pour l'intérêt de cette construction que pour celui des pays membres – de tenir compte de ces expériences. A Bruxelles, on n'aime guère ce genre de précédents portant à la prudence.

Il ne suffit pas, par un acte d'autorité, de décider de créer une monnaie; il faut qu'elle soit acceptée. De même, la stabilité monétaire ne se décrète pas, elle se gagne. De tout temps, on sait cela. Tous ceux qui ont réfléchi tant soit peu sur les conditions, politiques, techniques, psychologiques, dans lesquelles se conduit, dans la vie réelle, une politique monétaire savent encore ceci : la fixation des taux sur un marché monétaire (où banques et entreprises de grande dimension se procurent des liquidités en les empruntant à d'autres qui ont des excédents de trésorerie) est affaire de circonstances. Ces circonstances varient incessamment à l'intérieur de chaque pays, et d'un pays à l'autre, fussent-ils aussi proches l'un de l'autre que la Belgique et les Pays-Bas.

Qu'on ne dise pas que l'adoption de l'écu comme monnaie unique mettra fin à cette diversité. Un exemple le fera comprendre. La succession des périodes de tension et de détente sur le marché du crédit n'est pas sans rapport avec le calendrier des élections. Une banque centrale responsable en tient compte. Comment pourrait-elle le faire si, comme ce sera la mission de la future Banque centrale européenne (BCE), elle doit fixer, en même temps, des taux uniques pour un ensemble de pays?

D'autres facteurs, agissant en profondeur, sont à l'œuvre pour déterminer le niveau des taux propres à chaque pays, monnaie commune ou pas. L'un de ces facteurs est tout bonnement la situation moyenne des trésoreries d'entreprise. Dans un pays où un grand nombre de sociétés ont un fond de roulement négatif, le marché sera spontanément plus tendu que dans un autre où les sociétés sont financièrement à l'aise. Or les habitudes de gestion ne sont pas uniformes. Elles ne changent pas non plus d'un jour à l'autre. Il y faut parfois la durée d'une génération.

Parmi les éléments susceptibles d'influencer directement ou indirectement un marché monétaire, citons-en encore trois, tous importants. Un seul, la fiscalité, pourrait faire l'objet d'une « harmonisation », encore que cela ne soit pas prévu. Les deux autres sont étroitement liés à la trame de chaque vie nationale. C'est le cas des salaires. Les différences de coût de la main d'œuvre ne disparaissent pas parce qu'il n'y a plus d'écart notable entre les hausses de prix. Le niveau, en valeur absolue, des salaires dépend aussi de la productivité et de la manière dont le patronat entend défendre ses marges bénéficiaires. Dans tel pays, il a une propension à s'assurer dans le présent les profits les plus élevés au risque de provoquer, périodiquement, d'explosives revendications. Si les profits sont élevés, les taux ont tendance à suivre.

Quant au troisième facteur, c'est sans doute, par les temps qui courent, celui qui fait le plus lourdement sentir son influence : les besoins d'emprunts à court, à moyen et à long terme du Trésor. Il est de notoriété publique que Maastricht ne stipule aucune obligation précise en matière d'harmonisation des politiques budgétaires. L'impression est que les gouvernements furent d'autant plus acharnés à défendre, dans ce domaine, leur souveraineté qu'ils acceptaient, comme ils disent, de la « partager » en matière monétaire. A elle seule, cette incohérence juge la qualité de la construction si laborieusement élaborée. Elle n'a pas manqué d'éveiller, y compris chez des com-

mentateurs acquis à l'objectif d'intégration à marche forcée, quelques doutes sur le résultat.

Selon les auteurs de la Lettre de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) en date du 24 janvier, le risque existe que « chaque pays [ait] tendance à pratiquer une politique de déficit public puisque le coût – le déficit extérieur ou la hausse des taux d'intérêt – en sera réparti sur l'ensemble de la Communauté... » Peut-être les économistes de l'OFCE sont-ils trop influencés par la conjoncture actuelle. Reportons-nous au texte de Maastricht. La prohibition des financements monétaires (par la « planche à billets ») des déficits y est formulée de façon pénelite. Il ne s'agissait peut-être, dans l'esprit des éminents techniciens participant à la conférence, que d'impressionner, par quelques fortes stipulations, le député moyen.

En vertu du nouvel article 104 du traité de Rome, il sera formellement interdit tant à la BCE qu'aux banques centrales nationales d'accorder des « découverts ou tout autre type de crédit » à la Communauté ou bien aux gouvernements nationaux et à leurs dépendances. Il n'est plus, en Europe, que certains pays méditerranéens pour recourir à des procédés de financement aussi grossiers et visibles. Dans les pays monétairement civilisés, ou qui se considèrent comme tels, le financement par l'émission de monnaie d'une part du déficit public s'obtient indirectement. Les titres publics sont souscrits par les banques commerciales ou des organismes genre Caisse des dépôts. Ces établissements se procurent sur le marché monétaire, largement approvisionné par la banque centrale, les ressources nécessaires. Ces subterfuges ne sont pas expressément visés par Maastricht.

En revanche, les rédacteurs du traité ont été bien obligés, dans une phrase sibylline, de faire allusion à une pratique monétaire aujourd'hui universelle et dont l'effet est de tourner l'interdiction ci-dessus rappelée. Or cette pratique reçoit une consécration *à contrario* dans le texte. Dans le même article 104, il est dit que seule est proscrite l'« acquisition directe » par la BCE ou par les banques centrales nationales des titres de la dette publique. C'est dire que l'acquisition indirecte est licite. En clair, ce que ces établissements ne pourront pas faire, c'est souscrire directement aux bons et obligations émis soit par la Communauté, soit par les différents Trésors nationaux.

MAIS, pour fournir des liquidités au « marché », une banque centrale, précisément, achète des titres publics déjà en circulation. Il n'y aurait rien à dire à cette pratique si les déficits publics étaient passagers ou de faible ampleur. Dans ce cas, l'acquisition qualifiée d'« indirecte » de titres de la dette publique par la banque centrale sur l'« open market » n'aurait pas le caractère d'un « découvert » permanent. Remarquons que ces interventions ont pour effet de soutenir en permanence le cours des titres en question. De là découle leur importance cruciale pour la perpétuation du déficit : en leur absence, l'Etat serait vite privé de prêteurs!

On voit, dans ces conditions, ce qu'il aurait de pervers une politique monétaire unique appliquée à plusieurs Etats dont chacun reste, pour la conduite de sa politique budgétaire, maître chez lui. Supposons la répétition, même à une échelle beaucoup plus réduite, de l'expérience politique de 1981. Les taux ne montent pas, à Paris, aussi vite ni aussi haut qu'ils le devraient, puisque c'est la BCE qui fixe le niveau et qu'elle tient compte des conditions régnant sur l'ensemble des marchés de la Communauté. Conséquence : l'Etat français est plutôt encouragé à emprunter encore plus; ce sont les partenaires de la France qui financent indirectement la détérioration relative de la balance des paiements de l'union, résultant de la politique suivie par l'un de ses membres. Que de conflits en perspective! Dans la prochaine chronique, on esquissera les principes sur lesquels devrait s'appuyer une union monétaire laissant à chaque pays membre l'entière responsabilité de la conduite de sa politique monétaire. (A suivre.)

Une erreur m'ayant fait accoler l'adjectif « regrettable » et le nom de Lionel Zinsou (voir précédente chronique), celui-ci m'a écrit : « Ma première réaction de lecteur respectueux a été de penser que vous aviez sûrement raison mais que je l'ignorais encore parce que le Monde est daté du lendemain... » Lionel Zinsou assure les fonctions de directeur du développement du groupe BSN. Que lui et les siens veuillent bien accepter toutes mes excuses.



NICOLAS GUILBERT

LIVRES

## Le développement par les racines

Trois nécessités pour les pays pauvres : retour aux sources de leur créativité, inventaire des besoins fondamentaux et ouverture au monde

CULTURE, CRÉATIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT  
de Lê Thành Khôi.  
L'Harmattan,  
224 pages, 120 F.

L'Occident n'a trop longtemps servi au tiers-monde qu'un triste brouet. On mélangeait les recettes de croissance, avec priorité à celles qui avaient porté leurs fruits dans nos paysages. Aujourd'hui, le discours dominant va répétant que la culture est la clé du développement. Ne risque-t-on pas d'autres sortes de déboires, si l'on s'en tient à une mauvaise acception de cette notion? C'est ce que pense Lê Thành Khôi, professeur à la Sorbonne et grand connaisseur de l'Asie sur le terrain.

Dans son livre, il entreprend d'abord un très utile débroussaillage. Que n'a-t-on parlé par exemple d'« authenticité »! Résonance positive si l'on met l'accent sur « l'activité propre du peuple qui cherche dans les valeurs de ses ancêtres celles qui contribuent à son développement », tout en étant ouvert à celles d'autrui. Mais si cette notion prend, par exemple, la forme de la « négritude » exaltée par Senghor, elle fait de la culture un absolu et occulte les dimensions économique, sociale et politique de la société.

De même, la « croissance endogène » est centrée sur l'origine beaucoup plus que sur la destination ou le contenu du développement. On ne garantit pas qu'il bénéficiera à toute la population. Quant à l'« identité culturelle », on l'a trop souvent confondue avec l'identité nationale. En outre, une forte cohésion culturelle peut aussi bien mobiliser les ressources (Japon) que les étouffer (Chine).

Lê Thành Khôi peut ensuite s'avancer sur un terrain plus solide. Le chapitre « Culture et développement économique et

social » nous paraît le plus éclairant. Il faudrait d'abord se pénétrer de cette évidence : le modernisme économique amène à négliger complètement la rationalité du paysan qui est celle de ses besoins. C'est-à-dire le plus souvent, dans les pays pauvres, ceux de la survie. Les innovations imposées de l'extérieur aboutissent à des surcoûts et éventuellement à détruire les équilibres sur lesquels repose la société. Les techniques traditionnelles ont leurs limites mais il ne s'agit pas d'introduire n'importe quelle machine. Le plus sain est de laisser chaque communauté décider elle-même de son adoption.

Passionnantes analyses, ensuite, sur le rapport des religions et du développement : « Aucune religion en tant que telle n'est à l'origine de la grandeur et de la décadence d'une société. C'est l'interprétation qu'en donne celle-ci qui en est responsable et qui n'est pas indépendante... du rapport des forces sociales ».

DIVERGENCES • Ainsi, le confucianisme a été facteur d'impulsion au Japon et d'immobilisme ou de conformisme en Chine. Pourquoi? Parce que le Japon a réussi à faire comprendre que le commerce n'était pas méprisable. En outre, la classe dominante japonaise était celle des guerriers, pour qui le confucianisme était un simple moyen de gouvernement et non une doctrine inhérente à leur statut.

En Chine, au contraire, les lettrés au faite du pouvoir ont tiré à eux la religion pour prêcher l'hostilité à toute innovation économique qui pouvait menacer leurs privilèges. L'Occident contemporain s'est trompé en qualifiant le bouddhisme d'obstacle au développement. A Sri-Lanka, en Thaïlande, durant la dernière décennie, la croissance a été supérieure à celle de la plupart des pays industriels et les maîtres du zen considéraient ses principes comme l'une des raisons du succès économique du Japon.

A la fin, Lê Thành Khôi propose un « schéma de développement intégré » qui a le mérite de partir des réalités et non plus des routines intellectuelles occidentales. Pour lui, l'objectif premier n'est plus la production mais la consommation, l'idée étant que celle-ci accroît les capacités de travail. A l'origine se trouve le besoin. La liste des besoins fondamentaux figure dans tous les rapports internationaux (alimentation, santé, logement, éducation). Mais les indicateurs restent quantitatifs. Or, la qualité des services présente une très grande importance. En outre, la liste n'est pas complète. Il faudrait y ajouter, pour les individus : besoins d'expression, d'information, d'identité, d'épanouissement, et, pour les peuples : besoins de paix, d'indépendance, de dignité nationale.

En partant de chacun des besoins fondamentaux se définissent les nécessités de la production intérieure, toutes les ressources locales devant être utilisées avant de se tourner vers l'extérieur. Lê Thành Khôi admet l'ouverture sur le monde, mais en dernier recours et en éliminant, en tout cas dans les premiers temps, les importations de type voitures automobiles, produits de luxe. Les relations économiques internationales sont intégrées dans la planification nationale.

Lê Thành Khôi est conscient des difficultés de la tâche. La moindre n'est pas que ce schéma soit appliqué par un gouvernement qui se donne d'abord pour but de satisfaire les besoins matériels et culturels de la population.

Pierre Drouin

A TRAVERS LES REVUES

## Est : réformes en débat

LES problèmes économiques passés et présents de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est sont d'une très grande importance pour la profession des économistes : une importance qu'on pourrait en gros comparer à celle qu'aurait, en astronomie, un événement qui combinerait une mission sur Mars, le fonctionnement du télescope spatial Hubble et le passage de la comète de Halley. Comme les astronomes, les économistes devraient principalement, pour leurs données, des expériences concrètes; et la tentative de créer le socialisme planifié centralement, puis le remplacement de la planification centralisée par le marché constituent deux des plus grandes expériences économiques de l'histoire. Ces propos de Peter Murell, de l'université du Maryland, ouvrent le numéro du *Journal of Economic Perspectives* consacré à la transition économique dans l'ancienne Union soviétique et en Europe de l'Est (1).

En une vingtaine d'articles sont examinées les démarches qui ont été suivies en Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Hongrie, Bulgarie, Pologne, ainsi que dans l'Allemagne réunifiée, et sont abordés des problèmes spécifiques comme ceux de l'agriculture, du crédit, du contrôle financier ou de l'évaluation du niveau de développement atteint (2).

Mais, surtout, deux articles traitent de la conception même des réformes en cours.

Richard E. Ericson, professeur à l'université Columbia, rappelle les principales caractéristiques – il en distingue neuf – de l'ancien système économique soviétique : avec notamment la logique de commandement, la centralisation, la hiérarchie, les contrôles, l'absence d'alternatives. Avec raison, il souligne que ce système a été efficace pour mobiliser des ressources limitées en vue d'objectifs bien définis : construction de l'industrie lourde

(des années 30 aux années 50), reconstruction de l'industrie (après la guerre), développement d'un complexe militaro-industriel sans précédent (dans les années 60 et 70); finalement, ce système s'est révélé particulièrement apte à exploiter ce que Gerschenkron a appelé « les avantages du retard ».

HYPERINFLATION • Mais là, précisément, s'enracinent les difficultés de la réforme. Elles tiennent d'abord au caractère obsolète et à l'état de délabrement d'une grande partie de l'appareil industriel; aux équipements achevés, aux matériels inutilisés, au gaspillage des ressources et aux dévastations de l'environnement. Elles résident surtout dans le fait que l'ancien système avait une forte cohérence, de telle sorte que des réformes partielles, aujourd'hui, ne sauraient suffire. En même temps, « libérer les agents économiques dans une situation où les prix sont absolument aberrants est une invitation au désastre, lequel ne pourrait déboucher que sur la réimposition d'un strict contrôle. Libérer les prix en présence d'une structure de production aberrante et en l'absence d'une véritable monnaie est une invitation à l'hyperinflation et à l'effondrement de la production. A ce stade, sans véritables prix, les agents économiques ne peuvent pas faire de choix corrects et le besoin va subsister d'une structure hiérarchique qui planifie et coordonne ».

Prenant le problème sous un angle plus théorique, Peter Murell se demande si l'économie néoclassique peut légitimement servir de fondement à la réforme des économies à planification centralisée. Il ne conteste ni les échecs de ces économies ni la nécessité de les réformer profondément. Mais il trouve une symétrie entre les arguments avancés au cours du siècle dernier en faveur du socialisme – avec l'utopie d'une société « sans classes » – et ceux mis en avant dans

le débat actuel sur la réforme – avec l'utopie des marchés parfaits.

D'une part, Peter Murell regrette que trop de réformateurs soient guidés par des idées simplistes comme celle-ci : « Une solution décentralisée doit, d'une manière ou une autre, conduire à un équilibre bénéfique. » Or, dans de nombreux domaines, des travaux théoriques récents ont montré que c'était loin d'être le cas. D'autre part, il examine les différentes théories permettant d'expliquer les retards et les faiblesses relatives, en matière technologique notamment, des économies à planification centralisée; et il montre que la théorie néoclassique n'est pas celle qui fournit les explications les plus probantes. Son souci est de faire comprendre aux responsables des réformes qu'il existe plusieurs représentations théoriques du monde et que chacune, à la fois, éclaire et déforme.

En définitive, les réformateurs devraient mieux prendre en compte les leçons des expériences passées : « En matière de réforme économique, le savoir-faire et la connaissance que l'on reconnaît habituellement au philosophe et à l'historien doivent compléter ceux du théoricien de l'économie et de l'économètre. »

Michel Beaud

(1) « Symposium on Economic Transition in the Soviet Union and Eastern Europe », présenté par Peter Murell, *Journal of Economic Perspectives*, A Journal of the American Economic Association, vol. 5, n° 4, automne 1991, pages 1 à 236 (2014 Broadway, Suite 305, Nashville, TN 37203, Etats-Unis).

(2) A partir de l'examen de la consommation par tête et de la productivité par travailleur, Abram Bergson, professeur à Harvard, situe le niveau de développement atteint par l'ancienne URSS dans les années 80 entre ceux atteints par la Turquie et le Portugal.



Une comparaison avec la situation économique du début des années 30

## La déflation peut-elle frapper l'Europe ?

par CHRISTIAN SAINT-ETIENNE (\*)

On évoque à nouveau le spectre de la grande crise des années 30, alors que l'Allemagne durcit régulièrement sa politique monétaire à chaque augmentation du rythme de l'inflation salariale dans ce pays. Les prix des actifs, notamment immobiliers, stagnent ou baissent dans les principaux pays industriels depuis deux ans ; les volumes de transactions ont considérablement chuté. L'enchaînement déflationniste, qui provoqua une forte baisse des prix, en 1931-1933, pourrait ainsi se répéter en 1992 ou au tournant de 1993. L'Europe de 1993 s'enfoncerait dans la déflation ; le marché unique serait celui du désespoir. Est-ce bien sérieux ? Et la comparaison avec les années 1931-1933 est-elle pertinente ?

La parité entre la crise de 1929 et la situation actuelle peut effectivement sembler troublante. Car la crise de 1929 ne fut pas une déflation subite mais la transformation de la phase baissière d'un cycle économique, comme celle que nous vivons aujourd'hui, en une dépression majeure provoquée par deux erreurs majeures de politique économique qui pourraient être répétées.

### Le mécanisme de la crise de 1929

Lorsqu'on considère la période 1925-1929 aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, l'image la plus frappante est celle de la stabilité : la quantité de monnaie varia peu, les prix de gros et de détail baissèrent légèrement et la croissance annuelle moyenne du PIB réel fut de 3 % aux Etats-Unis et de 2 % au Royaume-Uni. Il est difficile d'accepter la représentation habituelle d'une période de graves déséquilibres devant conduire à une explosion inévitable. En Allemagne même, après les crises de l'après-guerre, la situation s'améliora considérablement après 1925, mais au prix d'une large infusion de capital étranger. En France, après juillet 1926, la stabilisation Poincaré conduisit à un essor remarquable de l'activité économique. Dans l'ensemble, la période 1925-1929 apparaît aux contemporains comme une époque de progrès économique et social, sauf pour un groupe politique puis-

sant : les fermiers américains. Comme le révèlent les comptes macroéconomiques qui sont aujourd'hui à notre disposition, la crise du secteur agricole américain fut relative et limitée. D'une part, après les termes de l'échange extrêmement favorables qui marquèrent la première guerre mondiale, les prix relatifs agricoles retrouvèrent dans les années 20 un niveau comparable à celui de

l'avant-guerre, ce qui n'était pas surprenant ; d'autre part, le PIB du secteur agricole augmenta au cours des années 20, bien qu'à faible allure comparé au PIB du reste de l'économie. Toutefois, la population agricole était sur-représentée au Congrès américain et fut en mesure de pousser à l'adoption d'une loi protectionniste qui joua un rôle considérable dans le déclenchement et la prolongation de la grande crise.

Pendant la campagne présidentielle de 1928, Herbert Hoover avait promis de venir en aide au secteur agricole. Après plus d'une année de débats, le Congrès vota un projet de loi, dit Hawley-Smoot, augmentant les tarifs douaniers sur les produits agricoles et certains produits industriels semi-finis. Malgré les protestations de trente-trois gouvernements étrangers, de la plupart des économistes et des porte-parole du secteur des affaires, Hoover signa la loi le 17 juin 1930, entraînant une des plus fortes augmentations de tarifs douaniers de l'histoire économique internationale. Cette décision était d'autant plus dommageable et paradoxale que l'économie américaine dominait l'économie mondiale tandis que la balance commerciale américaine dégageait des excédents importants à la fin des années 20. La seconde phase de la guerre commerciale commença avec la dévaluation de la livre sterling, bientôt suivie par le Abnormal Importations Act de novembre 1931 qui donna au Bureau du commerce britannique des pouvoirs discrétionnaires pour relever fortement les droits de douane, ce qui fut fait le jour même du vote de la loi. En juillet 1932, la conférence d'Ottawa mit en place le système de la préférence donnée aux biens produits sur le territoire de l'Empire britannique. L'Allemagne et la France eurent également recours aux licences d'importations et aux quotas, en plus des augmentations de droits de douane.

Plus généralement, les restrictions au commerce international pendant les années 1930 se firent dans deux directions. D'une part, le commerce devint bilatéral ou régional à l'intérieur des empires. D'autre part, les droits de douane furent renforcés par des mesures administratives telles qu'interdictions, quotas, systèmes de licences et accords de compensation. Au milieu des années 30, le commerce international, devenu un commerce de troc, s'établit, en valeur, à un niveau inférieur des deux tiers à celui atteint en 1929.

L'analyse de l'évolution de la production industrielle, des profits des entreprises et de la Bourse montrent clairement que l'activité économique américaine, de la mi-1928 à la mi-1930, a connu un cycle économique comparable à beaucoup d'autres. La chute de la Bourse en octobre-novembre 1929 fut temporaire, elle se redressa fortement jusqu'en avril 1930. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles baissa modérément jusqu'en septembre 1930. C'est seulement au troisième trimestre de 1930 que la confiance s'évanouit (si on la mesure par l'indice de la Bourse) : l'économie chuta ensuite comme un poids mort jusqu'au premier semestre de 1933. Que s'est-il passé à la mi-1930 pour expliquer cette évolution ?

Si le tarif Hawley-Smoot porta un coup terrible à l'économie internationale, il ne constitua qu'une des deux énormes erreurs de la politique économique américaine au début des années 30. Du sommet cyclique en août 1929 au creux cyclique en mars 1933, la masse monétaire américaine fut réduite d'un tiers, l'essentiel de la contraction intervenant en 1931 et 1932. L'effondrement du système financier brisa la puissante machine industrielle des Etats-Unis. Tous les grands pays industriels entrèrent dans la crise. En 1992, les Etats-Unis sont affaiblis par une

décennie de déséquilibres budgétaires et commerciaux. Le républicain George Bush est en campagne électorale, comme l'était le républicain Hoover en 1928. Le président Bush défend les intérêts commerciaux américains, et notamment ceux des fermiers, au point de flirter avec l'idée de « managed trade » avec le Japon et d'exiger des concessions déraisonnables de la CEE, en matière agricole, dans la négociation de l'Uruguay Round. Les taux d'intérêt nominaux américains sont historiquement bas, mais l'activité ne repart pas.

### Phase descendante

En Europe centrale, à nouveau déstabilisée, une Bundesbank aux abois face à l'inflation salariale, maintient des taux d'intérêt réels historiquement élevés qui sont répercutés, via le SME, aux voisins vertueux de l'Allemagne. La phase descendante du cycle économique, qui dure depuis plus d'un an, peut-elle se changer en une nouvelle dépression ? Si la négociation de l'Uruguay Round devait trouver une issue favorable en 1992, et si l'inflation salariale allemande devait perdre de son intensité dans les prochains mois, la pire sera évitée. Mais que la négociation commerciale s'envenime, que la pression syndicale augmente en Allemagne, que la Bundesbank, dans un excès de vertu isolé, décide une nouvelle poussée des taux d'intérêt, ou que des faillites de groupes immobiliers endettés donnent le signal du saut qui peut et provoque un effondrement des prix des actifs, immobiliers puis boursiers, et la phase baissière du cycle actuel pourrait prendre l'allure d'une dépression.

Les responsables de la politique économique occidentale sont informés des causes de la crise des années 30 et les banques centrales ne permettront pas que la masse monétaire baisse dans un grand pays industriel. Le danger d'une déflation, à l'échelle de ce qui fut observé dans les années 30, est hautement improbable. Il ne faut d'ailleurs pas confondre la déflation des prix des actifs et celle des prix à la production ; cette dernière, la plus dangereuse par ses effets sur les profits et l'investissement des entreprises et donc sur l'activité, apparaît également improbable, pour l'instant.

Le plus grand danger vient d'un possible échec de l'Uruguay Round. Alors que la négociation touche au but, le dossier agricole doit impérativement être réglé par un nécessaire compromis.

(\*) Professeur-associé à l'université Paris-Dauphine.



La grande question de l'après-guerre froide

## La peur du modèle japonais

par JACQUES CAPDEVIELLE et KENNETH S. COURTIS (\*)

La sortie de la guerre froide est pour l'Occident à la fois un révélateur et un écran. Un révélateur, tout d'abord, de conflits économiques de plus en plus difficiles à gérer entre les grandes puissances. Le voyage du président Bush à Tokyo s'est soldé par une fin de non-recevoir et les relations transpacifiques se sont tendues depuis. Plusieurs responsables japonais, au plus haut niveau, se répètent en propos humiliants sur la médiocrité et la gestion des entreprises américaines. Les tensions s'accroissent entre les Etats-Unis et l'Europe au fur et à mesure qu'on approche des échéances de l'Uruguay Round.

Non seulement la proximité du grand marché unique de 1993 ne suffit pas à susciter une réponse européenne face à la pression des groupes américains et japonais, mais le déficit de nos échanges commerciaux avec le Japon continue de se dégrader. La question du financement de la stabilisation des économies de l'Est reste entière. Mais les événements historiques de ces trois dernières années ont aussi joué le rôle d'un écran. Face aux tensions économiques montantes, de trop nombreux responsables politiques apportent des réponses de comptable : chacun appelle chez lui à une mobilisation générale en faveur de la modération salariale, d'une priorité à l'investissement, d'une généralisation de la flexibilité et d'une réduction des dépenses publiques. Ces réponses équivalent en définitive à une fuite en avant dans une productivité essentiellement envisagée au niveau des firmes.

Rares sont encore les hommes politiques qui, comme Raymond Barre au dernier World Economic Forum de Davos, admettent publiquement que « le problème de la concurrence ne se pose plus véritablement entre telle ou telle société ou compagnie » mais entre deux styles de vie, en l'occurrence celui du Japon et celui de l'Occident. Si compromis il doit y avoir entre ces deux modèles et si ce compromis est bien politique, il est

toutefois hasardeux de croire, comme l'ancien premier ministre, qu'il se fera « à mi-chemin ». Ce sont des rapports de force politico-économiques qui trancheront à terme. En 1980, l'économie japonaise représentait 3 % de l'économie mondiale et celle des Etats-Unis 34 % ; en 1992, la part du Japon atteint 16 % et celle des Etats-Unis n'est plus que de 21 %. Aujourd'hui, l'économie japonaise constitue les deux tiers de toute l'Asie et représente plus du double de l'économie allemande. Sur la base d'une extrapolation des tendances actuelles, le produit intérieur brut japonais pourrait égaler celui des Etats-Unis au début de la prochaine décennie.

### Conquête des marchés

Cette performance économique japonaise s'est appuyée sur une stratégie politique constante depuis 1945. A l'extérieur, la puissance de sa technologie et la conquête réussie des marchés se sont substituées à une puissance militaire interdite. A l'intérieur, une consommation modérée et une couverture sociale restreinte en échange d'une garantie implicite du plein emploi ont permis un consensus durable sur la priorité à l'investissement, condition nécessaire de la puissance économique et technologique.

Projet politique et modèle de développement ne font qu'un au Japon. On comprend, dans ces conditions, que les scandales concernant le personnel politique puissent se succéder dans ce pays sans déboucher pour autant sur une véritable crise politique. Le modèle japonais a sa cohérence propre, largement conditionnée par son histoire, irréductible à l'addition de simples différences individuelles en matière de travail, de consommation ou d'épargne. On peut alors s'étonner de la réticence des responsables politiques occidentaux à engager une confrontation au fond entre ce modèle et le leur (avec ses variantes).

Une réticence qui s'explique pourtant si l'on revient au nouveau contexte ouvert par la fin de la guerre froide.

Privé désormais du spectre de la menace soviétique, qui contraindrait un tel débat ? Qui peut savoir jusqu'où il ira ? Ne risquerait-il pas de remettre en question les mécanismes mêmes de la croissance en Occident et ses finalités ? Les responsables politiques occidentaux peuvent-ils pour autant garder le silence, ou n'en sortir que pour des interventions de pompiers volants en accordant des subventions ici à l'automobile ou là à l'informatique, ou en négociant des parts de marchés protégés ?

Percuter dans ce silence, refuser ce débat, c'est nourrir l'abstentionnisme et les mouvements protestataires et populistes qui se développent dans tous les pays occidentaux. C'est aussi rester

passif sinon complice face à la nouvelle phase de l'expansionnisme du Japon qui se manifeste avec la progression fulgurante de ses investissements directs à l'étranger. C'est s'affaiblir à terme, donc alimenter encore un populisme xénophobe.

La fin de la guerre froide hypothèque ce débat en même temps qu'elle l'ouvre. Elle confronte nos responsables politiques à leur responsabilité. Sauront-ils les

assumer ? L'enjeu n'est rien de moins qu'un nouveau modèle pour les sociétés occidentales.

(\*) Jacques Capdevielle est directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française. Kenneth S. Courtis est conseiller du groupe Deutschebank en Asie et professeur invité des universités Keio et Tokyo.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE  
DES AUTOROUTES  
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Emprunt Février 1992

2 milliards de Francs  
soit 400 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 979 F

Taux nominal : 8,70 %

Taux de rendement actuariel brut : 8,76 %

1<sup>er</sup> coupon payable le 2 Mars 1993 pour un montant de 435 F

Durée : 12 ans

Amortissement en totalité le 2 Mars 2004

Jouissance, règlement : 2 Mars 1992

Souscription auprès des Banques,  
de la Poste, des Caisses d'Épargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse, et des Comptables du Trésor.  
Une fiche d'information (visé C.Q.B. N° 92/053 du 10/02/1992) peut être obtenue sans frais auprès de la  
CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 140-07 - 75326 PARIS Cedex 07  
et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA  
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

Avec Le Monde sur Minitel

**GAGNEZ 100 CD**  
de la collection **LES GÉNIES DU BLUES**

avec **EDITIONS ATLAS**

**36.15 LE MONDE**  
Tapez JEUX

RÉSULTAT  
DU BAC



## CONJONCTURE

**Q**UAND les importations de marchandises se redressent après une période de récession ou de déprime de l'activité et que les résultats des échanges extérieurs se détériorent, ce sont souvent, dans les pays structurellement déficitaires, les premiers signes d'une reprise. Ainsi verrait-on sans doute d'un bon œil, dans le contexte actuel, que les déficits commerciaux d'un certain nombre de pays industrialisés se dégradent quelque peu et que, à l'inverse, les soldes des partenaires structurellement excédentaires s'accroissent momentanément. Toutefois les évolutions récentes ne traduisent pas encore ce phénomène.

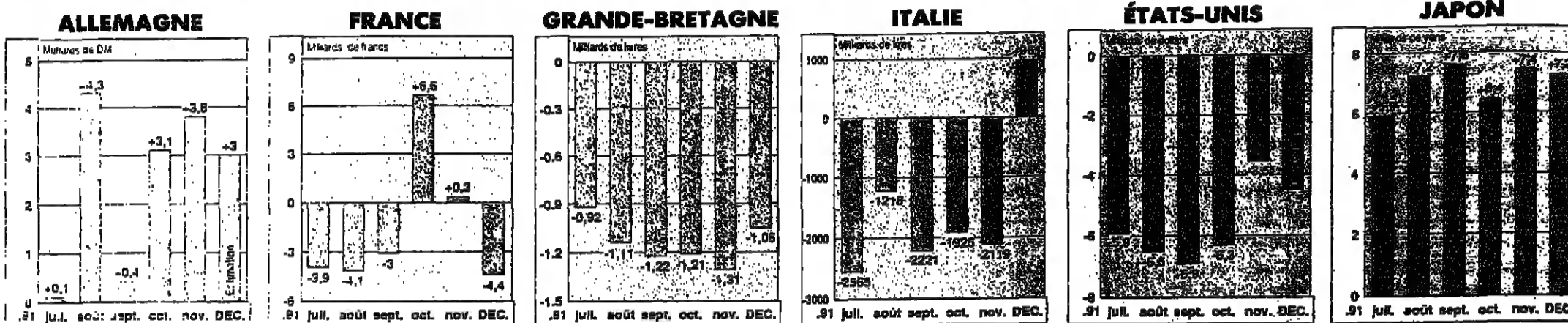
L'excédent du Japon s'accroît car les effets de taux de change renchérissent la valeur de ses exportations en dollars. En volume cepen-

INDICATEUR • Le commerce extérieur  
Détérioration souhaitable

dant, ses ventes à l'étranger ont presque stagné sur un an. Parallèlement, le retournement de conjoncture a conduit, comme ailleurs, à une notable décélération des importations au cours des derniers mois de 1991. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les importations ont encore diminué au cours des derniers mois de 1991. Les déficits se sont en conséquence

réduits, mais cette amélioration n'augure pas d'une meilleure conjoncture dans ces pays. La léthargie perdure, même si, dans le cas américain notamment, la croissance des exportations a contribué aux résultats.

Le solde commercial français s'est sensiblement détérioré en décembre dernier par suite de la chute des ventes vers l'Allemagne; mais les importations ont fortement baissé, car la demande intérieure s'est infléchie en fin d'année. Le solde des échanges extérieurs allemands, devenu temporairement déficitaire sous le choc de l'unification, s'améliore depuis l'automne 1991, période à partir de laquelle l'activité intérieure a entamé son retournement... Le commerce international de marchandises semble avoir cédé un peu plus de terrain ces derniers temps.



Soldes commerciaux (exportations moins importations) en données corrigées des variations saisonnières (FOB-FOB pour tous les pays sauf le Japon, FOB-CAF) et monnaies nationales. Sources nationales.

RÉGION • L'Europe de l'Est  
Zone de dépression

**S**IL est une région du monde où le terme de crise a un sens, c'est bien l'Europe de l'Est. La récession amorcée en 1990 s'est amplifiée en 1991 : en deux ans, la production industrielle a baissé de 20 % en Hongrie et en Tchécoslovaquie, de plus de 30 % en Pologne et de 40 % en Bulgarie et en Roumanie.

Les révolutions politiques et l'effacement du bloc communiste ont entraîné à leur suite des ruptures avec l'ordre économique ancien. Après la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie ont appliqué en 1991 des programmes de libéralisation économique. Elles ont libéré la quasi-totalité des prix, mis fin au monopole d'Etat du commerce extérieur, encouragé les activités privées; elles ont rendu leurs monnaies convertibles à l'intérieur, avec un contrôle des changes plus ou moins étroit. Pour éviter une spirale inflationniste, ces thérapies de choc ont comporté des politiques monétaires restrictives et plafonné l'indexation des salaires.

La Hongrie, après plus de vingt ans de réformes, se trouve confrontée à des contraintes analogues. Dans tous les pays, les revenus réels des ménages ont baissé, ce qui a entraîné le rationnement du crédit, joint à la hausse des taux d'intérêt, a fait chuter l'investissement. D'où une brutale contraction de la demande interne.

L'autre cause de la crise est la dislocation des échanges au sein du Comecon où se faisait en 1989 plus de la moitié du commerce extérieur de l'Europe de l'Est. A partir de janvier 1991, les échanges entre ex-pays frères ont en effet cessé d'être du troc (comptabilisés en roubles) pour devenir payables en devises convertibles et aux prix mondiaux. Chacun des partenaires a dès lors limité ses achats au minimum.

L'URSS, principal débouché des industries est-européennes, a réduit ses importations de 50 %. Une partie des produits destinés à l'URSS a été orientée vers l'Ouest, d'autant que les dévaluations qui ont accompagné la convertibilité ont stimulé ces

exportations. Au premier semestre de 1991, les ventes à l'OCDE de la Tchécoslovaquie et de la Pologne ont progressé de 14 %, celles de la Bulgarie et de la Roumanie ont baissé de 18 %.

Sur le front des prix, les résultats ont été aussi mitigés : explosion des prix en Pologne (1990) et en Bulgarie (1991), là où les déséquilibres macro-économiques étaient les plus forts; hausses fortes en Tchécoslovaquie, et même en Hongrie, où les réformes ont pourtant introduit des ajustements progressifs. Dans l'ensemble, les pays ont réussi à éviter que ne s'installe l'hyperinflation sans échapper au risque d'une forte inflation endémique.

On prévoyait une nette détérioration de la balance des paiements de l'Europe de l'Est dans cette phase initiale de transition. Pour 1991, les besoins de financement extérieurs étaient chiffrés à une vingtaine de milliards de dollars; les crédits officiels des institutions internationales (Banque mondiale et FMI) et des gouvernements occidentaux devaient en couvrir plus des deux tiers. Les déficits courants ont augmenté moins que prévu, en raison de la baisse des prix du pétrole en fin d'année, mais les situations sont contrastées : la Bulgarie, parmi les plus endettées, a pu rééchelonner sa dette envers les gouvernements, mais n'a toujours pas trouvé d'accord avec les banques.

La dette extérieure de la Roumanie, initialement faible, a rapidement augmenté (passant en un an de 0,7 milliard à 2 milliards de dollars). La Hongrie, dont les remboursements représentent 35 % des exportations, a continué à avoir accès au marché des capitaux privés, où elle a lancé pour environ 1 milliard de dollars d'obligations. En outre, elle a reçu des investissements directs de l'étranger de l'ordre de 1,4 milliard de dollars. Ceux-ci ont été tout aussi importants en Tchécoslovaquie, qui a en outre l'avantage d'une dette extérieure très faible.

Le phénomène le plus préoccupant est la montée du



chômage : 8 % de la population active en Tchécoslovaquie et en Hongrie, 12 % en Pologne et en Bulgarie, 20 % en Roumanie. Sa montée a été jusqu'ici freinée par une certaine inertie : les entreprises n'ont pas l'habitude de licencier, et d'ailleurs très peu d'entre elles ont fait faillite, faute de législation applicable ou appliquée. Mais les sureffectifs et la récession pourraient conduire à une explosion de chômage, personne n'envisageant sérieusement que la croissance reparte en 1992.

Les activités privées se développent rapidement, surtout dans le secteur des services, ce qui a l'avantage de créer beaucoup d'emplois; mais la dépression de la demande interne et le coût des crédits ne stimulent pas les investissements dans l'industrie. Les « grandes privatisations » progressent lentement, en raison notam-

ment des difficultés à évaluer le capital des entreprises dans le contexte actuel d'incertitude sur les prix et les débouchés.

Cette situation d'attente bloque les décisions d'investissement chez les privatiseurs. Le rachat total ou partiel par des sociétés étrangères se présente ainsi comme la clef d'un double problème : celui de la privatisation des grandes entreprises industrielles, celui de la restructuration de leurs productions pour les adapter aux goûts des marchés. Jusqu'en 1991, les investissements directs de l'étranger n'ont pris de l'ampleur qu'en Hongrie et en Tchécoslovaquie, là où une relative stabilité permet d'entrevoir le mieux les opportunités qu'ouvre l'intégration de cette région à l'Europe.

Françoise Lemoine  
Economiste au CEPII

PAYS • La Pologne  
L'après-« choc »

**A**PRÈS une décennie d'inflation et de pénuries, de faible croissance économique et d'insolabilité extérieure, la Pologne a mis en œuvre à partir de la fin de 1989 un programme de stabilisation et de réforme radical. Il a provoqué en 1990, à côté de résultats décevants (récession plus sévère que prévu et hyperinflation), des évolutions positives en matière de commerce extérieur et de finances publiques, mais les indicateurs de 1991 montrent la fragilité des succès obtenus.

L'excédent du commerce extérieur en devises convertibles (+ 3,8 milliards de dollars en 1990) a fait place à un déficit (- 0,3 milliard de dollars prévu pour 1991). Les exportations vers l'OCDE ont ralenti leur progression (+ 14 % contre + 40 %) alors que les importations se sont accélérées (+ 50 %), ce qui s'explique par la reprise de la consommation interne et la réappréciation du zloty; la hausse des prix est restée forte en 1991 (+ 80 %) alors que le zloty n'a été dévalué que de 16 % en mai 1991.

Le déficit budgétaire s'est établi au double de la limite fixée par accord avec le FMI, la récession ayant dégradé la situation financière des entreprises et réduit les recettes fiscales. La production industrielle a continué à baisser (- 23 % en 1990, - 12 % en 1991)

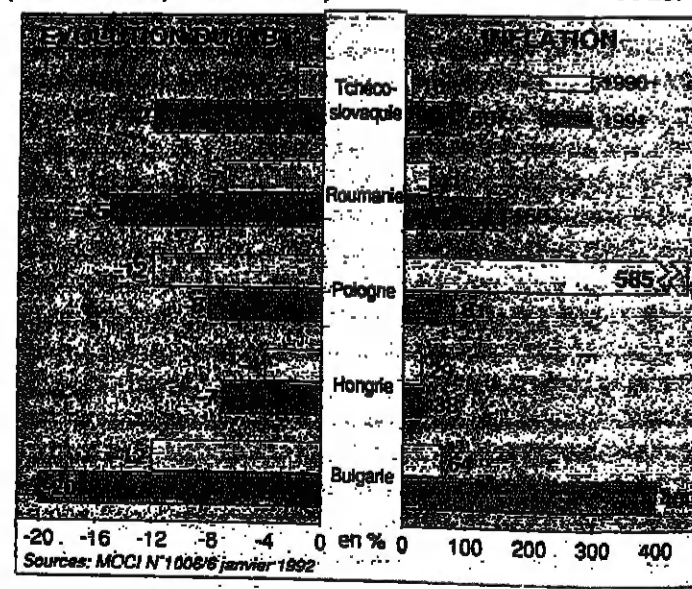
comme celle de l'agriculture (- 2 %) et comme l'investissement (- 13 %).

Peut-être les chiffres sous-évaluent-ils le secteur privé, dont on estime qu'il représente 20 % de l'industrie et 70 % du commerce de détail. La privatisation des grandes entreprises d'Etat, elle, est juste amorcée; la loi de juillet 1990 prévoit leur transformation en sociétés par actions (deux cents l'ont été), puis la vente de ces actions (une quarantaine de cas). La lenteur des restructurations industrielles a pour effet de différer l'explosion du chômage qui a néanmoins doublé en un an, dépassant le seuil des deux millions de personnes fin 1991.

Deux faits positifs pour l'accès aux financements internationaux : l'augmentation des réserves de change (+ 2 milliards de dollars depuis fin 1989) et, en août 1991, l'accord des créanciers du Club de Paris annulant la moitié d'une dette que la Pologne ne remboursait plus depuis le début des années 80. Dans l'immédiat, cela n'a guère élargi la marge de manœuvre du nouveau gouvernement.

Après dix ans de crise et une thérapie de choc, il reste à trouver une stratégie pour reconstruire l'économie polonaise.

F. Le.



Sources : MOC, N° 1008, 9 janvier 1992

SECTEUR • L'ameublement  
Demande brisée

régression de 5,6 %, ce dernier - qui représente toujours pour le particulier une grosse dépense - a été sévèrement touché. D'autant que la loi Neiertz sur le surendettement des ménages a poussé, l'an dernier, les organismes de crédit à donner un tour de vis. Vogica (1 300 salariés) et Chabert-Duval (250 employés) n'y ont pas résisté et ont déposé leur bilan.

Frappé aussi, le meuble de jardin n'a pas seulement souffert de la conjoncture. Mais également des dégrèlements du... temps. Faute de soleil au printemps, la

production s'est effondrée (- 19,5 %). Plus atténuée, la baisse du mobilier de bureau n'en est pas moins réelle : - 1,6 % au premier semestre 1991 contre + 11,6 % l'année précédente. Conséquence, parmi d'autres, de l'atonie du marché immobilier. L'un des leaders du secteur, Straf-Facom, dont le mobilier et l'équipement de bureau représentent 50 % de l'activité, a vu l'an dernier son chiffre d'affaires régresser de 5 % à périmètre constant... Pour survivre, les fabricants

français les plus dynamiques ont mis le cap sur l'étranger. Sur les pays de la Communauté européenne, qui constituent l'essentiel de leurs débouchés. En 1990 déjà, les exportations françaises d'ameublement avaient progressé de 9 %, à 7,8 milliards de francs. Sur les huit premiers mois de 1991, elles ont encore augmenté de 2 % alors que les importations régressaient de 0,6 %. Une évolution divergente qui a permis à la balance commerciale - bien que toujours largement déficitaire - de s'améliorer et au taux de couverture de revenir à... 47,2 %. La percée des Français s'est confirmée en Allemagne (+ 27,7 %) et en Belgique (+ 42,5 %). Mais la Grande-Bretagne, affectée par la récession, a perdu sa place tradi-

tionnelle de troisième client au profit de la Suisse.

L'avenir ? A peine meilleur sur le marché intérieur, selon la direction des études du Crédit lyonnais, qui prévoit pour 1992 une faible croissance de 0,6 % en volume : « L'ameublement devrait encore souffrir d'une consommation ralentie, de la situation de l'immobilier et du fait que les achats d'équipement des ménages... Les marchés étrangers ne se feront pas plus porteurs. La croissance allemande ralentit. Celle du Japon est trop lointaine. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'enlisent. L'ameublement n'a plus de locomotive.

Pierre-Angel Gay

**L**ES Français sont moroses, dit-on. Mais ils sont aussi dérouterants, changeants, imprévisibles. En 1991, leur pouvoir d'achat a crû de 1,6 % et le volume de leurs achats d'appareils hi-fi et vidéo a augmenté de 3,5 %. Mais leurs commandes d'électroménager ont stagné et le marché du meuble a chuté de 4 % l'an dernier, si l'on en croit une étude du Cetelem, un grand du crédit aux particuliers. Pour se meubler, les Français n'auraient dépensé que 69,2 milliards de francs en 1991, contre 72,1 milliards en 1990.

Ce recul, les statistiques publiées par l'Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA) le confirment. La baisse a même été plus forte

encore (- 4,7 %) au premier semestre de l'an dernier. Un recul pour lequel la profession a déjà payé son tribut de licenciements, départs de bilan, fermetures d'usines. Une descente dont nul ne peut prédire la profondeur ni la durée. Le meuble n'est-il pas l'un de ces achats que les particuliers peuvent aisément différer ?

La production s'en est ressentie, régressant au premier semestre 1991 de 0,2 % en francs courants, donc davantage en volume. Une diminution moyenne qui masque de fortes disparités, la bonne tenue du meuble « meublant » (commodes, armoires, etc.) contrastant avec, par exemple, la chute spectaculaire du meuble de cuisine. Avec un marché en baisse de 20 % et une production en